

2. een afschrift van het bij het "Eurêka-secretariaat" ingediend project;
3. een bewijs van de datum van indiening van het project bij het "Eurêka-secretariaat";
4. een schuldvorderingsverklaring waarin de voorgelegde toelaatbare uitgaven nader worden bepaald, in voorkomend geval vergezeld van de volgende bewijsstukken :
 - a) de facturen van de vertaalkosten;
 - b) de lijst van de reiskosten voor verplaatsingen in België;
 - c) de facturen van verplaatsingen in het buitenland, vergezeld van documenten ter bevestiging van het aantal overnachtingen;
 - d) de facturen van juridische prestaties.

Het bestuur behandelt de aanvraag op basis van een gewoon afschrift van de bewijsstukken.

Op verzoek van het bestuur is de promotor evenwel ertoe gehouden zijn originele bewijsstukken over te maken.

Art. 19. Zodra het bestuur een in artikel 18 bedoeld dossier ontvangt, richt ze een ontvangstbewijs aan de promotor. Als de promotor de voorgeschreven termijn niet in acht heeft genomen, laat ze hem weten dat ze het dossier niet in aanmerking kan nemen.

Binnen zestig dagen na de regelmatige ontvangst van het dossier bepaalt het bestuur de toelaatbare uitgaven op grond van de gegevens van het dossier en laat ze de toelage "Horizon Europe" uitbetalen.

HOOFDSTUK IV. — *Overdracht van bevoegdheden*

Art. 20. De directeur-generaal wordt ertoe gemachtigd de toelaatbare uitgaven betreffende de bij dit besluit bedoelde toelagen vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 21. Indien een termijn verstrijkt, ofwel tussen 1 juli en 31 augustus, ofwel tussen 21 december en 31 december, dan wordt de vervalddag respectievelijk uitgesteld tot 30 september en 31 januari die onmiddellijk volgt op voornoemde periode.

Indien een termijn een zaterdag, een zondag of een feestdag verstrijkt, dan wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 22. Het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 1998 waarbij toelagen worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van Europese onderzoeksprojecten wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 november 2008.

Art. 24. De Minister van Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 12 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 467

[C - 2009/27028]

19 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription de zones de loisirs, de zones agricoles, de zones forestières, de zones d'espaces verts, de zones naturelles et de zones de parc sur le territoire des communes d'Antoing, Brunehaut et Péruwelz

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 septembre 2004, du 15 avril 2005 et du 15 mai 2008;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP), notamment les articles 22, 29, 32, 35 à 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu le plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz, adopté par arrêté royal du 24 juillet 1981, révisé par un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 juillet 1991 (inscription du tracé de la Ligne LGV) et par un arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2003 (extension de la sablière Deviaenne);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 (*Moniteur belge* du 30 juin 2006) décidant la mise en révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3), adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz et le projet de contenu de l'étude d'incidences;

Considérant que la mise en révision du plan de secteur était motivée par le projet de création d'un Centre européen de sports de nature et de glisse par un consortium privé;

Considérant que dans son avis 06/A.542-AN, la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) a fait part de ses remarques quant à l'avant-projet de révision du plan de secteur et au projet de contenu de l'étude d'incidences;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 (*Moniteur belge* du 13 septembre 2006) décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision de plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3) en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz;

Considérant que l'ampleur et le degré de précision des informations que doit comprendre l'étude d'incidences ont été fixés après consultation de la CRAT, du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD), de la Division de la Nature et Forêts (DNF), de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGRNE) du Ministère de la Région wallonne (MRW), du Parc naturel des Plaines de l'Escaut et des autorités transfrontalières concernées et sont annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006;

Considérant qu'à la suite d'une procédure d'appel d'offre général au sens de l'article 16 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services le Gouvernement wallon a désigné, en date du 29 janvier 2007, le bureau PLANéco (SPRL), agréé à cet effet, pour réaliser l'étude d'incidence relative à l'avant-projet de révision du plan de secteur susdit;

Considérant le dépôt de l'étude d'incidences le 17 juillet 2007;

Considérant que la CRAT a fait part des remarques relatives à la première phase de l'étude dans son avis 07/A.603-AN et de ses observations et suggestions suite à la présentation orale de la seconde phase par l'auteur de l'étude d'incidences dans son avis du 07/A.609-AN;

Considérant qu'en séance du 19 juillet 2007 le Gouvernement a pris acte des résultats de l'étude d'incidences;

Considérant que sur base de ces résultats, le Gouvernement a chargé le Ministre du Développement territorial de prendre contact avec les investisseurs du projet pour examiner les conclusions de l'étude afin d'en tirer les enseignements pour la suite;

Considérant que suite à ce contact, une nouvelle variante de délimitation a été proposée;

Considérant que les principes de la nouvelle variante de délimitation ont été exposés à la CRAT le 26 novembre 2007, lors d'une visite du site; qu'elle a formulé des observations et présenté des suggestions quant à la poursuite de la procédure dans son avis 07/A.646-AN;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2008 (*Moniteur belge* du 22 avril 2008) décidant de compléter l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 décidant la mise en révision du plan de Tournai-Leuze-Péruwelz et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz, en vue de définir des compensations complémentaires en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que cet arrêté complète le contenu de l'étude d'incidences arrêté le 13 juillet 2006, en ce compris l'analyse des incidences sur l'environnement des compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du Code;

Considérant que l'ampleur et le degré de précision des informations que doit comprendre le complément d'étude d'incidences ont été fixés après consultation des mêmes instances que pour le contenu initial;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 (*Moniteur belge* du 19 septembre 2008) décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3), adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 et complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2008 portant sur l'inscription de zones de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts, de zones naturelles et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz;

Considérant que l'étude d'incidences initiale a été complétée sur base de cet arrêté;

Considérant que ce complément d'étude d'incidences et le résumé non technique actualisé ont été déposés le 5 novembre 2008;

Considérant que les résultats de ce complément d'étude d'incidences ont été communiqués à la CRAT le 18 novembre 2008;

- Conclusions de l'étude d'incidences initiale.

Examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales

Considérant que l'avant-projet est jugé globalement compatible avec les objectifs de la Déclaration de Politique régionale (DPR);

Considérant que l'auteur d'étude souligne toutefois que le plan de valorisation et de développement du tourisme qui aurait dû guider l'action du Gouvernement en matière de tourisme n'a pas été finalisé préalablement à l'adoption de l'avant-projet;

Considérant que l'avant-projet est jugé compatible avec les objectifs du Contrat d'Avenir pour la Wallonie (CAW);

Considérant que l'avant-projet est jugé globalement compatible avec les objectifs du Schéma de Développement de l'Espace régional (SDER); qu'en effet la création d'un "point d'appui touristique" visant à renforcer le "pôle d'appui touristique" de Tournai, situé dans l'eurocorridor Lille-Liège et dans l'aire de coopération suprarégionale participe à la structuration de l'espace wallon;

Considérant que l'auteur d'étude souligne toutefois que l'avant-projet ne renforce pas un point d'appui touristique existant;

Considérant que le SDER définit les pôles d'appui touristiques comme des pôles ayant "un rôle à jouer sur le plan touristique en raison de leurs caractéristiques propres sur le plan culturel et patrimonial" et les points d'appui touristiques comme "des lieux (...) dont certains ont déjà actuellement une renommée internationale";

Considérant que l'avant-projet a pour objectif de permettre la création d'un centre de loisirs "nature et sport" dont la vocation n'est pas de renforcer ce type de pôle;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la composante commerciale de l'avant-projet (création de 23 000 m² de commerces à l'écart de villes et de noyaux d'habitat) n'est pas compatible avec les objectifs du SDER;

Considérant que l'avant-projet est jugé globalement compatible avec les objectifs du Plan d'Environnement pour le Développement durable (PEDD);

Considérant que l'auteur d'étude estime toutefois que l'objectif de préservation de la surface forestière et de renforcement de la protection légale de certaines zones n'est pas atteint;

Considérant que l'avant-projet est jugé compatible avec le plan de gestion du Parc Naturel des Plaines de l'Escaut (PNPE);

Considérant que l'avant-projet est jugé compatible avec le Schéma régional d'Aménagement et de Développement territorial du Nord-Pas-de-Calais;

Considérant que l'auteur d'étude juge l'avant-projet compatible avec les réglementations en vigueur;

Validation des besoins socio-économiques justifiant l'avant-projet

Considérant que l'auteur d'étude a évalué les zones d'influences pour chacune des composantes de l'avant-projet, à savoir l'hébergement, les attractions (activités sportives et de loisirs) et les commerces;

Considérant que les zones d'influences de la composante hébergement se basent sur trois cercles concentriques de rayon 100, 200 et 300 km;

Considérant que les zones d'influences des composantes "attractions" et "commerces" se basent sur des courbes isochrones 30 et 60 minutes à partir du site;

Considérant que les zones d'influences estimées par l'auteur d'étude diffèrent donc de la zone d'influence de 80 km envisagée dans l'avant-projet;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la combinaison des différentes composantes de l'avant-projet élargit et renforce l'attractivité de la zone d'influence "principale" de chacune d'elles et que la combinaison hébergement – loisirs – commerces permet d'envisager des taux de pénétration du marché meilleurs que si ces activités étaient menées séparément;

Considérant que l'auteur d'étude remet cependant en question l'hypothèse émise dans le dossier de demande de la ville d'Antoing qui stipule que "le projet n'entre pas en concurrence avec des infrastructures centrées sur les sports de glisse existants (...);"

Considérant qu'en effet, l'identification de l'offre des trois composantes dans leurs zones d'influence respectives montre que l'avant-projet entrera en concurrence avec des activités existantes :

- pour l'hébergement : le village de la Plate Taille à Froidchapelle;
- pour les pistes de ski : Ice mountain à Comines, Yeti ski à Anderlecht, Loisinord à Noeux-les-Mines (France) et Snow Games en projet à Lessines;
- pour les activités aquatiques : Océade à Bruxelles, Aqua Tournai à Tournai, Nautisport à Enghien;
- pour les activités commerciales : le centre ville et le shopping center "les Bastions" à Tournai, le centre commercial périphérique de Froyennes.

Considérant que, bien que revoyant nettement à la baisse le nombre de nuitées prévues par le projet du promoteur, l'étude socio-économique évalue un potentiel annuel de visiteurs (750 000 à 1 126 000) pour le projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur proche de l'hypothèse de l'avant-projet (800 000 à 1 500 000 visiteurs/an)

Considérant que l'étude identifie cependant que ces visiteurs seront principalement motivés par l'offre commerciale de l'avant-projet (68 % du potentiel);

Considérant sur cette base que les recommandations de l'auteur d'étude, en termes de nature et de dimensionnement des espaces nécessaires aux différentes activités, sont les suivantes :

- hébergement : soit appliquer un "phasage" pour la construction des hébergements, afin d'évaluer plus finement la demande en cours d'exploitation, soit proposer un type d'hébergement réversible "camping sous tentes" par exemple;
- attractions : se différencier de l'offre existante, en particulier des futures pistes de ski de Lessines en développant principalement les activités "froides" liées au ski nordique et à la patinoire;
- commerces : ne pas élargir la thématique du fun shopping : conserver au minimum 50 à 60 % des surfaces nettes à la thématique du sport.

Considérant que, bien que l'offre actuelle en zone de loisirs au plan de secteur soit, d'un point de vue quantitatif, largement suffisante pour répondre aux besoins à l'horizon 2015, l'auteur d'étude conclut à l'impossibilité de réaliser l'avant-projet tel que visé par l'arrêté en l'état actuel du plan de secteur vu l'absence de zone de loisirs de grande taille disponible;

Considérant que la nécessité de mettre en révision le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz est donc validée;
Validation de la localisation

Considérant qu'au vu des objectifs de l'avant-projet, aucune des variantes de localisation identifiées par l'auteur d'étude à Tournai, Lessines, Froidchapelle (site de l'Eau d'Heure) et Butgenbach ne permet d'envisager la réalisation complète du projet sous-tendu par la révision du plan de secteur;

Validation de la délimitation et de la mise en œuvre de l'avant-projet

Considérant que l'auteur d'étude a procédé à l'analyse de la situation de fait et de droit du périmètre d'étude et établi une variante de délimitation, liée à la préservation du gisement de la sablière Deviaene et des milieux naturels, et une variante de mise en œuvre, liée aux principes d'accessibilité au site, sur la base des vulnérabilités identifiées;

Considérant que l'auteur d'étude a ensuite analysé les effets sur l'environnement de l'avant-projet de plan et des variantes et proposé des mesures à prendre pour réduire les effets négatifs qu'il a identifiés;

Evaluation des effets non négligeables probables aux différentes étapes de réalisation des variantes de délimitation et de mise en œuvre

Considérant en ce qui concerne les effets non négligeables probables aux différentes étapes de réalisation des variantes de délimitation et de mise en œuvre que ceux-ci sont évalués sur différents "secteurs" de l'environnement;

Air et climat

Considérant que l'auteur d'étude estime que le bâtiment d'une hauteur approximative de 65 mètres envisagé dans le projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur pourrait avoir une incidence sur le microclimat, que celui-ci devra donc être analysé sur base d'un projet plus précis;

Considérant que l'auteur d'étude a analysé les impacts des options choisies en matière de production et d'utilisation de l'énergie au regard du protocole de Kyoto;

Considérant que les rejets en CO₂ du projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur ont été évalués sur base de l'utilisation d'un système avec et sans cogénération et que le système avec cogénération est apparu comme le plus avantageux;

Considérant qu'avec un système de cogénération, l'auteur d'étude estime les rejets à 9 535 t/an (18 121 t/an sans cogénération);

Considérant que le projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur envisageait, lui, l'utilisation d'une unité de tri-génération alimentée au gaz naturel;

Considérant qu'il faut encore ajouter à ces émissions la consommation d'énergie liée au trafic routier généré par le projet;

Eaux souterraines et superficielles

Considérant que l'auteur d'étude a analysé l'impact des pompages sur l'état des nappes existantes et, par résultante, sur le niveau d'humidité des zones humides locales et/ou régionales;

Considérant que l'auteur d'étude évalue le ruissellement annuel supplémentaire à 152 000 m³ par an, les rejets d'eaux usées à 6 000 EH (équivalent habitant) et les rejets pour l'entretien du centre de glisse et du parc aquatique à environ 42 000 m³ par an;

Considérant que l'auteur d'étude n'attend pas d'incidences des ruissellements sur la recharge de l'aquifère et estime que l'impact sur les captages sera négligeable;

Considérant qu'en ce qui concerne plus spécifiquement le golf situé au sud du canal, l'auteur d'étude estime que les impacts seront réduits pour autant que :

- les écoulements présents soient maintenus sans les canaliser;
- des aménagements de type zones humides, roselières,... soient compris dans les aménagements;
- aucun drainage de grande envergure ne soit envisagé.

Considérant que l'auteur d'étude a analysé les impacts engendrés par l'épuration des eaux usées du projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur sur la station d'épuration de Hollain, tant pour le réseau de canalisations à créer que pour l'augmentation de sa capacité;

Considérant qu'en première estimation la charge rejetée (6 000 EH) est identique à la possibilité d'augmentation maximale de la capacité de traitement de la station de Hollain et que les effets sur la modification de la qualité des eaux de surfaces pourront dès lors être maîtrisés en cas de réalisation de l'extension de celle-ci et d'un égouttage séparatif;

Considérant que le principal risque de pollution accidentelle identifié est lié à l'utilisation des étangs existants pour les rejets bisannuels des vidanges des eaux des bassins de natation;

Sol et sous-sol

Considérant que l'avant-projet modifie l'affectation de deux zones d'extraction : la sablière du Bois de Fouage et l'ancienne sablière du Bois de Péronnes;

Considérant que l'auteur d'étude met en évidence que l'avant-projet de révision du plan de secteur pourrait avoir une incidence sur l'immobilisation d'une partie du gisement située en zone d'extraction;

Considérant que la partie est de la zone d'extraction du Bois de Fouage est couverte par un permis datant de 2003 et est en cours d'exploitation et que la partie nord-ouest, inscrite en 2003, n'a pas encore été exploitée;

Considérant que l'auteur d'étude ne remet pas en question la modification de l'affectation des parties déjà exploitées des autres zones d'extraction;

Considérant qu'en terme de risque de pollution accidentelle des sols, l'auteur d'étude identifie un risque faible principalement lié aux pertes d'hydrocarbure sur les parkings paysagers;

Considérant que l'auteur d'étude ne peut exclure, vu la recommandation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 de "creuser un puit de captage, ce qui évitera de pomper dans les étangs existants", que "(...) localement, à proximité des captages, se produisent un ou des dénoyages de zones karstifiées avec son corollaire de processus aussi dommageables que le développement de puits naturels.";

Considérant que l'auteur d'étude n'identifie pas d'autres risques majeurs en ce qui concerne le sol ou le sous-sol;

Faune et Flore

Considérant qu'aucun site candidat Natura 2000 n'est affecté en zone de loisirs par l'avant-projet;

Considérant que l'auteur d'étude estime que l'avant-projet aura des incidences importantes sur la destruction et la fragmentation des biotopes et met en évidence la présence de quatre sites qu'il identifie comme d'intérêt biologique très élevé (présence sur la liste d'habitats Natura 2000) dans le périmètre de l'avant-projet;

Considérant qu'il identifie également plusieurs zones d'intérêt écologique élevé;

Considérant que l'auteur d'étude estime que l'affectation en zone de loisirs entraînera une présence humaine importante qui aura des incidences sur la faune observée;

Considérant qu'il estime que "les niveaux de perturbation seront toutefois fonction de la maîtrise des comportements des visiteurs sur le site et de la capacité du futur gestionnaire à faire respecter des comportements visant la préservation des sites sensibles.";

Santé

Considérant que l'auteur d'étude ne relève pas de nuisances significatives pour la santé;

Considérant que l'auteur d'étude identifie toutefois une augmentation des nuisances sonores liées au charroi engendré par l'avant-projet;

Agrément des conditions de vie

Considérant que l'auteur d'étude identifie trois types de bâtiments pouvant avoir un impact paysager potentiel : l'hébergement pavillonnaire, l'hôtel-restaurant et les pistes de ski;

Considérant qu'il conclut que la réalisation d'une piste de ski alpin à l'intérieur du périmètre de l'avant-projet constituera un repère visuel nouveau, visible dans le paysage local;

Considérant que l'auteur d'étude estime que le maintien du caractère forestier minimisera l'impact possible de l'avant-projet sur le paysage;

Considérant qu'il identifie toutefois un impact significatif pour :

- la rue de Hollain longeant le sud du Grand Large;
- le halage longeant le Grand Large face au Bois de Fouage;
- le périmètre situé entre le Bois de Fouage et la N503;

Bien matériels et patrimoniaux

Considérant que l'auteur d'étude estime qu'aucun site d'intérêt patrimonial ou d'intérêt écologique ne sera affecté par l'avant-projet;

Mobilité

Considérant que l'auteur d'étude évalue un nombre de visiteurs annuel compris entre 750 000 et 1 126 000;

Considérant qu'en hypothèse haute, ce nombre de visiteurs génère en moyenne 1 159 véhicules par jour; qu'un samedi moyen en saison, ce nombre de véhicules monte à 1 738 par jour et que le risque de pointe maximal est évalué à 3 000 véhicules par jour;

Considérant que ces 3 000 véhicules par jour se répartissent au cours de la journée et génèrent des flux de 600 véhicules par heure aux heures de pointe;

Considérant que les heures de pointe de ce type de centre de loisirs s'étalent de 9 à 12 heures pour les arrivées et de 16 à 20 heures pour les départs;

Considérant que le nombre de véhicules générés par les employés et les livraisons est considéré comme constant au cours de la saison;

Considérant que ce flux est évalué à 830 équivalents véhicules particuliers par jour;

Considérant que dans l'avant-projet, trois accès au site sont prévus :

- une entrée principale par la rue de Hollain vers un parking de 2 000 places et l'entrée sud du centre de loisirs;
- un accès secondaire par la N503 vers un parking de 1 200 places et l'entrée nord du centre de loisirs;
- un accès secondaire à la zone sportive par la N504 et la rue Général de Gaulle vers un parking de 500 places auxquelles s'ajoutent 300 places pour le personnel;

Considérant que l'auteur d'étude estime, contrairement à ce qui est envisagé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006, que le système d'organisation sur trois parkings séparés risque de conduire à des situations de saturation de parking et des flux supplémentaires entre les parkings;

Considérant qu'il estime également, pour les scénarios les plus élevés, que la charge supplémentaire pour le réseau des N 504 et 503 et les rues locales dans les villages de Vezoncheau, Morlies, Grand Champ et le Marais (Callenelle) est inacceptable, dangereuse et fait saturer le réseau local avec ses petits carrefours;

Considérant que, selon lui, le charroi lourd aura des incidences importantes pour le village de Vezoncheau;

Considérant qu'en ce qui concerne la problématique des modes doux il estime que les cheminements RAVeL ne seront ni détournés, ni affectés par la mise en œuvre de l'avant-projet, mais que celle-ci nécessitera par contre de dévier certains chemins et sentiers vicinaux, en particulier le sentier n° 71;

Réseaux et autres infrastructures

Considérant que la mise en œuvre d'une unité de cogénération de l'ampleur de celle envisagée nécessitera une réflexion globale sur les réseaux électriques et de gaz et une adaptation de ceux-ci;

Considérant que les incidences sur ce point ne sont pas négligeables et devront être évaluées dans une pré-étude complète;

Activités

Considérant que la réalisation de l'avant-projet entraînera la cessation de l'activité de l'aérodrome de Maubray;

Considérant que le bâtiment du Tournai Yacht Club est entièrement repris en zone de loisirs, que cette affectation permet d'envisager des synergies entre les différentes activités;

Considérant que l'avant-projet n'a aucun impact sur l'activité de l'écluse en amont du Grand Large;

Considérant que le club d'aviron et le centre ADEPS pourront poursuivre leurs activités et que des synergies pourraient être trouvées entre les différents acteurs;

Considérant que l'activité d'extraction sera touchée par la mise en œuvre de l'avant-projet;

Considérant que celui-ci prévoit la poursuite de l'exploitation jusqu'à son terme mais que le permis délivré ne couvre qu'une partie de la zone d'extraction, la mise en œuvre de l'avant-projet risque d'immobiliser une partie du gisement;

Considérant que l'avant-projet aura pour conséquence l'immobilisation de 20 ha de terres agricoles et qu'un des exploitants perdra de ce fait un peu plus de 37 % de la surface totale sur laquelle il exerce son activité d'élevage;

Compensations

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine prévoit que "dans le respect du principe de proportionnalité, l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement tant en termes opérationnel, environnemental ou énergétique qu'en termes de mobilité en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage; la compensation planologique ou alternative peut être réalisée par phases";

Considérant que le Gouvernement wallon a proposé dans son arrêté du 27 avril 2006 de compenser l'inscription des 90 ha de nouvelles zones qu'il projette de destiner à l'urbanisation, d'une part par la modification de 67,47 ha de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation situées à l'intérieur du périmètre du centre de loisirs et, pour trois d'entre elles, à l'extérieur et, d'autre part par deux compensations alternatives liées à la mobilité, à savoir :

— la création d'un accès direct vers la N52 par la grand-route pour le trafic lié à l'exploitation de la sablière; le financement de cette voirie serait pris en charge par l'opérateur du centre de loisirs, déduction faite, le cas échéant, de la partie subventionnée;

— la desserte par bus entre les gares et le centre de loisirs; le financement de ces dessertes serait pris en charge par l'opérateur du centre de loisirs, déduction faite, le cas échéant, de la partie prise en charge par les TEC;

et une compensation alternative de nature environnementale, à savoir :

— la constitution d'une convention entre la Division Nature et Forêt de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du ministère de la Région wallonne et une ASBL de valorisation et de gestion du domaine, aux fins d'assurer une gestion environnementale des biotopes intéressants présents au sein du domaine supportant le centre de loisirs et d'élaborer un plan de gestion, le centre européen des sports de nature et de glisse assurant une dotation annuelle à ladite ASBL dont la composition, le domaine spatial d'intervention et les champs d'action, les modalités de gestion administrative et la dotation seront à définir avec les partenaires. Cette convention sera soumise à l'approbation du Gouvernement au plus tard à la date d'adoption définitive de la révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz;

Considérant que l'avant-projet de plan se solde, dans cette configuration, par une augmentation de 22,53 ha de la zone destinée à l'urbanisation dans le plan de secteur concerné;

Considérant que l'étude d'incidences initiale a examiné les compensations proposées au regard de leur conformité à l'article 46, § 1^{er}, du Code, conformément au cahier des charges;

Considérant que l'auteur d'étude estime que "la compensation planologique n'est, à ce stade, pas suffisante car elle ne couvre pas totalement des milieux non urbanisés même si elle enlève une insécurité juridique concernant la zone d'extraction (sablière Deviaene)";

Considérant que l'auteur d'étude estime que les compensations alternatives ne sont pas optimales et peuvent se confondre avec des charges d'urbanisme;

Considérant que l'auteur d'étude a établi, en conclusion, une variante de délimitation sur la base des vulnérabilités identifiées qui modifie profondément les contours des zones affectées;

Considérant que la CRAT a formulé des remarques et objections sur l'étude d'incidences les 12 juin 2007 (07/A. 603-AN) et 13 juillet 2007 (07/A. 609-AN);

Considérant que la CRAT estime que l'auteur d'étude ne répond pas à ses interrogations concernant le choix de l'affectation de certaines zones (zone de parc, zone de loisirs) compte tenu des équipements qui y sont envisagés (cabanes dans les arbres et maisons sur pilotis, centre commercial);

Considérant que la CRAT relève que l'impact de la variante de délimitation proposée par l'auteur d'étude sur la faune et la flore reste important;

Considérant que la CRAT s'interroge sur la faisabilité et les impacts de l'option retenue par le Gouvernement en matière d'assainissement des eaux usées (augmentation de la capacité de la station d'épuration de Hollain);

Considérant que la CRAT prend acte du fait que l'auteur d'étude n'a pas donné suite à sa recommandation de limiter l'accès au site par le nord avec un accès direct à l'autoroute E42 et constate que le second accès proposé en variante par celui-ci pose de nouvelles questions tant sur le plan économique qu'environnemental;

Considérant que la CRAT insiste sur la nécessité de s'assurer de la pérennité des activités déjà présentes sur le site, du maintien d'un tourisme diffus dans les alentours et de l'accès public des alentours du plan d'eau du Grand Large;

Considérant que la CRAT constate le caractère extrêmement énergivore du projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur et l'importance de ses rejets de CO₂, que la mobilité qu'il va susciter contribuera à augmenter;

Considérant que la CRAT s'interroge quant à l'impact paysager de la superstructure de piste de ski alpin qui sera visible depuis la Forêt de Flines;

Considérant que la CRAT estime quant aux compensations proposées par le Gouvernement que « l'inscription du site en cours d'exploitation (sablrière Deviaene) en zone d'espaces verts n'apporte aucune garantie de pérennité à cette exploitation en cas de renouvellement ou de modification du permis d'environnement »;

Considérant que la CRAT estime que les compensations alternatives ne sont pas optimales et peuvent se confondre avec des charges d'urbanisme;

Considérant que le Gouvernement a pris acte des résultats de l'étude d'incidences en séance du 19 juillet 2007;

Considérant que sur base de ces résultats, le Gouvernement a chargé le Ministre du Développement territorial de prendre contact avec les investisseurs du projet pour examiner les conclusions de l'étude afin d'en tirer les enseignements pour la suite;

Décision de déterminer une nouvelle variante de délimitation

Considérant qu'au vu des conclusions de l'étude d'incidences et du contact pris avec les investisseurs que ni l'avant-projet, ni les variantes de délimitation ne permettent de rencontrer l'ensemble du programme des investisseurs;

Considérant que les surfaces nécessaires à la réalisation du projet sont insuffisantes et que la dispersion des activités sur le site n'en permet pas une gestion optimale;

Considérant qu'une nouvelle variante de délimitation de l'avant-projet de révision du plan de secteur a été définie;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation vise à concilier la préservation des zones d'intérêt biologique et des intérêts paysagers tout en tentant d'améliorer la cohérence géographique du projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation permet de polariser les différentes activités autour du Grand Large ce qui présente le double avantage de permettre un développement progressif des activités et de réduire les distances entre les activités;

Considérant que les principales évolutions du projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur prises en compte pour définir la réorganisation spatiale des activités sont :

- la priorité donnée au tourisme de séjour par rapport au tourisme d'un jour;

- l'abandon des pistes de ski alpin et de la superstructure;

- l'abandon d'une structure commerciale importante ouverte à tous (l'offre commerciale a été fortement diminuée, dispersée sur le site et thématisée selon sa localisation et est réservée aux seuls clients du centre de loisirs);

- la préservation des zones d'intérêt biologique et des intérêts paysagers.

Considérant que les principales modifications portent sur :

- le recentrage des activités de loisirs autour du Grand Large de part et d'autre du canal Nimy-Blaton-Péronnes :

- au sud du canal : transfert de la zone de loisirs de l'est vers l'ouest afin de préserver la zone d'intérêt biologique;

- la butte de Maubray qui jouxte l'aérodrome, à l'est du périmètre, a été repérée comme site de grand intérêt biologique dans l'étude d'incidence initiale. La zone de loisirs prévue à cet endroit est abandonnée au profit du développement d'une zone de loisirs en rive sud du Grand Large, sur la seule partie de la zone forestière et de parc qui ne présente pas ou peu d'intérêt biologique particulier. La construction du golf initialement prévue sur une partie de cette zone forestière et de parc est, quant à elle, abandonnée;

- la butte de Maubray est inscrite en zone naturelle et l'aérodrome en zone agricole;

- au nord du canal : réduction de la zone de loisirs dans sa partie nord-est et le long du canal, et extension de celle-ci au nord de l'étang du Bois de Fouage;

La nouvelle variante de délimitation maintient l'inscription d'une prescription supplémentaire repérée "L.1" afin de permettre le retour aux affectations antérieures si le projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur ne se réalise pas dans les sept ans à dater de l'entrée en vigueur de la révision du plan de secteur;

La superficie totale des zones de loisirs a été diminuée d'environ 10 ha par rapport à l'avant-projet approuvé par le Gouvernement le 27 avril 2006.

- La redéfinition des accès au site de part et d'autre du canal Nimy-Blaton-Péronnes :

- au sud du canal :

- création de 1200 places de stationnement à l'entrée ouest de la zone de loisirs destinée à accueillir les visiteurs d'un jour avec une extension possible pour les jours de grande affluence;

- déclassement d'une voirie publique;

- au nord du canal :

- création de 1000 places de stationnement dans la partie nord-est destinée à accueillir les visiteurs de séjour;

- création d'une liaison entre les zones de loisirs existantes à l'ouest du Grand Large et la zone de loisirs prévue à l'est du Grand Large;

- La préservation d'un certain nombre de sites :

- au nord du canal :

- préservation du gisement de sable inscrit par la précédente révision du plan de secteur en 2003 et couverte par un permis d'exploiter valable jusqu'en 2015 et inscription d'un périmètre d'extension de zones d'extraction en surimpression à la zone de parc (*P.1.) projetée sur le solde de celle-ci de manière à ce que les actes et travaux liés à l'aménagement du golf ne mettent pas en péril une exploitation potentielle du gisement de sable;

- préservation des sites d'intérêt biologique élevé repérés par l'étude d'incidences par l'inscription en zone naturelle avec surimpression d'un périmètre paysager des hêtraies à jacinthe (habitat Natura 2000) situées dans les Bois de Fouage et de Lanchon;

- extension de la zone forestière au nord-ouest de la zone de loisirs;

- au sud du canal :

- inscription de la clairière sableuse située dans le Bois de Péronnes en zone naturelle afin d'y préserver une faune et une flore particulières;

- inscription de la butte de Maubray en zone naturelle en lieu et place d'une zone de loisirs et d'espaces verts; une partie de ce site étant reprise dans l'inventaire des sites de grand intérêt biologique;

- inscription du site au nord-est de l'étang du prince en zone forestière et de celui au sud-est en zone d'espace vert;

- inscription d'une zone forestière en lieu et place d'une zone agricole dans le Bois de Lanchon;
- inscription d'une zone forestière en lieu et place d'une zone agricole au plan de secteur dans le Bois de Péronnes;
- extension du périmètre de l'avant-projet au sud du canal, à l'ouest du Bois de Péronnes, par l'inscription d'une zone de parc au lieu dit "Le Burgot" et d'une bande en zone forestière au sud de celle-ci;
- abandon des commerces jumelés à la passerelle projetée au-dessus du canal pour relier les parties nord et sud du site et inscrite en zone de loisirs dans l'avant-projet de 2006;
- le solde du périmètre de révision est inscrit en zones de parc, en zone d'espaces verts ou maintenu en zone forestière et dédié aux activités de plein air ne nécessitant pas, ou peu, d'aménagements irréversibles.

Considérant qu'afin de répondre aux interrogations de la CRAT quant au choix du zonage, la nouvelle variante de délimitation n'autorise plus la construction de cabanes perchées dans les arbres, ni de maisons sur pilotis en zone de parc et réserve les surfaces commerciales à la clientèle touristique ayant payé un droit d'entrée;

Considérant qu'afin de répondre aux interrogations de la CRAT quant à l'impact de l'avant-projet sur la faune et la flore :

- la nouvelle variante de délimitation propose l'abandon du site de Maubray (aérodrome) pour le développement des activités indoor au profit d'un recentrage de ces activités en rive sud du Grand Large;
- la nouvelle variante de délimitation propose l'inscription d'une zone de loisirs centrée sur la seule zone au sud du canal qui ne présente peu ou pas d'intérêt biologique particulier;
- la nouvelle variante de délimitation affecte les zones identifiées comme d'intérêt très élevé en zone naturelle et n'affecte plus de zones identifiées comme d'intérêt élevé en zone de loisirs;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation rencontre les observations de la CRAT quant à la fréquentation annuelle du site et notamment l'attractivité commerciale du site;

Considérant que la superficie des surfaces commerciales a été ramenée de 23 000 m² à 8 000 m²; qu'elles seront uniquement accessibles pour la clientèle touristique ayant payé un droit d'entrée et constituées, pour l'essentiel de la surface projetée, par des boutiques virtuelles qui ne sont pas destinées à la vente au détail d'équipements sportifs que l'on trouve dans les magasins de sports traditionnels, mais à la présentation des productions, innovations technologiques et produits phares de marques commerciales;

Considérant qu'afin de répondre aux interrogations de la CRAT relatives à la mobilité et plus particulièrement à l'accessibilité au site et au risque de saturation du réseau local la nouvelle variante de délimitation revoit fondamentalement le fonctionnement du centre de loisirs, notamment en donnant la priorité aux visiteurs de séjour sur les visiteurs d'un jour, en diminuant les surfaces de commerces et en limitant leur accès aux visiteurs du centre de loisirs et l'accessibilité au site en n'y prévoyant plus que deux accès :

- une entrée nord par la N503 réservée aux visiteurs hébergés et au personnel (1000 places de parking dont 200 pour le personnel);
- une entrée sud par la rue de Hollain réservée aux visiteurs d'un jour et aux employés (1200 places de parking dont 200 pour le personnel);

Considérant que la nouvelle variante de délimitation prévoit également la modification du tracé de la rue de Hollain;

Considérant qu'afin de répondre aux interrogations de la CRAT concernant l'impact paysager de la super structure de piste de ski alpin qui atteindrait une hauteur de 65 m et qui serait visible depuis la Forêt de Flines, les pistes de ski alpin ont été supprimées dans la nouvelle variante de délimitation et le centre de glisse sera probablement semi-enterré;

Considérant qu'afin de répondre aux interrogations de la CRAT quant à la nécessaire pérennité des activités présentes sur le site suite à la mise en œuvre de l'avant-projet :

- la nouvelle variante de délimitation affecte l'aérodrome de Maubray en zone agricole ce qui permet de maintenir l'activité;
- les bâtiments existants, qui sont couverts par un permis, peuvent être maintenus, transformés ou agrandis;
- le Tournai Yacht Club est repris en zone de loisirs aussi bien dans l'avant-projet que dans la nouvelle variante de délimitation;
- l'organisation de régates de discipline olympique est envisageable compte tenu de l'agrandissement du plan d'eau proposé comme compensation alternative complémentaire;
- la nouvelle variante de délimitation ne porte atteinte ni à la circulation ni aux berges du canal;
- que le centre ADEPS pourra poursuivre son activité avec la mise en œuvre de l'avant-projet et que des stages et formations de qualité supérieure pourront être organisés vu l'agrandissement du plan d'eau (parcours de régates officiels) et que des synergies sont à envisager avec le centre de loisirs (stages de voile pour les visiteurs du centre de loisirs, ...);

Considérant qu'afin de répondre aux interrogations de la CRAT quant au caractère énergivore du projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur et à l'importance de ses émissions de CO₂, la nouvelle variante de délimitation entend tirer profit de l'abandon des pistes de ski alpin, de la diminution considérable des surfaces commerciales de l'ordre de 65 % et de la diminution des déplacements du fait de la priorité donnée au tourisme de séjour par rapport au tourisme d'un jour;

Conclusions du complément d'étude.

Examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales.

Considérant que l'auteur d'étude confirme l'examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales réalisé dans l'étude d'incidences initiale;

Considérant qu'en réservant l'accès des commerces aux seuls visiteurs du centre de loisirs et en réduisant leur superficie à 8 000 m², la nouvelle variante de délimitation est jugée compatible avec les objectifs du SDER car elle répond à l'objection émise sur la création de commerces à l'écart de villes et de noyaux d'habitat;

Validation des besoins socio-économiques justifiant l'avant-projet.

Considérant que si l'étude d'incidences initiale a pris en compte trois facteurs d'attractivité pour déterminer la zone d'influence, à savoir : l'hébergement, l'attraction sportive et les commerces, suite à la diminution des surfaces commerciales de 23 000 m² à 8 000 m² seuls deux facteurs d'attractivité ont été retenus dans le complément d'étude d'incidences, à savoir : l'hébergement et l'attraction sportive;

Considérant que suite à cette modification, l'auteur d'étude estime que le potentiel de fréquentation annuel du centre de loisirs se situe entre :

- 198 000 et 297 000 visiteurs d'un jour pour les attractions;
- 148 000 à 222 000 visiteurs en hébergement;

Considérant que les estimations confirment un potentiel haut de visiteurs mais que ces estimations sont toutefois plus faibles que celles envisagées précédemment;

Considérant que l'auteur d'étude estime que même si le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation en diffère quelque peu du fait qu'il comporte un centre de glisse mais pas de pistes de ski alpin en tant que telles, il sera en concurrence avec les centres de glisse sur neige artificielle ou synthétique existants et futurs situés à proximité :

- Ice mountain à Comines;
- Loisinord à Noeux-les-Mines (France);
- Snow Games en projet à Lessines;

Considérant que le même risque de concurrence est à craindre dans le domaine des parcs aquatiques situés à proximité du site :

- Aqua Tournai à Tournai;
- Nautisport à Enghien;

Considérant que l'impact du centre de loisirs sera totalement négligeable sur les commerces de la zone de chalandise, les commerces du centre de loisirs étant uniquement accessibles pour la clientèle touristique ayant payé un droit d'entrée;

Considérant que l'estimation globale de création de 800 emplois indiquée par le promoteur du centre de loisirs nature et sport est jugée réaliste par l'auteur d'étude;

Considérant que, l'auteur d'étude confirme l'impossibilité de réaliser la nouvelle variante de délimitation telle que visée par le complément d'étude en l'état actuel du plan de secteur vu l'absence de zone de loisirs de grande taille disponible;

Considérant que la nécessité de mettre en révision le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz est donc confirmée dans le complément d'étude;

Evaluation des effets non négligeables probables aux différentes étapes de réalisation des variantes de délimitation et de mise en oeuvre

Air et climat

Considérant que l'auteur d'étude estime que les incidences de la nouvelle variante de délimitation sur le microclimat seront négligeables du fait de l'abandon du bâtiment d'une hauteur approximative de 65 mètres envisagé dans le projet sous-tendu par celle-ci;

Considérant en ce qui concerne les émissions de CO₂ que l'auteur d'étude attend un effet positif sur la consommation énergétique globale du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation du fait de l'abandon des pistes de ski alpin, de la diminution de la superficie affectée aux commerces et de la diminution des déplacements du fait de la priorité donnée au tourisme de séjour par rapport au tourisme d'un jour;

Considérant que l'auteur d'étude conclut que ces modifications réduisent la consommation énergétique globale du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation et donc les émissions de CO₂ de l'ordre de 10 %;

Considérant que l'auteur d'étude évalue sur cette base la quantité de CO₂ produite par an par le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation à 13 006 tonnes sans cogénération et à 12 602 tonnes avec cogénération;

Considérant que suite à cette évaluation, l'auteur d'étude remet en question l'opportunité environnementale de l'utilisation de la cogénération dans le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation;

Eaux souterraines et superficielles

Considérant que le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation intègre le respect du cycle de l'eau par la limitation de l'imperméabilisation des sols et des consommations d'eau potable, la récupération des eaux de pluie et la réalisation de réseaux d'égouttage séparés pour les eaux de ruissellement et les eaux usées;

Considérant que l'auteur d'étude reconnaît que ces dispositions permettront de réduire le ruissellement mais qu'il n'est pas possible, à ce stade du projet, de déterminer avec précision le volume de cette réduction;

Considérant que l'auteur d'étude estime qu'il appartiendra à l'étude d'incidences réalisée dans le cadre des demandes de permis de déterminer avec précision les surfaces actives, les volumes d'eau de ruissellement et les débits;

Considérant que l'auteur d'étude évalue le rejet d'eaux usées à 6 000 EH, soit des rejets équivalents à ceux évalués lors de l'étude initiale;

Considérant qu'en première estimation la charge rejetée (6 000 EH) est identique à la possibilité d'augmentation maximale de la capacité de traitement de la station de Hollain;

Considérant que l'auteur d'étude recommande toutefois que la création d'une, voire de deux stations d'épuration au sein du périmètre du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation puisse être envisagée dans le cadre des demandes de permis ultérieures ou que des solutions techniques alternatives telles que le lagunage puissent être envisagées en lieu et place d'un raccordement à la station d'épuration de Hollain;

Considérant que, suite à la redéfinition des activités du centre de loisirs, l'auteur d'étude réévalue les rejets pour l'entretien du centre de glisse et du parc aquatique à environ 39 000 m³ par an, soit une diminution de l'ordre de 10 % par rapport au projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur initial;

Considérant que le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation envisage un cycle des eaux en circuit fermé par l'utilisation des étangs pour pomper et rejeter l'eau utilisée pour les bassins et servir à la fabrication de la glace et de la neige;

Considérant que l'auteur d'étude estime que s'il est effectivement possible de ne pas employer d'additif pour la fabrication de la glace et de la neige, il existe néanmoins un risque potentiel de modification de la qualité des eaux de surface en cas d'utilisation de chlore pour le parc aquatique;

Sol et sous-sol

Considérant que la nouvelle variante de délimitation modifie l'affectation de trois zones d'extraction : une partie de la sablière du Bois de Fouage, l'ancienne sablière du Bois de Péronnes et l'ancienne sablière de Maubray;

Considérant que l'auteur d'étude estime que "l'incidence du projet sur la partie gisement actuellement exploité est inexistante", la partie est de la zone d'extraction du Bois de Fouage couverte par un permis ne faisant plus l'objet de modification d'affectation;

Considérant que l'auteur d'étude met en évidence que l'inscription d'une zone de parc avec en surimpression un périmètre d'extension d'extraction sur la partie non encore exploitée de la zone d'extraction du Bois de Fouage permet le maintien du gisement de cette zone;

Considérant toutefois qu'il se pose la question de l'intérêt d'une telle opération pour deux raisons :

- l'exploitation de cette zone nécessitera une nouvelle révision du plan de secteur alors que la révision de plan précédente ayant inscrit cette zone a abouti en date du 26 juin 2003;
- les éventuels remblais pour la réalisation d'un terrain d'entraînement de golf prévu à cet endroit par la prescription *P1 induiraient une augmentation du volume de terres de découverte en cas d'exploitation de ce gisement;

Considérant que l'auteur d'étude ne remet pas en question la modification de l'affectation des parties déjà exploitées des autres zones d'extraction;

Considérant qu'en terme de risque de pollution accidentelle des sols, l'auteur d'étude identifie un risque faible principalement lié aux pertes d'hydrocarbure sur les parkings paysagers;

Considérant que suite à l'évaluation du caractère pollué des terres à déblayer liées à l'agrandissement du Grand Large, les informations disponibles et les 30 échantillons prélevés ne révèlent aucune trace de pollution au sens de l'AGW du 4 mars 1999;

Considérant que l'auteur d'étude estime le volume dû à cet agrandissement à 325 500 m³ et qu'il envisage la possibilité du dépôt de ces terres dans la sablière Deviaene en cours d'exploitation;

Considérant que l'auteur d'étude estime qu'un dragage sera vraisemblablement nécessaire afin de permettre l'organisation de compétitions sur le Grand Large étendu; que la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plan d'eau est règlementée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999; que les incidences environnementales liées à ce dragage éventuel seront dès lors limitées;

Considérant que l'auteur d'étude estime qu'en l'absence de pompage, le risque karstique est quasi nul et qu'il n'identifie pas d'autres risques majeurs en ce qui concerne le sol ou le sous-sol;

Faune et Flore

Considérant que l'auteur d'étude estime que les sites d'intérêt majeurs d'un point de vue écologique sont préservés par leur inscription en zone naturelle;

Considérant que l'auteur d'étude estime cependant que la nouvelle variante de délimitation n'intègre pas le pourtour de la hêtraie à jacinthe dans la zone naturelle et que son inscription en zone de loisir implique une pression importante sur le milieu et vraisemblablement la disparition à terme de la zone périphérique de la hêtraie;

Considérant qu'il constate également que cette zone est entièrement enclavée et dépourvue de toute connexion avec le réseau écologique;

Considérant qu'il estime qu'il existe un risque de rupture du réseau écologique en fonction du traitement des limites du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation;

Considérant que l'agrandissement du Grand Large en exécution du plan de secteur réduira de manière significative le site de grand intérêt biologique dit "pré humide du Grand Large" identifié par le Parc naturel des Plaines de l'Escaut (PNPE) et bientôt repris à l'inventaire des SGIB de la Région wallonne;

Santé

Considérant que dans le complément, l'auteur d'étude évalue l'augmentation des nuisances sonores liées au charroi engendrée par le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation;

Considérant qu'il estime que les nuisances sonores liées au charroi engendrées par le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation seront plus importantes (+1 dB(A)) en période de forte affluence pour les villages de Vezoncheau, Morlies et, dans une moindre mesure, Maubray, au regard de la fonction résidentielle;

Agrément des conditions de vie

Considérant que l'auteur d'étude estime que le nombre de points de vue sur le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation est limité par la présence de nombreux massifs forestiers et alignement d'arbres, le long des canaux notamment;

Considérant toutefois que les infrastructures pressenties en bordure du plan d'eau, dans le Bois de Fouage, seront nettement perceptibles si elles ne sont pas intégrées à la qualité de cet ensemble paysager;

Considérant qu'il souligne que le bâtiment abritant le parc aquatique pourrait dépasser du couvert boisé et être visible;

Considérant qu'il estime que la passerelle reliant les parties nord et sud constituera une coupure visuelle nette dans le paysage remarquable du canal;

Considérant qu'il estime enfin que l'agrandissement du plan d'eau à l'ouest modifiera la perception de celui-ci par une ouverture visuelle plus vaste encore;

Considérant qu'il identifie en conclusion un impact significatif pour les points de vue suivants :

- le centre nautique Adeps;
- les habitations terrestres rue du Bois et sur les cinq péniches bordant le Grand Large;
- l'habitation isolée au nord du périmètre;
- la rue de Hollain dans sa portion comprise dans le Bois de Péronnes;
- les habitations isolées le long de l'ancien canal;
- les habitations des éclusiers;
- les chemins de halage et notamment le RAVeL;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la suppression du périmètre d'intérêt paysager en surimpression des zones de loisirs est admissible dès lors que l'étude ADESA exclut elle-même les espaces boisés; qu'il est en revanche sans intérêt de le maintenir sur la zone naturelle et la zone de parc projetées au cœur du Bois de Fouage du fait de leurs superficies relativement réduites et de leur caractère enclavé au sein de zones urbanisables;

Considérant qu'il estime néanmoins que le périmètre d'intérêt paysager maintenu en surimpression de la zone d'espaces verts figurant en bordure du Grand Large devrait être étendu sur la zone de loisirs sur une profondeur de 20 m le long des berges et sur une profondeur plus importante à la pointe du Bois de Fouage de manière à préserver l'intérêt paysager de cette lisière boisée;

Bien matériels et patrimoniaux

Considérant qu'aucun site d'intérêt patrimonial ou d'intérêt écologique ne sera affecté par la nouvelle variante de délimitation;

Mobilité

Considérant que la nouvelle variante de délimitation revoit fondamentalement le fonctionnement du projet sous-tendu par l'avant-projet de révision du plan de secteur, notamment en donnant la priorité aux visiteurs de séjour sur les visiteurs d'un jour, en diminuant les surfaces de commerces et en limitant leur accès aux visiteurs du centre de loisirs;

Considérant que celle-ci revoit également l'accessibilité au site en n'y prévoyant plus que deux accès :

- une entrée nord par la N503 réservée aux visiteurs hébergés et au personnel (1000 places de parking dont 200 pour le personnel);
- une entrée sud par la rue de Hollain réservée aux visiteurs d'un jour et au personnel (1200 places de parking dont 200 pour le personnel);

Considérant que les évaluations du nombre de visiteurs ont été revues dans le complément d'étude d'incidences en tenant compte de ces modifications;

Considérant qu'une étude de mobilité datée du 22 août 2008 a été réalisée à la demande de la commune de Brunehaut par le bureau d'étude STRATEC;

Considérant que dans le complément d'étude d'incidences, l'auteur d'étude considère l'analyse de l'étude de mobilité STRATEC;

Considérant que ses nouvelles évaluations estiment le nombre de visiteurs annuels entre 346 000 et 519 000;

Considérant qu'en hypothèse haute, ce nombre de visiteurs génère en moyenne 817 véhicules par jour, que ce nombre de véhicules monte à 1 225 par jour un samedi moyen en saison et, que le risque de pointe maximal est évalué à 1800 véhicules par jour;

Considérant que le nombre de véhicules générés par les employés et les livraisons est évalué à 625 équivalents véhicules particuliers par jour;

Considérant que l'auteur d'étude estime que, dans ces conditions, la charge générée par le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation peut être absorbée par le réseau local et principal et que même aux heures de pointe les plus élevées, les capacités des voiries du réseau sont loin d'être atteintes;

Considérant qu'afin de sécuriser le carrefour rue de Péronnes/N507, l'auteur d'étude recommande l'aménagement d'un rond-point à ce carrefour tel que proposé dans l'étude STRATEC;

Considérant que le flux de charroi lourd est relativement faible pour la sablière et le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation;

Considérant qu'en ce qui concerne la compensation alternative prévoyant la création possible d'un accès direct vers la N52 via la Grand'Route (N503) pour le trafic lié à l'exploitation de la sablière, l'auteur d'étude estime, qu'en cas de conservation de l'accès actuel, les nuisances en terme de trafic seront acceptables tant pour les villages situés au nord du projet que pour le centre de loisirs;

Considérant que la principale nuisance est liée à l'émission de poussières, l'auteur d'étude recommande le passage des camions par un bac de nettoyage des roues à la sortie de la sablière afin de réduire cette nuisance;

Réseaux et autres infrastructures

Considérant que l'auteur d'étude confirme les effets sur les réseaux et infrastructures qu'il avait identifiés lors de la première étude;

Activités

Considérant que l'auteur d'étude estime que l'affectation de l'aérodrome en zone agricole n'entraînera pas la cessation de l'activité de l'aérodrome de Maubray;

Considérant qu'en plus des synergies à envisager, la mise en œuvre de la nouvelle variante de délimitation et plus particulièrement le creusement du Grand Large permettra au Tournai Yacht Club et au Péronnes Yacht Club d'organiser des régates de discipline olympique;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation ne porte atteinte ni à la circulation ni aux berges du canal;

Considérant que le projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation n'a aucun impact sur l'activité de l'écluse en amont du Grand Large;

Considérant que l'auteur d'étude souligne toutefois que la circulation fluviale pourrait être perturbée si la passerelle projetée en amont de l'écluse en vue de relier les parties nord et sud du centre de loisirs ne respecte pas le tirant d'air de 7 m imposé par les gestionnaires des voies hydrauliques;

Considérant que le club d'aviron et le centre ADEPS pourront poursuivre leurs activités;

Considérant, en conclusion, que l'auteur d'étude n'a mis en évidence aucun problème particulier d'accès et conclut que des synergies sont à envisager entre les différentes activités présentes sur le site;

Considérant que l'activité d'extraction sera touchée par l'immobilisation de la partie nord non encore exploitée de la zone d'extraction du Bois de Fouage;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation aura pour conséquence la suppression de 15,84 ha de zone agricole et l'immobilisation de 24,34 ha de terres occupées par l'agriculture et qu'un des exploitants perdra de ce fait un tiers de la surface totale sur laquelle il exerce son activité d'élevage;

Compensations

Considérant que la nouvelle variante de délimitation dont le Gouvernement a pris acte le 21 mars 2008 rencontre en partie les objections de l'auteur d'étude et de la CRAT puisqu'elle prend l'option de maintenir la partie de la sablière Deviaene couverte par permis en zone d'extraction;

Considérant que le Gouvernement propose en outre de compenser l'inscription des 92,35 ha de nouvelles zones que la nouvelle variante de délimitation destine à l'urbanisation en complétant le dispositif initial par la modification d'une zone d'extraction, située en périphérie nord du site du centre de loisirs, en zone naturelle et en zone d'espaces verts, et par une compensation alternative complémentaire de nature opérationnelle visant à agrandir le plan d'eau du Grand Large en exécution du plan de secteur de manière à pouvoir y organiser des compétitions nautiques;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation se solde, dans cette configuration, par une augmentation de 15,42 ha de la zone destinée à l'urbanisation dans le plan de secteur concerné;

Considérant que le complément d'étude d'incidences a examiné les compensations proposées au regard de leur conformité à l'article 46, § 1^{er}, du Code ainsi qu'au regard de leurs incidences sur l'environnement, conformément au nouveau cahier des charges complété en exécution du décret du 20 septembre 2007;

Considérant que les incidences environnementales de la modification de la zone de loisirs de la butte de Maubray, située au sud de l'aérodrome, dont une partie est identifiée comme le Site de Grand Intérêt Biologique dit "Butte sableuse de l'aérodrome de Maubray", en zone naturelle (10,58 ha) et de la zone d'extraction de l'ancienne sablière du Bois de Lanchon, en zone forestière (3,97 ha), en zone d'espaces verts (1,18 ha) et en zone de parc portant la surimpression "P3 (0,06 ha) ont déjà été étudiées dans l'étude d'incidences initiale, car elles se situent à l'intérieur du périmètre d'étude, et jugées positives;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la modification de la zone de services publics et d'équipements communautaires de l'aérodrome en zone agricole (14,27 ha), pour la partie occupée par la "piste", et en zone naturelle (2,67 ha), pour la partie identifiée par l'étude d'incidences initiale comme reprenant un habitat Natura 2000, permet à la fois d'empêcher son urbanisation et de poursuivre l'activité récréative de plein air existante sans affecter l'activité agricole du fait de la piètre qualité agronomique des terres concernées;

Considérant que l'auteur d'étude recommande en revanche de maintenir la zone d'équipements communautaires et de services publics au droit des bâtiments du Tournai Air Club;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la modification de la zone d'extraction de Maubray en zone naturelle apportera une protection particulière à ce site de grand intérêt biologique et que la modification de sa partie sud en zone d'espaces verts permettra de créer une zone de transition entre la réserve et la ligne de chemin de fer;

Considérant que l'auteur d'étude recommande cependant de modifier le solde de la zone d'extraction existante en zone d'espaces verts jugeant son exploitation peu compatible avec la préservation des parois sableuses et la quiétude requise dans la réserve naturelle voisine;

Considérant que l'auteur d'étude recommande de renoncer à la modification de la partie non exploitée et non couverte par permis de la zone d'extraction, située dans le Bois de Fouage, en zone de parc comportant un périmètre d'extension de zones d'extraction (12,20 ha) afin de maintenir les activités d'extraction justifiées lors de la révision du plan de secteur qui a inscrit cette zone en 2003;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la modification de la zone de loisirs dite "du Petit Large" en zone non destinée à l'urbanisation supprimera tout risque de pression liée aux loisirs sur le réseau écologique développé existant aux alentours, dont notamment les mares et la mégaphorbiaie proches du site;

Considérant que l'auteur d'étude estime l'affectation projetée en zone d'espaces verts peu judicieuse et recommande d'affecter pour partie la zone en zone agricole et pour l'autre partie en zone forestière, conformément aux occupations du sol rencontrées;

Considérant que l'auteur d'étude recommande en outre de conserver le site de grand intérêt biologique dit "pré humide du Grand Large" identifié par le Parc naturel des Plaines de l'Escaut par la modification de la zone de loisirs existante au plan de secteur en zone naturelle;

Considérant que l'auteur d'étude estime cependant que la compensation alternative complémentaire visant à agrandir le plan d'eau du Grand Large entraînera une perturbation potentielle du site de grand intérêt biologique dit "pré humide du Grand Large" identifié au nord du Grand Large et recommande d'adapter localement le périmètre du futur plan d'eau de manière à préserver en partie ce milieu;

Considérant que l'auteur d'étude a évalué le caractère pollué des terres à déblayer liées à l'agrandissement du Grand Large; que les informations disponibles et les 30 échantillons prélevés sur le site ne révèlent aucune trace de pollution;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la compensation alternative visant à créer une ASBL en charge de la gestion environnementale des biotopes intéressants et de l'élaboration d'un plan de gestion est favorable à l'environnement dans la mesure où son domaine spatial d'intervention serait étendu à l'ensemble du site et son champ d'action couvrirait la mise en œuvre du centre de loisirs depuis l'élaboration du plan communal d'aménagement jusqu'à l'organisation et la planification du chantier;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la compensation alternative visant à la desserte par bus entre les gares et le centre de loisirs a une incidence positive sur la mobilité de la clientèle internationale, dans le cas de la desserte d'une gare internationale comme Lille, et des employés du centre de loisirs, dans le cas de la desserte de la gare de Tournai;

Considérant que l'auteur d'étude nuance les conclusions de l'étude d'incidences initiale concernant la création d'un accès direct vers la N52 pour le trafic lié à l'exploitation de la sablière dans la mesure où il juge les flux de camions limités et leurs nuisances acceptables tant pour les villages situés au nord du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation que pour le centre de loisirs sous réserve de prendre des mesures destinées à réduire l'émission de poussières;

Considérant qu'il ressort de l'analyse des compensations planologiques proposées les recommandations suivantes :

— maintien d'une zone d'équipements communautaires et de services publics au droit des bâtiments du Tournai Air Club;

— maintien de la zone d'extraction non encore exploitée inscrite lors de la révision du plan de secteur de 2003;

— modification de la zone de loisirs dite "du Petit Large" située à l'est de l'Escaut, dans les limites de la situation de fait, en zone agricole (3,16 ha) et en zone forestière (3,92 ha);

— modification de la partie de la zone de loisirs située au nord du Grand Large, identifiée comme le Site de Grand Intérêt Biologique dit "pré humide du Grand Large", en zone naturelle (1,79 ha);

— adaptation du périmètre d'agrandissement du Grand Large en fonction de la configuration de la zone naturelle précédente;

— modification du solde de la zone d'extraction dite "sablière de Maubray" en zone d'espaces verts (2,68 ha);

Considérant que l'auteur d'étude estime en conclusion que, dans le cas où ses recommandations seraient retenues, le maintien d'un niveau de compensations planologiques équivalent à celui proposé pour la nouvelle variante de délimitation justifierait d'envisager une ou plusieurs compensation(s) planologique(s) complémentaire(s), couvrant une superficie de 7,14 ha au total;

Considérant que l'auteur d'étude suggère soit de déclasser, par exemple, d'autres zones de loisirs ou de réduire d'autant la zone de loisirs destinée au centre de loisirs, soit d'envisager une compensation alternative complémentaire de nature énergétique qui aurait pour objet de fixer le pourcentage des énergies renouvelables intervenant dans l'alimentation énergétique du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation à un chiffre équivalent à celui que s'est fixé l'Union européenne à l'horizon 2020, à savoir : 20 %;

Considérant qu'il ressort de l'analyse des incidences sur l'environnement de la nouvelle variante de délimitation dont le Gouvernement a pris acte les recommandations suivantes quant au zonage :

— maintien de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur en 2003;

— inscription d'une zone naturelle dans le Bois de Fouage dans les limites relevées par l'auteur d'étude;

— inscription de périmètres de liaison écologique en surimpression de la zone de loisirs entre la hêtraie à jacinthes du Bois de Fouage et la zone Natura 2000 au nord, via le cours d'eau existant, et le site de grand intérêt biologique de l'étang de Fouage à l'est;

— maintien de la zone de services publics et d'équipements communautaires de l'aérodrome au droit des bâtiments existants;

— inscription de périmètres d'intérêt paysager en extension de celui existant au nord du canal afin d'intégrer les infrastructures de loisirs dans leur contexte paysager;

— inscription d'un périmètre d'intérêt paysager, en extension de celui existant sur le canal et ses berges, en surimpression du plan d'eau du Grand Large, d'une partie de la zone d'espaces verts située au sud de celui-ci et de la zone de loisirs inscrite au nord du canal sur une profondeur de 20 mètres et sur une profondeur plus importante à la pointe du Bois de Fouage;

— suppression du périmètre d'intérêt paysager figurant en surimpression de la zone de parc projetée au sud de l'extension de la sablière Deviaene et de la zone naturelle projetée au cœur du Bois de Fouage;

— inscription d'une prescription supplémentaire sur la zone de loisirs comportant un périmètre d'intérêt paysager située à la pointe du Bois de Fouage de manière à limiter la hauteur des bâtiments afin de préserver la qualité paysagère de la lisière;

Considérant que la CRAT a formulé des remarques et observations sur le complément d'étude d'incidences le 9 décembre 2008 (08/A. 735-AN);

Considérant que la CRAT prend acte avec satisfaction de l'évolution de l'avant-projet de révision du plan de secteur et de son adaptation aux remarques précédemment formulées;

Considérant que la CRAT s'interroge cependant sur l'importance économique réelle du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation et les répercussions d'intérêt général escomptées par le Gouvernement du fait des conclusions de l'auteur d'étude en matière de fréquentation du site et de concurrence avec le secteur des pistes de ski artificielles existantes;

Considérant que la CRAT fait état des conclusions de l'étude de mobilité commanditée par la commune de Brunehaut au bureau d'étude STRATEC;

Considérant que la CRAT estime en matière de zonage que le maintien de la zone d'extraction au cœur du périmètre n'est pas forcément incompatible avec la réalisation d'un practice de golf et que la raison de l'affectation de certains espaces en zone naturelle n'est pas suffisamment détaillée dans l'étude d'incidences;

Considérant que la CRAT estime que l'inscription d'un périmètre de couloir écologique sur le plan, telle que suggérée par l'auteur d'étude, n'est pas judicieuse et qu'une prescription supplémentaire serait mieux adaptée;

Considérant que la CRAT estime qu'il n'y a pas de garantie suffisante quant aux conséquences du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation sur les étangs;

Considérant que le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de douter des répercussions du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation dès lors que l'auteur d'étude conclut que les estimations de fréquentation, certes inférieures aux hypothèses initiales, confirment un potentiel haut de visiteurs, que celui-ci permettra d'attirer une nouvelle clientèle étrangère en Wallonie et que l'estimation du nombre d'emplois de 700 emplois directs et 100 emplois indirects est réaliste;

Considérant que le Gouvernement rejoint l'auteur d'étude sur l'ensemble des recommandations exposées ci-dessus à l'exception du maintien d'une partie de la zone de services publics et d'équipements communautaires de l'aérodrome de Maubray, de l'inscription de périmètres de liaison écologique en surimpression de la zone de loisirs inscrite au nord du canal et de l'inscription d'une prescription supplémentaire sur la pointe du Bois de Fouage de manière à limiter la hauteur des bâtiments afin de préserver la qualité paysagère de la lisière;

Considérant en effet que le Gouvernement avait écarté l'option de maintenir un aérodrome à Maubray lorsqu'il a adopté l'avant-projet de révision du plan de secteur puisqu'il y localisait le centre de glisse;

Considérant que le recentrage de cet équipement au sud du Grand Large ne peut cependant justifier le maintien à titre définitif de l'aérodrome dans un site où les dérangements de la faune et de la flore sont déjà qualifiés d'importants par l'auteur d'étude;

Considérant que contrairement à ce qu'affirme la CRAT, l'auteur d'étude a validé l'affectation de certains espaces en zone naturelle du fait de leur intérêt majeur d'un point de vue écologique; que l'étude relève en effet que :

Forêt à jacinthe du Bois de Lanchon et du Bois de Fouage

On observe dans le Bois de Lanchon, un fragment de hêtraie de l'*Asperulo-Fagetum* (habitat Natura 2000, code 9130). Cet habitat est également présent dans le Bois de Fouage.

La partie de hêtraie de l'*Asperulo-Fagetum* est caractérisée par la présence, notamment, du hêtre (*Fagus sylvatica*), du châtaignier (*Castanea sativa*), du chêne (*Quercus* sp.) et du bouleau (*Betula pubescens*) et des espèces telles que l'anémone des bois (*Anemone nemorosa*), le lamier jaune (*Lamium galeabdolon*), la luzule printanière (*Luzula pilosa*) et la meringie trinerviée (*Moehringia trinervia*). On retrouve également de la jacinthe des bois (*Hyacinthoides non-cripta*), protégée par l'annexe VII et typique d'un sous-type de cette hêtraie, la hêtraie neutrophile atlantique.

Clairière sableuse du Bois de Péronnes

La zone sableuse est entourée par de la lande assez jeune (habitat F4.22, potentiellement habitat Natura 2000, code 2310 – Landes psammophiles à *Calluna* et *Genista*). Le bord de la clairière est caractérisé par une association de plantes peu communes : de la callune (*Calluna vulgaris*) avec des joncs (*Juncus effusus*, *Juncus conglomeratus*, *Juncus tenuis* et *Juncus bufonius*) et des roseaux (*Phragmites australis*)

La butte de Maubray

Une partie de ce site est reprise dans l'inventaire des Sites de Grand Intérêt Biologique de la Région wallonne. D'après les relevés réalisés par le Laboratoire d'Ecologie – FUSAGx, toute la butte sableuse, y compris l'ancienne piste de karting, est de grand intérêt biologique.

Plusieurs habitats ont été recensés sur la butte sableuse :

- des pelouses à *Deschampsia flexuosa* (habitat E1.73)
- des formations à *Calamagrostis epigeos* (habitat E1.74), ainsi que
- des pelouses silicicoles à espèces annuelles (E1.91) et
- des pelouses silicicoles à espèces pérennes (E1.92).

Ces deux derniers habitats sont caractéristiques des dunes intérieures avec pelouses ouvertes, habitat Natura 2000, repris sous le code 2330.

Ancienne Sablière de Maubray

Ce site répertorié comme SGIB, constitue par ailleurs une Réserve naturelle Domaniale depuis cette année (AGW du 14 février 2008)

On trouve dans cette zone, différentes espèces d'oiseaux protégées par le décret du 6 décembre 2001 (annexe I^{er}), comme le petit gravelot (*Charadrius dubius*), le faucon hobereau (*Falco subbuteo*), le grèbe castagneux (*Tachybaptus ruficollis*) et l'hirondelle de rivage (*Riparia riparia*).

Grand Large

Une zone de développement fermée formée de fourrés de saules sur mégaphorbiaie a été identifiée par le PNPE. Selon les informations fournies, ce site sera bientôt repris à l'inventaire des Sites de Grand Intérêt Biologique (SGIB).

Les relevés floristiques révèlent une grande diversité biologique. Ce SGIB (Pré Humide du Grand Large) est une mosaïque de milieux tels que les mégaphorbiaies, les magnocariçaiques, les phragmitaies, les irisaies, etc. On retrouve sur cette zone, différentes espèces d'oiseaux protégées par le décret du 6 décembre 2001 comme l'épervier d'Europe (*Accipiter nisus*), la locustrelle tachetée (*Locustella naevia*), etc. Le site est également fréquenté par la grenouille verte ou commune (*Rana esculenta*) qui est protégée par l'annexe IIb du décret du 6 décembre 2001.

Le PNPE gère ce périmètre dans l'objectif d'y favoriser le développement du milieu naturel;

Considérant que le Gouvernement rejoint en particulier la proposition d'inscrire la zone naturelle projetée sur la hêtraie à jacinthe du Bois de Fouage dans les limites relevées par l'auteur d'étude;

Considérant que le Gouvernement rejoint en revanche la CRAT sur le caractère inopportun de faire figurer les périmètres de liaison écologique tels que proposés par l'auteur d'étude du fait de leur taille mais estime que le plan communal d'aménagement qui sera élaboré ultérieurement constitue une échelle de réflexion plus appropriée à leur prise en compte que l'inscription d'une prescription supplémentaire au plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement estime en outre qu'il convient d'étendre le périmètre d'intérêt paysager que l'auteur d'étude recommande d'inscrire en surimpression au plan d'eau du Grand Large à la totalité de la zone de loisirs située au nord-ouest de manière à ce que les actes et travaux qui seront exécutés entre le Grand Large et l'ancien canal soient eux aussi appréciés au regard de leur contribution au maintien, à la formation ou à la recomposition du paysage de ce qui constituera le pôle des aménagements projetés;

Considérant que les conclusions du bureau d'étude STRATEC auxquelles fait référence la CRAT sont établies à partir des estimations de fréquentation de l'opérateur du projet de centre de loisirs et ne peuvent être retenues dès lors que l'auteur d'étude les conteste;

Considérant qu'à hypothèses de fréquentation équivalentes les méthodes utilisées par les deux bureaux d'étude conduisent cependant à des résultats équivalents;

Considérant que les étangs existants dans le site sont affectés dans l'avant-projet de révision du plan de secteur comme dans la nouvelle variante de délimitation en zone de parc assortie de prescription supplémentaire "P.3" libellée de la manière suivante : "la zone de parc repérée "P.3" est affectée aux plans d'eau"; que cette prescription a clairement pour objet de fixer une affectation aux plans d'eau concernés pour en garantir le respect, en l'absence de prescription générale attachée aux plans d'eau figurant au plan de secteur;

Considérant que l'auteur d'étude n'a par ailleurs relevé aucun impact particulier sur les étangs du fait de la mise en œuvre de la nouvelle variante de délimitation; que le Gouvernement ne s'explique dès lors pas ce qui justifie les réserves de la CRAT;

Considérant que le Gouvernement estime que la préservation de l'intérêt paysager de la pointe du Bois de Fouage sera assurée par l'inscription du périmètre d'intérêt paysager recommandé par l'auteur d'étude et que la maîtrise de la hauteur des bâtiments relève de l'échelle d'un plan communal d'aménagement; qu'il ne retient pas pour ce motif la recommandation de l'auteur d'étude;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation se solde, dans cette configuration, par l'inscription de 90,85 ha de nouvelles zones destinées à l'urbanisation;

Considérant qu'afin de réduire les impacts qu'il a identifiés, l'auteur d'étude propose par ailleurs plusieurs mesures d'aménagement qui devront être examinées au moment de la mise en œuvre du projet sous-tendu par la nouvelle variante de délimitation;

Considérant que la CRAT a formulé des remarques et observations sur les compensations proposées le 9 décembre 2008 (08/A. 735-AN);

Considérant que le Gouvernement a pris attitude dès l'adoption de l'avant-projet de révision du plan de secteur sur l'affectation en zone de services publics et d'équipements communautaires de la zone de l'aérodrome de Maubray;

Considérant en effet qu'un aérodrome ne relève pas d'une infrastructure aéroportuaire au sens de l'article 21 du Code et que son affectation est dès lors fixée par l'article 6, § 1^{er}, 4, du décret du 27 novembre 1997; qu'il y a lieu de ne pas tenir compte de la remarque de la CRAT à cet égard;

Considérant que l'option d'exploiter le solde de la sablière de Maubray n'est pas conciliable, du fait de sa faible superficie, avec celle de préserver les caractéristiques écologiques de la partie déjà exploitée;

Considérant qu'il convient en outre de confirmer l'option récemment prise par le Gouvernement d'inscrire la partie exploitée de la sablière en réserve naturelle au sens de la loi sur la conservation de la nature;

Considérant que l'article 86, § 2, du Code limite les charges d'urbanisme "à la réalisation ou à la rénovation (...) de voiries ou d'espaces verts publics";

Considérant que la desserte par bus du centre de loisirs ne relève donc pas d'une charge d'urbanisme et que l'option du Gouvernement de la proposer en tant que compensation alternative se justifie pleinement dès lors que l'auteur d'étude en a validé l'intérêt;

Considérant que s'il apparaît en revanche que la création d'un accès direct à l'exploitation de la sablière vers la N52 via la Grand-Route (N503) aurait pu relever d'une charge d'urbanisme, il convient d'indiquer que le Gouvernement, craignant la surcharge des voiries existantes par des trafics de nature différentes, a pris l'option de proposer cet aménagement en tant que compensation alternative dès lors qu'il ne pouvait plus l'imposer comme charge d'urbanisme puisque le permis d'environnement actuel ne l'impose pas;

Considérant que les conclusions de l'étude d'incidences ne confirment pas les craintes du Gouvernement puisque l'étude estime que les nuisances du trafic de la sablière sont acceptables tant pour les villages situés au nord du projet que pour le centre de loisirs;

Considérant que le Gouvernement propose dès lors d'abandonner cette compensation alternative, se réservant la possibilité de l'imposer en tant que charge d'urbanisme au moment de la délivrance du permis unique pour l'extension de l'exploitation si la situation le requiert à ce moment là;

Considérant que le Gouvernement propose de retenir au vu des conclusions de l'étude d'incidences et des recommandations de la CRAT les compensations planologiques suivantes :

— la modification de la totalité de la zone de services publics et d'équipements communautaires de l'aérodrome de Maubray en zone agricole;

— la modification de la zone de loisirs située à l'est de l'Escaut en zone agricole, conformément à la recommandation de la CRAT;

— la modification d'une partie de la zone de loisirs située en rive ouest du Grand Large en zone naturelle dans les limites du site de grand intérêt biologique relevées par l'auteur d'étude;

— la modification de la totalité de la zone d'extraction de Maubray en zone naturelle et en zone d'espaces verts;

— la modification de la totalité de la zone d'extraction du Bois de Lanchon en zone forestière, d'espaces verts et de parc;

— la modification d'une partie de la zone de loisirs située au nord est du Grand Large en zone forestière;

Considérant que la nouvelle variante de délimitation se solde, compte tenu des compensations proposées, par une augmentation de 21,58 ha de la zone destinée à l'urbanisation dans le plan de secteur concerné;

Considérant que le Gouvernement estime, au vu des conclusions de l'étude d'incidences et des recommandations de la CRAT, qu'il y a lieu de maintenir les compensations alternatives qu'il a proposées à l'exception de celle qui vise la création d'un accès direct à l'exploitation de la sablière vers la N52 via la Grand-Route (N503);

Considérant en effet que l'auteur d'étude et la CRAT ne mettent pas en cause la pertinence des propositions du Gouvernement mais contestent leur qualification de compensations alternatives;

Considérant que par la combinaison des compensations qu'il propose, le Gouvernement estime avoir répondu de manière proportionnée aux incidences sur l'environnement relevées par l'auteur d'étude; qu'il apparaît en effet que les options retenues par le Gouvernement constituent des améliorations significatives de la situation environnementale du site qui aurait résulté de la mise en œuvre de l'avant-projet, réduisent l'augmentation de la superficie destinée à l'urbanisation dans le plan de secteur par rapport à l'avant-projet et assurent en particulier une meilleure protection des sites de grand intérêt biologique existants comme du paysage au niveau du bassin du Grand Large par rapport au plan de secteur existant;

Considérant que la localisation des compensations planologiques proposées comme le choix des compensations alternatives contribuent également à réduire de manière adaptée les impacts du projet sur le voisinage;

Considérant pour ces motifs que le Gouvernement considère que le projet qu'il entend adopter répond au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du Code;

Considérant qu'il résulte de l'analyse qui précède que la solution la meilleure pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon, dans le respect des objectifs énoncés à l'article 1^{er} du Code, consiste à retenir comme projet de révision du plan de secteur l'inscription d'un plan modifié conformément aux motivations développées ci-dessus;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte provisoirement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, selon le plan annexé, qui comprend l'inscription :

Sur le territoire de la commune d'Antoing :

- de deux zones de loisirs assorties de la prescription supplémentaire "**L.1*";
- d'une zone agricole;
- de cinq zones forestières;
- de deux zones d'espaces verts;
- de cinq zones naturelles;
- de quatre zones de parc assorties de la prescription supplémentaire "**P.3*";
- d'une zone de parc;
- d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression d'une partie de la zone de loisirs inscrite au nord du canal;
- d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression du Grand Large, de la zone d'espaces verts au sud, de la zone de loisirs et de la zone naturelle à l'ouest, de la zone de loisirs et de la zone forestière au nord et de la zone d'espaces verts et de loisirs à l'est;
- d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression de la zone naturelle inscrite au nord du canal en bordure nord-ouest du Bois de Lanchon.

Sur le territoire de la commune de Brunehaut :

- d'une zone forestière;
- d'une zone de parc.

Sur le territoire des communes d'Antoing et de Péruwelz :

- d'une zone agricole;
- d'une zone naturelle.

Sur le territoire des communes d'Antoing et de Brunehaut :

- d'une zone d'espaces verts.

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante repérée "**L.1*" est d'application dans les zones de loisirs inscrites au plan par le présent arrêté : "la zone de loisirs repérée "**L.1*" est soumise à une clause de réversibilité de l'affectation si le projet n'est pas réalisé dans les sept ans à dater de l'entrée en vigueur du plan de secteur".

Art. 3. La prescription supplémentaire suivante repérée "**P.3*" est d'application dans quatre zones de parc inscrites au plan par le présent arrêté : "la zone de parc repérée "**P.3*" est affectée aux plans d'eau".

Art. 4. Le Gouvernement impose, à titre de compensation alternative :

- une compensation alternative liée à la mobilité :

la desserte par bus entre les gares et le centre de loisirs; le financement de ces dessertes serait pris en charge par l'opérateur du centre de loisirs, déduction faite, le cas échéant, de la partie prise en charge par les TEC;

— une compensation alternative de nature environnementale : la constitution d'une convention entre la Division Nature et Forêt de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne et une ASBL de valorisation et de gestion du domaine, aux fins d'assurer une gestion environnementale des biotopes intéressants présents au sein du domaine supportant le centre de loisirs et d'élaborer un plan de gestion, le centre de loisirs sports et nature assurant une dotation annuelle à ladite ASBL dont la composition, le domaine spatial d'intervention et les champs d'action, les modalités de gestion administrative et la dotation seront à définir avec les partenaires. Cette convention sera soumise à l'approbation du Gouvernement au plus tard à la date d'adoption définitive de la révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz;

- une compensation alternative de nature opérationnelle : le creusement du Grand large en exécution du plan de secteur.

Art. 5. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 467

[C — 2009/27028]

19. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz zwecks der Eintragung von Freizeitgebieten, Agrargebieten, Forstgebieten, Grüngeländen, Naturgebieten und Parkgebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Antoing, Brunehaut und Péruwelz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. September 2004, 15. April 2005 und 15. Mai 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2008 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (CWATUP), insbesondere der Artikel 22, 29, 32, 35 bis 41 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz, der durch den von einem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Juli 1991 (Eintragung der Trasse der Hochgeschwindigkeitslinie) und einem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 2003 (Erweiterung der Sandgrube Devienne) abgeänderten Königlichen Erlass vom 24. Juli 1981 angenommen wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006 (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. Juni 2006), durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 44/3) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Péruwelz und der Inhaltentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung angenommen werden;

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass der Sektorenplan einer Revision unterzogen wird, durch das Projekt der Schaffung eines Europäischen Zentrums für Natur- und Gleitsport durch ein privates Konsortium begründet war;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung ("Commission régionale d'Aménagement du Territoire" - CRAT) seine Bemerkungen betreffend den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans und den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgeteilt hat;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. September 2006), durch den beschlossen wird, über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 44/3) zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Péruwelz eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen;

In der Erwägung, dass der Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten sein müssen, nachdem der Regionalausschuss für Raumordnung, der Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD), die Abteilung Natur und Forstwesen (DNF), die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt (DGRNE) des Ministeriums der Wallonischen Region (MWR), der "Parc naturel des plaines de l'Escaut", und die betroffenen Behörden auf beiden Seiten der Grenze zu Rate gezogen wurden, festgelegt worden sind, und diese Informationen dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 beigefügt wurden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung im Anschluss an einen allgemeinen Angebotsaufruf im Sinne von Art. 16 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge am 29. Januar 2007 das hierfür zugelassene Büro "PLANéco SPRL" bestellt hat, um die Umweltverträglichkeitsprüfung für diesen Vorentwurf zur Revision besagten Sektorenplans durchzuführen;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung am 17. Juli 2007 hinterlegt worden ist;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seinem Gutachten 07/A.603-AN seine Bemerkungen betreffend die erste Phase der Prüfung mitgeteilt hat, und in seinem Gutachten 07/A.609-AN seine Feststellungen und Vorschläge anschließend an die mündliche Darlegung der zweiten Phase durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung erörtert hat;

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrer Sitzung vom 19. Juli 2007 von den Ergebnissen der Umweltverträglichkeitsprüfung Kenntnis genommen hat;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund dieser Ergebnisse den für räumliche Entwicklung zuständigen Minister damit beauftragt hat, mit den Investoren des Projektes Kontakt aufzunehmen, um die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu untersuchen, um daraus Lehren für die Folgen zu ziehen;

In der Erwägung, dass anschließend an diese Kontaktaufnahme eine neue Variante der Abgrenzung vorgeschlagen worden ist;

In der Erwägung, dass die Grundsätze der neuen Abgrenzungsvariante dem Regionalausschuss für Raumordnung am 26. November 2007, anschließend an einen Besuch vor Ort, erläutert worden sind; dass der Regionalausschuss für Raumordnung Bemerkungen und Vorschläge hinsichtlich der Weiterverfolgung des Verfahrens in seinem Gutachten 07/A.646-AN geäußert hat;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2008 (*Belgisches Staatsblatt* vom 22. April 2008) über die Entscheidung zur Ergänzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Péruwelz angenommen wurde, um ergänzende Ausgleichsmaßnahmen in Anwendung von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3^o des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zu bestimmen;

In der Erwägung, dass dieser Erlass den am 13. Juli 2006 festgelegten Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung ergänzt, einschließlich der Analyse der umweltrelevanten Auswirkungen der von der Regierung in Anwendung von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3^o des Gesetzbuches vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass der Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die in dem Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten sein müssen, festgelegt worden sind, nachdem dieselben Instanzen wie für den ursprünglichen Inhalt zu Rate gezogen worden sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 (*Belgisches Staatsblatt* vom 19. September 2008), durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006 verabschiedeten und durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2008 zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Péruwelz ergänzten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 44/3) durchführen zu lassen;

In der Erwägung, dass die ursprüngliche Umweltverträglichkeitsprüfung aufgrund dieses Erlasses ergänzt worden ist;

In der Erwägung, dass dieser Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung und die aktualisierte nichttechnische Zusammenfassung am 5. November 2008 hinterlegt worden sind;

In der Erwägung, dass die Ergebnisse dieses Nachtrags zur Umweltverträglichkeitsprüfung am 18. November 2008 dem Regionalausschuss für Raumordnung mitgeteilt worden sind;

- Schlussfolgerungen der ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung.

- Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen

In der Erwägung, dass der Vorentwurf grundsätzlich als mit den Zielsetzungen der regionalpolitischen Erklärung vereinbar betrachtet wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch betont, dass der Plan zur Förderung und Entwicklung des Tourismus, der die Aktion der Regierung in Sachen Tourismus hätte leiten sollen, vor der Verabschiedung des Vorentwurfs noch nicht beendet war;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf als mit den Zielsetzungen des Vertrags für die Zukunft der Wallonie vereinbar betrachtet wird;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf grundsätzlich als mit den Zielsetzungen des Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER) vereinbar betrachtet wird; dass die Schaffung eines "touristischen Stützpunktes" zur Stärkung des "touristischen Stützpol" von Tournai im Eurokorridor Lille-Lüttich und im Gebiet überregionaler Zusammenarbeit, zur Strukturierung des Wallonischen Raums beiträgt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Prüfung jedoch betont, dass der Vorentwurf nicht einen bereits bestehenden touristischen Stützpunkt stärkt;

In der Erwägung, dass die touristischen Stützpole im SDER als Pole bestimmt werden, die "wegen ihrer spezifischen Merkmale in Sachen Kultur und Erbe eine Rolle im Bereich Tourismus zu spielen haben", wobei die touristischen Stützpunkte als Orte bestimmt werden, "(...), von denen manche jetzt bereits international bekannt sind";

In der Erwägung, dass der Vorentwurf zum Ziel hat, die Schaffung eines Freizeitentrums "Natur und Sport" zu ermöglichen, dessen Bestimmung es nicht ist, diese Art Pole zu stärken;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die kommerzielle Komponente des Vorentwurfs (Schaffung von 23000 m² Handelsfläche abseits der Städte und Wohnkerne) mit den Zielsetzungen des Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER) nicht vereinbar ist;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf grundsätzlich als mit den Zielsetzungen des Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung vereinbar betrachtet wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch der Ansicht ist, dass das Ziel der Erhaltung der Forstfläche und der Stärkung des gesetzlichen Schutzes für bestimmte Zonen nicht erreicht wird;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf als mit dem Verwaltungsplan des Naturparks der Schelde-Ebenen vereinbar betrachtet wird;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf als mit dem regionalen Raumordnungs- und -entwicklungsschema für das Gebiet Nord-Pas-de-Calais vereinbar betrachtet wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung den Vorentwurf als mit den geltenden Regelungen vereinbar betrachtet;

Billigung der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse zur Begründung des Vorentwurfs

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Einflusszonen für jede der Komponenten des Vorentwurfs bewertet hat, d.h. die Unterkünfte, die Attraktionen (Sport und Freizeit) und den Handel;

In der Erwägung, dass die Einflusszonen der Komponente "Unterkunft" auf drei konzentrischen Kreisen mit einem Radius von je 100, 200 und 300 km beruhen;

In der Erwägung, dass die Einflusszonen der Komponenten "Attraktionen" und "Handel" auf isochronen Kurven von 30 und 60 Minuten ab dem Standort beruhen;

In der Erwägung, dass die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung geschätzten Einflusszonen also von der 80 km großen, im Vorentwurf berücksichtigten Einflusszone abweichen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Kombination der verschiedenen Komponenten des Vorentwurfs die Attraktivität der "wichtigsten" Einflusszone jeder dieser Komponenten ausweitet und stärkt, und dass die Kombination Unterkunft – Freizeit – Handel bessere Durchdringungsraten ermöglicht, als wenn diese Aktivitäten getrennt geführt würden;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch die in der Antragsakte der Stadt Antoing erörterte Annahme, dass "das Projekt nicht mit den bestehenden Infrastrukturen für Gleitsport in Konkurrenz tritt (...)", in Frage stellt;

In der Erwägung, dass die Identifizierung des Angebots der drei Komponenten in ihrer jeweiligen Einflusszone zeigt, dass der Vorentwurf mit den bestehenden Aktivitäten in Konkurrenz treten wird:

- für die Unterkunft: das Dorf "Plate Taille" in Froidchapelle;

- für die Skipisten: Ice mountain in Comines, Yeti ski in Anderlecht, Loisinord in Noeux-les-Mines (Frankreich) und Snow Games (Projekt in Lessines);

- für die Wasseraktivitäten: Océade in Brüssel, Aqua Tournai in Tournai, Nautisport in Enghien;

- für die Geschäfte: die Stadtmitte von Tournai und das Einkaufszentrum "les Bastions" in dieser Stadt, das Handelszentrum in der Peripherie von Froyennes.

In der Erwägung, dass die sozialwirtschaftliche Untersuchung, obgleich sie die Anzahl Nächte, die im Projekt des Promotors vorgesehen war, stark vermindert, für das sich aus dem Vorentwurf zum Sektorenplan ergebende Projekt jedoch ein jährliches Besucherpotential von 750 000 bis 1 126 000 Besucher/Jahr vorsieht, wobei sich diese Zahl der im Vorentwurf angegebenen Hypothese (800 000 bis 1 500 000 Besucher/Jahr) nähert.

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hingewiesen wird, dass diese Besucher vor allem durch das kommerzielle Angebot des Vorentwurfs (68 % des Potentials) motiviert sein werden;

In der Erwägung, dass die Empfehlungen des Autors der Umweltverträglichkeitsprüfung, was die Art und Größe der für die verschiedenen Aktivitäten notwendigen Räume betrifft, auf dieser Grundlage die Folgenden sind:

— Unterkunft: entweder eine "Phasierung" beim Bau der Unterkünfte anwenden, um die Anfrage während des Betriebs genauer einschätzen zu können, oder "umkehrbare" Unterkünfte vorschlagen, wie z.B.: Camping in Zelten;

— Attraktionen: sich vom bestehenden Angebot differenzieren, insbesondere von den künftigen Skipisten in Lessines, hauptsächlich durch die Entwicklung "kalter" Aktivitäten in Verbindung mit dem Langlaufski und der Eislaufbahn;

— Geschäfte: die Thematik des "fun shopping" nicht weiter ausbreiten: mindestens 50% bis 60% der netto Flächen sollten der Thematik Sport vorbehalten bleiben.

In der Erwägung, dass obwohl das aktuelle Angebot an Freizeitgebieten im Sektorenplan quantitativ bei weitem ausreicht, um den Bedürfnissen bis 2015 zu genügen, kommt der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Schluss, dass es unmöglich ist, den im Erlass angegebenen Vorentwurf im heutigen Stand des Sektorenplans umzusetzen, dies wegen des Fehlens von größeren verfügbaren Freizeitgebieten;

In der Erwägung, dass die Notwendigkeit einer Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz demnach gerechtfertigt ist;

Billigung der Standortwahl

In der Erwägung, dass unter Berücksichtigung der Zielsetzungen des Vorentwurfs keine der Standortvarianten, die vom Urheber der Umweltverträglichkeit in Tournai, Lessines, Froidchapelle ("Eau d'Heure") und Bütgenbach identifiziert worden sind, eine komplette Ausführung des Projekts, so wie in der Revision des Sektorenplans beabsichtigt, ermöglicht;

Billigung der Abgrenzung und der Durchführung des Vorentwurfs

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Sach- und Rechtslage des Prüfungsumkreises untersucht hat, und eine Abgrenzungsvariante in Zusammenhang mit der Erhaltung des Vorkommens der Sandgrube Deviaene und der natürlichen Milieus, und eine Durchführungsvariante in Verbindung mit den Grundsätzen der Zugänglichkeit des Standorts auf der Grundlage der identifizierten Gefährdungen bestimmt hat;

In der Erwägung, dass Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung danach die umweltrelevanten Auswirkungen des Vorentwurfs des Plans und der Varianten untersucht hat, und Maßnahmen zur Verringerung der negativen Auswirkungen, die er identifiziert hat, vorgeschlagen hat;

Einschätzung der voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen in den verschiedenen Stufen der Verwirklichung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung

In der Erwägung, dass was die nicht unwichtigen, wahrscheinlichen Auswirkungen im Laufe der verschiedenen Stufen der Umsetzung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten betrifft, diese Auswirkungen für verschiedene Umweltbereiche bewertet werden;

Luft und Klima

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass das ca. 65 m hohe Gebäude im Projekt, das im Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans beabsichtigt wird, das Mikroklima beeinflussen könnte, dass eine genauere Analyse auf der Grundlage eines genaueren Projekts demnach durchzuführen ist;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Auswirkungen der gewählten Optionen in Sachen Energieerzeugung und -verbrauch angesichts des Protokolls von Kyoto untersucht hat;

In der Erwägung, dass die CO₂-Ausstöße des im Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans beabsichtigten Projekts auf der Grundlage eines Systems mit und ohne Kraft-Wärme-Kopplung untersucht worden ist, und das System mit einer KWK-Anlage als günstiger erscheint;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Ausstöße auf 9 535 t/Jahr einschätzt (18 121 t/Jahr ohne Kraft-Wärme-Kopplung);

In der Erwägung, dass in dem sich aus dem Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans ergebenden Projekt die Benutzung einer mit Erdgas versorgten Kraft/Wärme-Kopplungsanlage vorgesehen war;

In der Erwägung, dass diesen Ausstößen noch der Verbrauch von Energie in Verband mit dem sich aus dem Projekt ergebenden Straßenverkehr hinzuzurechnen ist;

Grund- und Oberflächengewässer

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Auswirkungen der Pumpvorgänge auf die Lage der bestehenden Wasserleitschichten untersucht hat, und demnach auch Schlussfolgerungen für die Entwicklung der Feuchtigkeit in den lokalen/regionalen Feuchtgebieten ziehen kann;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung mit einer zusätzlichen Wasserabflussmenge von 152 000 m³ rechnet; dass die zusätzliche Abwasserableitung 6000 EWG betragen würde, und die Abwassermenge in Zusammenhang mit der Instandhaltung des Gleitsportzentrums und des Wasserparks ca. 42 000 m³ pro Jahr entspricht;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht erwartet, dass die abgeleiteten Abwassermengen die Grundwasserleiter anreichern würden, so dass die Auswirkungen auf die Wasserentnahmebauwerke unbedeutend sein werden;

In der Erwägung, dass was insbesondere den Golfplatz südlich des Kanals betrifft, der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Auswirkungen minimal sein werden, wenn folgende Bedingungen beachtet werden:

- die bereits jetzt vorhandenen Abwasserflüsse werden aufrechterhalten, ohne sie zu kanalisieren;
- Einrichtungen wie für Feuchtgebiete, Röhrichtgebiete,... üblich, vorgenommen werden;
- keine bedeutenden Entwässerungsbauwerke vorgesehen werden.

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Auswirkungen auf die Klärstation von Hollain in Zusammenhang mit der Abwasserklärung des sich aus dem Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans ergebenden Projekts untersucht hat, sowohl für das zu schaffende Kanalisationsnetz als für die Erhöhung ihrer Kapazität;

In der Erwägung, dass die abgeleitete Last (6000 EGW) in einer ersten Schätzung der maximal möglichen Leistungserhöhung der Klärstation von Hollain entspricht, und dass die Auswirkungen auf die Änderung der Qualität des Oberflächenwassers somit bei einem Ausbau dieser Station und der Anlage einer getrennten Entwässerung beherrscht werden können;

In der Erwägung, dass die wichtigste Gefahr einer unfallbedingten Verschmutzung, die identifiziert wurde, mit der Verwendung der bestehenden Teiche für die Entleerung der Schwimmbecken, die alle zwei Jahre stattfindet, verbunden ist;

Boden und Untergrund

In der Erwägung, dass der Vorentwurf die Zweckbestimmung von zwei Abbaugebieten abändert: die Sandgrube "Bois de Fouage" und die ehemalige Sandgrube "Bois de Péronnes";

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorhebt, dass der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Auswirkungen auf die Lahmlegung eines Teils des Vorkommens im Abbaugebiet haben könnte;

In der Erwägung, dass der östliche Teil des Abbaugebiets "Bois de Fouage" durch eine 2003 erteilte Genehmigung gedeckt ist; dass er zur Zeit bewirtschaftet wird, und dass der nordwestliche Teil, der im Jahre 2003 eingetragen wurde, noch nicht bewirtschaftet worden ist;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Änderung der Zweckbestimmung der bereits bewirtschafteten Teile der anderen Abbaugebiete nicht in Frage stellt;

In der Erwägung, dass, was die Gefahr einer unfallbedingten Bodenverschmutzung angeht, der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ein schwaches Risiko identifiziert hat, das hauptsächlich mit Ölverlusten auf den Parkplätzen verbunden ist;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung es angesichts der Empfehlung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, "einen Fassungsbrunnen zu bohren, um zu vermeiden, dass in den bestehenden Teichen gepumpt wird", nicht ausschließen kann, dass auf lokaler Ebene in der Nähe der Wasserfassungen eine oder mehrere Vorentwässerungen der Karstzonen stattfinden, was nachteilige Folgen haben kann, wie z.B. das Entstehen von natürlichen Brunnen.

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung keine sonstigen bedeutenden Risiken betreffend den Boden oder den Untergrund identifiziert;

Fauna und Flora

In der Erwägung, dass durch den Vorentwurf kein um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierender Standort zum Freizeitgebiet geändert wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass der Vorentwurf wichtige Auswirkungen auf die Vernichtung und Fragmentierung der Biotope haben wird, und das Vorhandensein im Umkreis des Vorentwurfes von vier Standorten hervorhebt, die er als Gebiete mit großem biologischem Interesse bezeichnet (auf der Liste der Natura 2000-Lebensräume angegeben);

In der Erwägung, dass er ebenfalls mehrere Gebiete mit einem großen ökologischen Interesse identifiziert;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Zweckbestimmung als Freizeitgebiet eine bedeutende menschliche Anwesenheit verursachen wird, die auf die beobachtete Fauna Auswirkungen haben wird;

In der Erwägung, dass er der Ansicht ist, dass die Beeinträchtigungen jedoch stark vom Verhalten der Besucher, und von dem Vermögen des künftigen Bewirtschafters, dieses Verhalten so zu beherrschen, dass die gefährdeten Gebiete geschützt bleiben, abhängen wird;

Gesundheit

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung keine bedeutende Beeinträchtigung der Gesundheit hervorhebt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch darauf hinweist, dass die Lärmbelästigung durch den auf den Vorentwurf zurückzuführenden Straßenverkehr steigen wird;

Annehmlichkeit der Lebensbedingungen

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung drei Arten von Bauten identifiziert, die Auswirkungen auf die Landschaft haben könnten: freistehende Unterkunftsgebäude, Hotel-Restaurants und Skipisten;

In der Erwägung, dass er zum Schluss kommt, dass der Bau einer alpinen Skipiste innerhalb des Umkreises der Vorentwurfs ein neuer visueller Referenzpunkt im örtlichen Landschaftsbild sein wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Erhaltung der Forste die landschaftlichen Auswirkungen des Vorentwurfs minimieren wird;

In der Erwägung, dass er jedoch eine bedeutende Auswirkung identifiziert für:

- die rue de Hollain entlang der südlichen Seite des Grand Large;
- den Treidelweg entlang des Grand Large gegenüber dem Bois de Fouage;
- den Umkreis zwischen dem Bois de Fouage und der N503;

Materielle Güter und Erbgut

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass kein Standort, der ein wichtiges Kultur- bzw. Naturerbe darstellt, oder mit einem bedeutenden ökologischen Interesse, durch den Vorentwurf beeinträchtigt wird;

Mobilität

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Zahl der Besucher pro Jahr auf zwischen 750 000 und 1 126 000 einschätzt;

In der Erwägung, dass diese Anzahl Besucher im höheren Durchschnitt 1 159 Kraftfahrzeuge/Tag verursachen wird, wobei diese Zahl an Samstagen in der Hochsaison 1 738 erreichen kann, mit Spitzen bis 3 000 Kraftfahrzeuge/Tag;

In der Erwägung, dass diese Zahl von 3 000 Fahrzeugen über den ganzen Tag zu streuen ist, wobei 600 Fahrzeuge pro Stunde während der Spitzenzeiten zu berücksichtigen sind;

In der Erwägung, dass die Spitzenzeiten für diese Art Freizeitzentrum sich morgens von 9 bis 12 h (Ankunft) und abends von 16 bis 20 h (Abfahrt) erstrecken;

In der Erwägung, dass die Anzahl Fahrzeuge für die Angestellten und Lieferanten während der Saison als konstant betrachtet wird;

In der Erwägung, dass dieser Fluss auf 830 PkW pro Tag geschätzt wird;

In der Erwägung, dass im Vorentwurf der Standort über drei Zufahrten verfügen wird:

- eine Hauptzufahrt über die rue de Hollain nach einem Parkplatz für 2000 Kraftfahrzeuge und dem Süd-Eingang zum Freizeitzentrum;
- eine Zufahrt ab der N503 nach einem Parkplatz für 1 200 Kfz und dem Nord-Eingang zum Freizeitzentrum;
- eine Zufahrt zur Sportzone ab der N504 und durch die rue Général de Gaulle nach einem Parkplatz für 500 Kfz, plus 300 Plätze für das Personal;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung im Gegensatz mit dem, was im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006 vorgesehen ist, der Ansicht ist, dass das System mit drei getrennten Parkplätzen zur Sättigung bestimmter Parkplätze und einem zusätzlichen Verkehr zwischen den Parkplätzen führen kann;

In der Erwägung, dass er ebenfalls der Ansicht ist, dass bei starkem Verkehr die zusätzliche Last für das Netz, das aus der N504, der N503 und den lokalen Straßen in den Dörfern Vezoneau, Morlies, Grand Champ und Le Marais (Callenelle) besteht, unakzeptierbar und gefährlich ist, und zur Sättigung der lokalen Straßen mit ihren kleinen Kreuzungen führen wird;

In der Erwägung, dass er der Ansicht ist, dass der schwere Verkehr bedeutende Auswirkungen für das Dorf Vezoneau haben wird;

In der Erwägung, dass er, was die Problematik der sanften Verkehrsmittel betrifft, der Ansicht ist, dass die RAVeL-Wege wegen der Durchführung des Vorentwurfs weder umgeleitet noch beeinträchtigt werden; dass dementsprechend bestimmte Vicinalwege und -pfade, insbesondere der Pfad Nr. 71 umgeleitet werden müssen;

Netze und sonstige Infrastrukturen

In der Erwägung, dass die Durchführung einer Kraft-Wärme-Kopplung der beabsichtigten Größe einer globalen Überlegung über die Strom- und Gasnetze und deren Anpassung bedarf;

In der Erwägung, dass dieser Punkt bedeutende Auswirkungen haben wird, die in einer vollständigen Vorstudie zu bewerten sind;

Aktivitäten

In der Erwägung, dass die Ausführung des Vorentwurfs die Betriebseinstellung des Flugplatzes von Maubray mit sich bringen wird;

In der Erwägung, dass das Gebäude des Tournai Yacht Club vollständig in einem Freizeitgebiet liegt, dass diese Zweckbestimmung Synergien zwischen den verschiedenen Aktivitäten ermöglicht;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf keine Auswirkungen auf den Betrieb der Schleuse stromaufwärts des Grand Large haben wird;

In der Erwägung, dass der Ruderklub und das ADEPS-Zentrum ihre jeweiligen Aktivitäten weiterführen können, und dass Synergien zwischen den verschiedenen Akteuren gefunden werden können;

In der Erwägung, dass die Abbauprodukte durch die Durchführung des Vorentwurfs beeinträchtigt werden;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf die Weiterführung der Bewirtschaftung bis zum Ablauf der Genehmigung vorsieht, dass diese jedoch nur einen Teil des Abbaugebiets deckt, und dass die Umsetzung des Vorentwurfs die Lahmlegung eines Teils des Vorhabens als Folge haben könnte;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf die Lahmlegung von 20 ha Agrarland verursachen wird, und dass einer der Betreiber deswegen ein wenig mehr als 37 % der Gesamtfläche seines Zuchtbetriebs verlieren wird;

Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass in Artikel 46, § 1, Absatz 3, ° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe das Folgende vorgesehen wird: "unter Beachtung des Prinzips der Verhältnismäßigkeit wird die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets, die bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte alternative Ausgleichung sowohl operativer, umweltrelevanter, energetischer oder mobilitätsbezogener Art unter Berücksichtigung insbesondere der Auswirkung des zur Verstädterung bestimmten Gebiets auf die Nachbarschaft; der planologische oder alternative Ausgleich kann phasenweise ausgeführt werden";

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in ihrem Erlass vom 26. April 2006 vorgeschlagen hat, die Eintragung von 90 ha neuer Gebiete, die in diesem Erlass der Verstädterung bestimmt sind, einerseits dadurch auszugleichen, dass 67,47 ha bestehender, zur Verstädterung bestimmter Gebiete, die sich teilweise innerhalb und teilweise (3) außerhalb des Umkreises des Freizeitentrums befinden, nun nicht mehr verstädtert werden, und andererseits durch die Umsetzung zweier alternativer Ausgleichsmaßnahmen in Verbindung mit der Mobilität, nl.:

— die Schaffung einer direkten Zufahrt zur N52 über die Schnellstraße für den mit der Bewirtschaftung der Sandgrube verbundenen Verkehr; die Finanzierung dieser Straße wäre ggf. nach Abzug des bezuschussten Teils vom Operator des Freizeitentrums übernommen;

— die Busverbindung zwischen den Bahnhöfen und dem Freizeitzentrum; die Finanzierung dieser Verbindung wäre ggf. nach Abzug des zu Lasten des "TEC" gehenden Teils vom Operator des Freizeitentrums übernommen; und ebenfalls durch eine alternative umweltrelevante Maßnahme, nl.:

— die Bildung einer Vereinbarung zwischen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region und einer VoE zur Aufwertung und Verwaltung der Domäne, um eine umweltbezogene Verwaltung der interessanten Biotope, die in der das Zentrum aufnehmenden Domäne vorhanden sind, zu gewährleisten, und einen Verwaltungsplan auszuarbeiten; das Europäische Zentrum für Natur- und Gleitsport wird eine jährliche Dotation der besagten VoE gewähren, deren Zusammensetzung, der räumliche Tätigkeitsbereich und die Tätigkeitsfelder, die Modalitäten für die administrative Verwaltung und die Dotation mit den Partnern zu bestimmen sein werden. Diese Vereinbarung wird spätestens am Tage der endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Pérulwez der Regierung zur Genehmigung unterbreitet werden.

In der Erwägung, dass der Vorentwurf in dieser Konfiguration letztendlich eine Vergrößerung (+22,53 ha) des zur Verstädterung bestimmten Gebiets im betroffenen Sektorenplan mit sich bringt;

In der Erwägung, dass in der ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung die vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen hinsichtlich ihrer Übereinstimmung mit Artikel 46 § 1 des Gesetzbuches und in Übereinstimmung mit dem Lastenheft untersucht worden sind;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nicht zureichend sind, weil sie die nicht verstädterten Gebiete nicht ganz decken, obgleich sie eine Rechtsunsicherheit betreffend das Abbaugebiet (Sandgrube Deviaene) beseitigen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die alternativen Ausgleichsmaßnahmen nicht optimal sind, und sich mit den städtebaulichen Auflagen verwechseln;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung abschließend eine Abgrenzungsvariante auf der Grundlage der identifizierten Gefährdungen festgelegt hat, die den Umkreis der bestimmten Gebiet tiefgehend ändert;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung Bemerkungen und Einwände betreffend die Umweltverträglichkeitsprüfung am 12. Juni 2007 (07/A. 603-AN) und am 13. Juli 2007 (07/A. 609-AN) erörtert hat;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung der Ansicht ist, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung seine Fragen über die Wahl der Zweckbestimmung bestimmter Gebiete (Parkgebiet, Freizeitgebiet) nicht beantwortet, unter Berücksichtigung der dort geplanten Ausrüstungen (Hütten in den Bäumen, Pfahlbauhäuser, Handelszentrum);

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung hervorhebt, dass die Auswirkungen der vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Abgrenzungsvariante auf die Pflanzen- und Tierwelt bedeutend sind;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung sich hinsichtlich der Durchführbarkeit und der Auswirkungen der von der Regierung gewählten Option Fragen stellt, u.a. was die Abwasserklärung betrifft (Erhöhung der Kapazität der Klärstation von Hollain);

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung zur Kenntnis nimmt, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung seiner Empfehlung, die Zufahrt auf die nördliche Zufahrt (mit einer direkten Verbindung zur Autobahn E42) zu begrenzen, nicht Rechnung getragen hat, und feststellt, dass die zweite, als Alternative vorgeschlagene Variante neue wirtschaftliche und umweltrelevante Probleme mit sich bringt;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung die Notwendigkeit der Weiterführung der bereits am Standort bestehenden Aktivitäten, die Erhaltung eines diffusen Tourismus in der Umgebung und des öffentlichen Zugangs zu der Wasserfläche des Grand Large betont;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung den extrem hohen Energieverbrauch des sich aus dem Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans ergebenden Projekts und die hohen CO₂-Ausstöße, die durch den Verkehr infolge des Projekts noch erhöht werden, hervorhebt;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung sich Fragen stellt über die landschaftlichen Auswirkungen der Struktur der alpinen Skianlage, der bereits ab dem Wald von Flines zu sehen sein wird;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung betreffend die von der Regierung vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen der Ansicht ist, dass die Eintragung des zur Zeit bewirtschafteten Standorts (Sandgrube Deviaene) als Grüngebiet keine Garantie bezüglich der Weiterführung der Aktivitäten dieses Betriebs bei einer Erneuerung oder Abänderung der Umweltgenehmigung mit sich bringt;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung der Ansicht ist, dass die alternativen Ausgleichsmaßnahmen nicht optimal sind, und sich mit den städtebaulichen Auflagen verwechseln;

In der Erwägung, dass die Regierung die Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung während ihrer Sitzung vom 19. Juli 2007 zur Kenntnis genommen hat;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund dieser Ergebnisse den für räumliche Entwicklung zuständigen Minister damit beauftragt hat, mit den Investoren des Projekts Kontakt aufzunehmen, um die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu untersuchen, um daraus die Lehren für die Folge zu ziehen;

Beschluss, eine neue Abgrenzungsvariante festzulegen

In der Erwägung, dass weder der Vorentwurf, noch die Abgrenzungsvarianten angesichts der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Kontakte mit den Investoren es erlauben, der Gesamtheit des Programms der Investoren Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass die zur Durchführung des Projekts notwendigen Flächen unzureichend sind, und die Streuung der Aktivitäten am Standort keine optimale Bewirtschaftung ermöglicht;

In der Erwägung, dass eine neue Abgrenzungsvariante des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans bestimmt worden ist;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante darauf abzielt, die Notwendigkeit der Erhaltung der biologisch wertvollen und landschaftlich interessanten Gebiete und die Verbesserung der geographischen Kohärenz des sich aus dem Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans ergebenden Projekts miteinander in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante eine Polarisierung der verschiedenen Aktivitäten um den Grand Large herum ermöglicht, was einen doppelten Vorteil hat: eine allmähliche Entwicklung der Aktivitäten und eine Verringerung der Abstände zwischen den Aktivitäten;

In der Erwägung, dass die wichtigsten Entwicklungen des sich aus dem Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans ergebenden Projekts, die berücksichtigt wurden, um die räumliche Umgliederung der Aktivitäten zu bestimmen, die Folgenden sind:

- der Aufenthaltstourismus hat den Vorrang vor dem Tagestourismus;

- es wird auf die alpinen Skipisten und die betreffende Struktur verzichtet;

- es wird auf eine große Handelsstruktur für alle Käuferkategorien verzichtet (das kommerzielle Angebot wurde stark verringert, über den ganzen Standort verstreut und je nach der Ortslage thematisiert, und wird ausschließlich den Kunden des Freizeitentrums vorbehalten);

- die Erhaltung der biologisch wertvollen Gebiete und des landschaftlichen Interesses.

In der Erwägung, dass die wichtigsten Änderungen das Folgende betreffen:

- die Wiederzentralisierung der Freizeitaktivitäten um den Grand Large auf beiden Seiten des Kanals Nimy-Blaton-Péronnes:

- südlich des Kanals: Verlegung des Freizeitgebiets von Ost nach West, um das biologisch wertvolle Gebiet zu schützen;

- die Anhöhe "butte de Maubray" neben dem Flugplatz, östlich des Umkreises, ist in der ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung als Gebiet von großem biologischem Interesse identifiziert worden. Es wird auf das dort vorgesehene Freizeitgebiet verzichtet zugunsten der Entwicklung eines Freizeitgebiets am südlichen Ufer des Grand Large, und zwar auf dem einzigen Teil des Forst- und Parkgebietes, der kein besonderes biologisches Interesse aufweist. Es wird auf den ursprünglich an dieser Stelle des Forst- und Parkgebietes vorgesehenen Bau des Golfplatzes verzichtet;

- die Anhöhe von Maubray wird als Naturgebiet eingetragen, und der Flugplatz wird als Agrargebiet eingetragen;

- nördlich des Kanals: Einschränkung des Freizeitgebiets in seinem nordöstlichen Teil und entlang des Kanals, und Erweiterung des Freizeitgebiets nördlich des Teichs im Bois de Fouage;

In der neuen Abgrenzungsvariante wird die Eintragung einer zusätzlichen Auflage mit dem Vermerk "L.1" beibehalten, um die Rückkehr zu den vorherigen Zweckbestimmungen zu ermöglichen, falls das sich aus dem Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans ergebende Projekt binnen sieben Jahren ab dem Inkrafttreten der Revision des Sektorenplans nicht durchgeführt worden ist;

Die Gesamtfläche der Freizeitgebiete wurde im Vergleich mit dem am 27. April 2006 von der Regierung genehmigten Vorentwurf um ca. 10 ha verringert.

- Die Neubestimmung der Zufahrten zum Standort auf beiden Seiten des Kanals Nimy-Blaton-Péronnes:

südlich des Kanals:

— Schaffung von 1200 Stellplätzen für Kfz am westlichen Eingang zum Freizeitgebiet für die Tagesbesucher, mit Möglichkeit einer Erweiterung an den Tagen mit großem Andrang;

— Außerbetriebsetzung einer öffentlicher Verkehrsstraße;

nördlich des Kanals:

— Schaffung von 1000 Stellplätzen für Kfz im nordöstlichen Teil für die Aufenthaltsgäste;

— Schaffung einer Verbindung zwischen dem bestehenden Freizeitgebiet westlich des Grand Large und dem östlich des Grand Large vorgesehenen Freizeitgebiet;

● Schutz bestimmter Standorte:

nördlich des Kanals:

— Erhaltung des 2003 bei der letzten Revision des Sektorenplans eingetragenen Sandvorkommens, das durch eine bis 2015 gültige Betriebsgenehmigung gedeckt ist, und Eintragung eines Umkreises zur Erweiterung eines Abbaugebiets als Überdruck zusätzlich zu dem Parkgebiet (*P.1.), das so auf dem Restteil dieses Gebiets projiziert wird, dass die Handlungen und Arbeiten in Verbindung mit der Anlage des Golfplatzes eine potentielle Bewirtschaftung des Sandvorkommens nicht beeinträchtigen können;

— Erhaltung der Gebiete mit hohem biologischem Interesse, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung durch die Eintragung als Naturgebiet mit Überdruck eines landschaftlichen Umkreises identifiziert worden waren, wobei dieses Naturgebiet insbesondere aus einem Buchenwald mit Hyazinthen (Natura 2000-Lebensraum) in dem Bois de Fouage und dem Bois de Lanchon besteht;

— Erweiterung des Forstgebiets nordwestlich des Freizeitgebiets;

südlich des Kanals:

— Eintragung der sandigen Lichtung, die sich im Wald Bois de Péronnes befindet, als Naturgebiet, zwecks des Schutzes einer besonderen Fauna und Flora;

— Eintragung der Anhöhe von Maubray als Naturgebiet anstelle eines Freizeit- und Grüngiebts, da ein Teil dieses Standorts im Inventar der Gebiete von großem biologischem Interesse aufgenommen ist;

— Eintragung des Standorts nordöstlich des Teiches étang du prince als Forstgebiet und des südöstlich gelegenen Standorts als Grüngiebts;

— Eintragung eines Forstgebiets anstelle eines Agrargebiets im bois de Lanchon;

— Eintragung eines Forstgebiets anstelle eines Agrargebiets im Sektorenplan im bois de Péronnes;

● Erweiterung des Umkreises des Vorentwurfs südlich des Kanals, westlich des bois de Péronnes, durch die Eintragung eines Parkgebiets am Ort genannt "Le Burgot", und eines Streifens als Forstgebiet südlich dieses Parkgebiets;

● Verzicht auf die Geschäfte, die an die Fußgängerbrücke gekoppelt sind, die über den Kanal beabsichtigt wird, um den nördlichen und südlichen Teil des Standorts zu verbinden, die im Vorentwurf von 2006 als Freizeitgebiet eingetragen waren;

● der Rest des von der Revision betroffenen Umkreises ist als Parkgebiet oder Grüngiebts eingetragen, oder bleibt ein Forstgebiet, und wird Aktivitäten im Freien vorbehalten, die keine oder wenige unumkehrbare Einrichtungen erfordern.

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante den Bau von Hütten in den Bäumen, und von Pfahlbauhäusern im Parkgebiet nicht mehr erlaubt, und die Handelsflächen der touristischen Kundschaft vorbehält, die eine Eintrittsgebühr bezahlt haben, dies um den Bemerkungen des Regionalausschusses für Raumordnung betreffend die Wahl der Zoneneinteilung Rechnung zu tragen;

In Erwägung der nachstehenden Änderungen, um den Bemerkungen des Regionalausschusses für Raumordnung betreffend die Auswirkungen des Vorentwurfs auf die Fauna und die Flora Rechnung zu tragen:

— die neue Abgrenzungsvariante schlägt vor, auf den Standort von Maubray (Flugplatz) für den Ausbau von Indoor-Aktivitäten zu verzichten, zugunsten einer Wiederkonzentrierung dieser Aktivitäten am südlichen Ufer des Grand Large;

— die neue Abgrenzungsvariante schlägt die Eintragung eines Freizeitgebiets vor, das auf die einzige Zone südlich des Kanals zentriert ist, die kein oder nur ein geringes biologisches Sonderinteresse aufweist;

— die neue Abgrenzungsvariante bestimmt die Gebiete mit sehr hohem Interesse als Naturgebiet und bestimmt nicht mehr die Gebiete mit hohem Interesse als Freizeitgebiet;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante den Bemerkungen des Regionalausschusses für Raumordnung hinsichtlich der jährlichen Besucherzahl und der kommerziellen Attraktivität des Standorts Rechnung trägt;

In der Erwägung, dass die Handelsfläche von 23 000 auf 8 000 m² zurückgebracht wird, dass die dort befindlichen Geschäfte nur für die touristische Kundschaft zugänglich sein werden, die eine Eintrittsgebühr bezahlt hat, dass es sich dabei hauptsächlich um virtuelle Geschäfte handelt, die nicht für den Einzelverkauf von Sportausrüstungen bestimmt sind, die man in den üblichen Sportgeschäften finden kann, sondern eher Produktpaletten, technologisch innovative Erzeugnisse und Vorzeigeprodukte von Handelsmarken vorstellen;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante die Funktionsweise des Freizeitentrums völlig neu anpackt, um den Fragestellungen des Regionalausschusses für Raumordnung im Bereich der Mobilität gerecht zu werden, insbesondere was die Zugänglichkeit des Standorts und die Gefahr einer Sättigung des lokalen Netzes betrifft, und zwar dadurch, dass den Gästen, die länger als einen Tag bleiben, den Vorrang über die Tagesgäste gegeben wird, dass die Handelsflächen verringert werden, und dass die Zugänglichkeit beschränkt wird, indem nur noch zwei Zufahrten vorgesehen werden:

— eine nördliche Zufahrt über die N503, die den Aufenthaltsgästen und dem Personal vorbehalten wird (1000 Stellplätze, worunter 200 für das Personal);

— eine südliche Zufahrt über die rue de Hollain, die den Tagesgästen und dem Personal vorbehalten wird (1200 Stellplätze, worunter 200 für die Angestellten);

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante ebenfalls eine Abänderung der Trasse der rue de Hollain vorsieht;

In der Erwägung, dass in der neuen Abgrenzungsvariante auf die alpinen Skipisten verzichtet wurde, und das Gleitsportzentrum halb eingegraben sein wird, um somit den Sorgen des Regionalausschusses für Raumordnung betreffend die landschaftlichen Auswirkungen der 65 m hohen Struktur der alpinen Skipiste, die ab dem Wald von Flines sichtbar wäre, Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass folgende Grundsätze zu beachten sind, um den Bemerkungen des Regionalausschusses für Raumordnung hinsichtlich der notwendigen Weiterführung der am Standort vorhandenen Aktivitäten anschließend an die Durchführung des Vorentwurfs Rechnung zu tragen:

— die neue Abgrenzungsvariante bestimmt, dass der Flugplatz von Maubray in einem Agrargebiet liegen wird, so dass dessen Aktivitäten weitergeführt werden können;

— die bestehenden Gebäude, für die eine Genehmigung vorliegt, können erhalten, abgeändert oder vergrößert werden;

— der Tournai Yacht Club bleibt in einem Freizeitgebiet sowohl im Vorentwurf als in der neuen Abgrenzungsvariante;

— die Organisation von olympischen Regatten ist machbar unter der Voraussetzung der Vergrößerung der Wasserfläche, die als zusätzliche alternative Ausgleichsmaßnahme vorgeschlagen wird;

— die neue Abgrenzungsvariante beeinträchtigt weder den Verkehr noch die Ufer des Kanals;

— das ADEPS-Zentrum kann anschließend an die Durchführung des Vorentwurfs seine Aktivitäten weiterführen und höhere Ausbildungslehrgänge können organisiert werden, wenn die Wasserfläche vergrößert sein wird (offizielle Regattastrecke); zudem können Synergien mit dem Freizeitzentrum beabsichtigt werden (Segellehrgänge für die Besucher des Freizeitentrums, ...);

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante dank des Verzichts auf die alpinen Skipisten, der beträchtlichen Verminderung der Handelsflächen (um ca. 65 %) und der Abnahme des Verkehrs wegen der Bevorzugung des Aufenthaltstourismus gegenüber dem Tagestourismus den Bemerkungen des Regionalausschusses für Raumordnung betreffend den hohen Energieverbrauch des sich aus dem Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans ergebenden Projekts und die hohen CO₂-Ausstöße Rechnung trägt;

Schlussfolgerungen des Nachtrags zur Umweltverträglichkeitsprüfung

Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die in der ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung vorgenommene Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen bestätigt;

In der Erwägung, dass wenn der Zugang zu den Geschäften ausschließlich den Besuchern des Freizeitentrums vorbehalten wird, und wenn die Fläche der Geschäfte auf 8 000 m² reduziert wird, die neue Abgrenzungsvariante als vereinbar mit den Zielsetzungen des SDER betrachtet wird, da sie der Einwand bezüglich der Schaffung von Geschäften außerhalb der Städte und Wohnkerne begegnet;

Billigung der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse zur Begründung des Vorentwurfs

In der Erwägung, dass obwohl die ursprüngliche Umweltverträglichkeitsprüfung drei Attraktivitätsfaktoren zur Bestimmung des Einflussgebiets berücksichtigt hat, nämlich: Unterkunft, Sportattraktion und Geschäfte, infolge der Reduzierung der Handelsflächen von 23 000 m² auf 8 000 m², nur zwei Faktoren im Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung in Betracht gezogen wurden, nämlich: Unterkunft und Sportattraktion;

In der Erwägung, dass infolge dieser Abänderung der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass das Potenzial der jährlichen Besucherzahl des Freizeitgebiets zwischen:

— 198 000 und 297 000 Tagesgästen für die Attraktionen;

— 148 000 bis 222 000 Aufenthaltsgästen liegt;

In der Erwägung, dass die Veranschlagungen ein hohes Besucherpotenzial bestätigen, dass aber diese Veranschlagungen niedriger sind als diejenigen, die vorher gegeben wurden;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass auch wenn das Projekt mit der neuen Abgrenzungsvariante etwas verschieden ist, da es ein Gleitsportzentrum aber keine alpine Skipisten als solche umfasst; es mit den bereits bestehenden oder zukünftigen Zentren für Gleitsport auf Kunstschnee in der Nähe konkurrieren wird:

— Ice mountain in Comines;

— Loisinord in Noeux-les-Mines (Frankreich);

— Snow Games (Projekt) in Lessines;

In der Erwägung, dass das gleiche Konkurrenzrisiko im Bereich der Wasserparks in der Nähe des Geländes zu befürchten ist;

— Aqua Tournai in Tournai;

— Nautisport in Enghien;

In der Erwägung, dass der Einfluss des Freizeitentrums auf die Geschäfte des Einzugsbereichs vernachlässigbar ist, da die Geschäfte des Freizeitentrums nur für die touristische Kundschaft, die eine Eintrittsgebühr gezahlt hat, zugänglich sind;

In der Erwägung, dass die globale Einschätzung von 800 Arbeitsstellen, die vom Träger des Zentrums für Natur- und Gleitsport angegeben wurde, durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung für realistisch gehalten wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, dass es unmöglich ist, im heutigen Stand des Sektorenplans angesichts des Fehlens eines verfügbaren Freizeitgebiets mit ausreichender Größe die in dem Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung erwähnte neue Abgrenzungsvariante zu verwirklichen;

In der Erwägung, dass die Notwendigkeit, den Sektorenplan Tournai-Leuze-Peruwelz einer Revision zu unterziehen, im Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung also bestätigt wird;

Einschätzung der voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen in den verschiedenen Stufen der Verwirklichung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung

Luft und Klima

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Ein- und Auswirkungen der neuen Abgrenzungsvariante auf das Mikroklima vernachlässigbar sein werden, da das in dem diese Abgrenzung berücksichtigenden Projekt beabsichtigte ca. 65 m hohe Gebäude aufgegeben wurde;

In der Erwägung, dass, was die CO₂-Emissionen betrifft, der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung eine positive Wirkung auf den globalen Energieverbrauch des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante erwartet, da die alpinen Skipisten aufgegeben werden, die für den Handel bestimmten Flächen verringert werden und den Verkehr reduziert wird, da dem Aufenthaltstourismus vor dem Tagestourismus der Vorrang gegeben wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung schlussfolgert, dass diese Abänderungen den globalen Energieverbrauch des Projekts mit der neuen Abgrenzungsvariante und somit ebenfalls die CO₂-Emissionen um ca. 10 % reduzieren;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung auf dieser Basis die jährlich durch das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante erzeugte Quantität von CO₂ auf 13.006 Tonnen ohne Kraft/Wärme-Kopplung und auf 12.602 Tonnen mit Kraft/Wärme-Kopplung einschätzt;

In der Erwägung, dass infolge dieser Einschätzung der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Zweckmäßigkeit hinsichtlich der Umwelt der Verwendung der Kraft/Wärme-Kopplung in dem die neue Abgrenzungsvariante berücksichtigenden Projekt in Frage stellt;

Grund- und Oberflächenwasser

In der Erwägung, dass das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante die Beachtung des Wasserkreislaufs durch die Begrenzung der Abdichtung des Bodens und des Trinkwasserverbrauchs, die Rückgewinnung des Regenwassers und die Anlage von getrennten Kanalisationsnetzen für Niederschlagswasser und Abwasser einbezieht;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung anerkennt, dass diese Bestimmungen eine Verringerung des Abflusses des Oberflächenwassers ermöglichen werden, dass es aber in diesem Stadium des Projekts noch nicht möglich ist, das Volumen dieser Verringerung genau zu bestimmen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die aktiven Flächen, die Volumen des Abflusswassers und die Abflussmengen anlässlich der im Rahmen der Genehmigungsanträge durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung genau zu bestimmen sind;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung mit einer Abwasserableitung von 6 000 EWG rechnet, d.h. mit der gleichen Menge wie derjenigen, die in der ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung geschätzt wurde;

In der Erwägung, dass die abgeleitete Last (6 000 EGW) in einer ersten Schätzung der maximal möglichen Leistungserhöhung der Klärstation von Hollain entspricht;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch empfiehlt, dass die Schaffung von einer bzw. zwei Kläranlagen innerhalb des Umkreises des Projekts der neuen Abgrenzungsvarianten im Rahmen der späteren Genehmigungsanträge in Betracht gezogen werden kann, oder dass solche technische Alternativlösungen wie die Behandlung im Abwasserteich anstelle eines Anschlusses an der Kläranlage Hollain in Betracht gezogen werden können;

In der Erwägung, dass infolge der Neubestimmung der Aktivitäten des Freizeitentrums der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Ableitungen für die Instandhaltung des Gleitsportzentrums und des Wasserparks auf ungefähr 39 000 m³ jährlich neu schätzt, d.h. eine Verringerung um ungefähr 10% im Verhältnis zum Projekt, das auf dem ursprünglichen Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans beruhte;

In der Erwägung, dass das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante einen geschlossenen Wasserkreislauf durch die Benutzung der Teiche zum Abpumpen und Ableiten des für die Becken dienenden Wassers und zur Herstellung von Eis und Schnee beabsichtigt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass es zwar möglich ist, keine Zusatzmittel für die Herstellung von Eis und Schnee zu benutzen, dass es aber eine potentielle Gefahr besteht, dass die Qualität des Oberflächenwassers bei Verwendung von Chlor für das Wasserpark verändert wird;

Boden und Unterboden

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante die Zweckbestimmung von drei Abbaugebieten abändert: einem Teil der Sandgrube des Waldes "Bois de Fouage", der ehemaligen Sandgrube des Waldes "Bois de Péronnes" und der ehemaligen Sandgrube von Maubray;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die "es keine Auswirkung des Projekts auf den Teil des zur Zeit abgebauten Vorkommens besteht", da der östliche Teil des Abbaugebiets des "Bois de Fouage", der mit einer Genehmigung gedeckt ist, den Gegenstand einer Abänderung der Zweckbestimmung nicht mehr bildet;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorhebt, dass die Eintragung eines Parkgebiets mit einem als Überdruck gekennzeichneten Umkreis der Abbauerweiterung auf dem noch nicht erschlossenen Teil des Abbaugebiets des "Bois de Fouage" die Erhaltung des Vorkommens dieses Gebiets erlaubt;

In der Erwägung, dass sich die Frage der Zweckmäßigkeit einer solchen Maßnahme aus zwei Gründen stellt:

— die Erschließung dieses Gebiets wird eine neue Revision des Sektorenplans benötigen, während die ehemalige Revision des Planes, durch die das Gebiet eingetragen wurde, am 26. Juni 2003 zustande gekommen ist;

— die eventuellen Aufschüttungen für die Anlage eines durch die Vorschrift *P1 an dieser Stelle vorgesehenen Golftrainingsgeländes würden eine Zunahme des Volumens von Abraumerde im Falle des Aufschlusses dieses Vorkommens verursachen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Änderung der Zweckbestimmung der bereits bewirtschafteten Teile der anderen Abbaugebiete nicht in Frage stellt;

In der Erwägung, dass, was die Gefahr einer unfallbedingten Bodenverschmutzung angeht, der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ein schwaches Risiko identifiziert hat, das hauptsächlich mit Ölverlusten auf den Parkplätzen verbunden ist;

In der Erwägung, dass nach Einschätzung der Verseuchung der abzutragenden Erde in Verbindung mit der Vergrößerung des "Grand Large", die verfügbaren Information und die 30 Probeentnahmen keine Spur von Verseuchung im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zutage gebracht haben;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung das durch diese Vergrößerung verursachte Volumen auf 325 500 m³ einschätzt, und dass er die Möglichkeit der Ablagerung dieser Erde in der zur Zeit in Betrieb befindlichen Sandgrube Deviaene in Betracht zieht;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass eine Ausbaggerung wahrscheinlich notwendig sein wird, um die Veranstaltung von Rennen auf dem erweiterten "Grand Large" möglich zu machen; dass die Verwaltung der vom Bett und von den Ufern der Wasserläufe und -flächen abgeraumten Materien durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 geregelt ist; dass die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, die mit dieser eventuellen Ausbaggerung verbunden sind, deshalb beschränkt sein werden.

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass ohne Abpumpen die mit dem Karst verbundene Gefahr fast gleich null ist, und dass er keine andere große Gefahr hinsichtlich des Bodens und Unterbodens identifiziert;

Fauna und Flora

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Gelände von überwiegendem Interesse hinsichtlich der Umwelt durch ihre Eintragung in einem Naturgebiet bewahrt werden;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch erachtet, dass die neue Abgrenzungsvariante den Umfang des Buchenwald mit Hyazinthen in das Naturgebiet nicht eingliedert, und dass seine Eintragung in einem Freizeitgebiet einen bedeutenden Druck auf die Umwelt darstellt und wahrscheinlich das Verschieben auf Zeit des Randgebiets des Buchenhains zur Folge hätte;

In der Erwägung, dass er ebenfalls feststellt, dass dieses Gebiet völlig umschlossen ist und überhaupt keinen Anschluss zum ökologischen Netz hat;

In der Erwägung, dass er erachtet, dass es eine Gefahr von Unterbrechung des ökologischen Netzes je nach der Behandlung der Grenzen des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante besteht;

In der Erwägung, dass die Vergrößerung des "Grand Large" in Ausführung des Sektorenplans das Gebiet von großem biologischem Interesse genannt "pré humide du Grand Large" (feuchte Wiese des "Grand Large"), das vom "Naturpark Naturpark der Schelde-Ebenen (PNPE) identifiziert und bald im Verzeichnis der Gebiete von großem biologischem Interesse aufgenommen wird, beträchtlich reduzieren wird;

Gesundheit

In der Erwägung, dass im Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung der Urheber die Zunahme der Lärmbeeinträchtigungen, die mit dem durch das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante verursachten Verkehr verbunden sind, abschätzt;

In der Erwägung, dass die mit dem durch das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante verursachten Verkehr verbundenen Lärmbeeinträchtigungen für die Dörfer Vezoneheu, Morlies und in einem geringeren Maße Maubray in den Spitzenperioden angesichts der Wohnfunktion größer ((+1 dB(A)) sein werden;

Annehmlichkeit der Lebensbedingungen

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Zahl der Ausblicken auf das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante durch das Vorhandensein von zahlreichen Waldgebieten und Baumreihen, insbesondere entlang der Kanäle, begrenzt wird;

In der Erwägung jedoch, dass die am Rande der Wasserfläche im Wald "Bois de Fouage" gedachten Infrastrukturen deutlich bemerkbar sein werden, wenn sie nicht in der Qualität dieses landschaftlichen Ganzen eingegliedert werden;

In der Erwägung, dass er hervorhebt, dass das Gebäude, in dem sich der Wasserpark befindet, über das Blätterdach hinausragen und sichtbar sein könnte;

In der Erwägung, dass er erachtet, dass die Fußgängerbrücke zur Verbindung der nördlichen und südlichen Teilen einen deutlichen Einschnitt in die bemerkenswerte Landschaft des Kanals darstellen wird;

In der Erwägung, dass er schließlich erachtet, dass die Vergrößerung der Wasserfläche im Westen deren Wahrnehmung durch eine noch größere visuelle Öffnung verändern wird;

In der Erwägung, dass er als Schlussfolgerung eine bedeutende Auswirkung für die folgenden Ausblicken identifiziert:

- das Wassersportzentrum Adeps;
- die "rue du Bois" gelegenen Wohnungen und die Wohnungen auf den fünf Lastkähnen am Rande des "Grand Large";
- die abgelegene Wohnung im Norden des Umkreises;
- die "rue de Hollain" in ihrem im "Bois de Péronnes" gelegenen Abschnitt;
- die abgelegenen Wohnhäuser am Rande des ehemaligen Kanals;
- die Wohnungen der Schleusenwärter;
- die Treidelwege, insbesondere das Autonomes Netz langsamer Wege (RAVeL);

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Abschaffung des Umkreises von landschaftlichem Interesse als Überdruck der Freizeitgebiete zulässig ist, da die Studie ADESA selbst die bewaldeten Flächen ausschließt; dass es im Gegensatz dazu uninteressant ist, ihn auf den innerhalb des "Bois de Fouage" vorgesehenen Natur- und Parkgebieten wegen ihrer ziemlich kleinen Flächen und ihres umschlossenen Charakters in zur Verstädterung bestimmten Gebieten beizubehalten;

In der Erwägung, dass er jedoch erachtet, dass der Umkreis von landschaftlichem Interesse, der als Überdruck zum am Rande des "Grand Large" gelegenen Grüngelände beibehalten wird, auf das Freizeitgebiet über eine Tiefe von 20 m entlang der Ufer und über eine größere Tiefe an der Spitze des "Bois de Fouage" erweitert werden sollte, um das landschaftliche Interesse dieses bewaldeten Waldrandes zu bewahren;

Materielle Güter und Erbgut

In der Erwägung, dass kein Gebiet von erbe- bzw. umweltbezogenem Interesse durch die neue Abgrenzungsvariante beeinträchtigt sein wird;

Mobilität

In der Erwägung, dass mit der neuen Abgrenzungsvariante das Funktionieren des Projekts, das auf den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans beruht, grundlegend revidiert wird, insbesondere dadurch, dass den Besuchern für Aufenthaltstourismus vor den Besuchern für Tagestourismus den Vorrang gegeben wird, dass die Handelsflächen verringert werden und der Zugang zu diesen auf die Besucher des Freizeitentrums beschränkt ist;

In der Erwägung, dass die Zugänglichkeit des Gebiets ebenfalls abgeändert wird, indem nur noch zwei Zufahrten vorgesehen werden:

- eine nördliche Zufahrt durch die N503, der den Aufenthaltsgästen und dem Personal vorbehalten wird (1000 Parkplätze, worunter 200 für das Personal);
- eine südliche Zufahrt durch die "rue de Hollain", die den Tagesgästen und dem Personal vorbehalten ist (1200 Parkplätze, worunter 200 für das Personal);

In der Erwägung, dass die Veranschlagungen der Besucherzahl im Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung unter Berücksichtigung dieser Abänderungen revidiert worden sind;

In der Erwägung, dass eine Studie über die Mobilität am 22. August 2008 auf Antrag der Gemeinde Brunehaut durch das Planungsbüro SRATEC erstellt worden ist;

In der Erwägung, dass im Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Analyse der Studie über die Mobilität STRATEC berücksichtigt;

In der Erwägung, dass seine neuen Veranschlagungen die Anzahl der jährlichen Besucher auf 346 000 bis 519 000 schätzen;

In der Erwägung, dass bei hoher Schätzung, diese Besucherzahl durchschnittlich den Verkehr von 817 Fahrzeugen pro Tag verursacht; dass diese Anzahl Fahrzeuge 1225 pro Tag an einem durchschnittlichen Samstag in der Hauptsaison erreichen kann und dass das höchste Spitzenrisiko auf 1800 Fahrzeuge pro Tag geschätzt wird;

In der Erwägung, dass der durch die Angestellten und Lieferungen erzeugte Verkehr auf eine 625 PKW entsprechende Anzahl Fahrzeuge geschätzt wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass unter diesen Umständen, die vom Projekt der neuen Abgrenzungsvariante erzeugte Last durch den lokalen Hauptnetz absorbiert werden kann, und dass auch zu den höchsten Spitzenzeiten die Aufnahmekapazität der Straßen des Wegenetzes überhaupt nicht erreicht ist;

In der Erwägung, dass zur Gewährleistung der Sicherheit an der Kreuzung "rue de Péronnes"/N507 der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Anlage eines Kreisverkehrs an dieser Kreuzung empfiehlt, wie es in der STRATEC-Studie vorgeschlagen worden ist;

In der Erwägung, dass die Verkehrsströme der Lastwagen für die Sandgrube und das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante ziemlich schwach ist;

In der Erwägung, dass was die alternative Ausgleichsmaßnahme bezüglich der möglichen Schaffung einer direkten Zufahrt zur N52 über die "Grand Route" (N503) für den mit dem Betrieb der Sandgrube verbundenen Verkehr betrifft, der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass im Falle der Beibehaltung der heutigen Zufahrt die mit dem Verkehr verbundenen Belästigungen sowohl für die nördlich des Projekts gelegenen Dörfer als auch für das Freizeitzentrum annehmbar sind;

In der Erwägung, dass die Hauptbelästigung mit der Staubemission verbunden ist; dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, dass die Lastwagen in ein Becken für das Spülen der Räder an der Ausfahrt der Sandgrube fahren, um diese Belästigung zu verringern;

Netze und sonstige Infrastrukturen

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Effekte auf die Verkehrsnetze und anderen Infrastrukturen, die er anlässlich der ersten Umweltverträglichkeitsprüfung identifiziert hatte, bestätigt;

Aktivitäten

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Zweckbestimmung des Flugplatzes keine Einstellung der Aktivität des Flugplatzes Maubray zur Folge haben wird;

In der Erwägung, dass zusätzlich zu den in Betracht zu ziehenden Synergien die Anwendung der neuen Abgrenzungsvariante und insbesondere die Ausbaggerung des "Grand Large" dem "Tournai Yacht Club" und dem "Péronnes Yacht Club" erlauben wird, Regatten olympischer Disziplinen zu organisieren;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante weder den Verkehr noch die Ufer des Kanals antastet;

In der Erwägung, dass das Projekt der neuen Abgrenzungsvariante kein Effekt auf den Betrieb der Schleuse stromaufwärts des "Grand Large" hat;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch betont, dass der Flussverkehr gestört werden könnte, wenn die stromaufwärts der Schleuse vorgesehene Fußgängerbrücke zur Verbindung der nördlichen und südlichen Teile des Freizeitzentrums die von den Verwaltern der Wasserwege auferlegte Überwasserhöhe von 7 m nicht beachtet;

In der Erwägung, dass der Ruderklub und das ADEPS-Zentrum ihre jeweiligen Aktivitäten weiterführen können,

In der Erwägung, als Schlussfolgerung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung auf kein besonderes Zugangsproblem hinweist und schlussfolgert, dass Synergien zwischen den verschiedenen Aktivitäten auf dem Gelände zu erwägen sind;

In der Erwägung, dass die Abbautätigkeit von der Lahmlegung des noch nicht bewirtschafteten nördlichen Teils des Abbaugebiets des "Bois de Fouage" beeinträchtigt wird;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante die Beseitigung von 15,84 ha des Agrargebiets und die Lahmlegung von 24,34 ha als Agrarland benutzter Gelände verursachen wird, und dass einer der Betreiber deswegen ein Drittel der Gesamtfläche seines Zuchtbetriebs verlieren wird;

Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante, von der die Regierung am 21. März 2008 Kenntnis genommen hat, den Einwänden des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung und des Regionalausschusses für Raumordnung teilweise begegnet, da die Erhaltung des durch eine Genehmigung gedeckten Teils der Sandgrube als Abbaugebiet gewählt wird;

In der Erwägung, dass die Regierung außerdem vorschlägt, die Eintragung der 92,35 ha in der neuen Abgrenzungsvariante zur Verstärkung bestimmten neuen Gebiete dadurch auszugleichen, dass der ursprüngliche Text durch die Umwandlung eines am nördlichen Rande des Freizeitgebiets gelegenen Abbaugebiets in ein Naturgebiet und ein Grüngebiet ergänzt wird, und durch eine zusätzliche alternative Ausgleichsmaßnahme operationeller Art, die darauf abzielt, die Wasserfläche des Grand Large in Ausführung des Sektorenplans zu vergrößern, so dass Wassersportwettbewerbe dort veranstaltet werden können;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante in dieser Konfiguration letztendlich eine Vergrößerung (15,42 ha) des zur Verstärkung bestimmten Gebiets im betroffenen Sektorenplan mit sich bringt;

In der Erwägung, dass der Nachtrag zur ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung die vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen hinsichtlich ihrer Übereinstimmung mit Artikel 46 § 1 des Gesetzbuches sowie hinsichtlich ihrer Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, und in Übereinstimmung mit dem in Ausführung des Dekrets vom 20. September 2007 ergänzten Lastenheft untersucht worden sind;

In der Erwägung, dass die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt der Umwandlung des Freizeitgebiets der südlich des Flugplatzes gelegenen Anhöhe Maubray, von der ein Teil als Gebiet von großem biologischem Interesse "Butte sableuse de l'aérodrome de Maubray" (Sandanhöhe des Flugplatzes Maubray) identifiziert ist, in ein Naturgebiet (10,58 ha) und des Abbaugebiets der ehemaligen Sandgrube des "Bois de Lanchon" in ein Forstgebiet (3,97 ha), in ein Grüngebiet (1,18 ha) und in ein Parkgebiet mit dem Überdruck *P3 (0,06 ha) in der ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung bereits untersucht worden sind, da sie innerhalb des Untersuchungsbereichs liegen, und für positiv gehalten worden sind;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen des Flugplatzes in ein Agrargebiet (14,27 ha) für den als "Piste" benutzten Teil und in ein Naturgebiet (2,67 ha) für die durch die ursprüngliche Umweltverträglichkeitsprüfung als ein Gebiet mit einem Lebensraum Natura 2000 identifizierten Teil, erlaubt, gleichzeitig seine Verstärkung zu verhindern und die bereits bestehende Freizeitaktivität im Freien weiterzuführen, ohne die Agrartätigkeit zu beeinträchtigen, da das betroffene Land keine hochwertige Bodenqualität aufweist;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung im Gegenteil empfiehlt, das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen an den Gebäuden des "Tournai Air Club" zu erhalten;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Abbaugebiets Maubray in ein Naturgebiet diesem Gebiet von großem biologischem Interesse einen besonderen Schutz gewährleisten wird, und dass die Umwandlung seines südlichen Teils in ein Grüngelände erlauben wird, eine Übergangszone zwischen der Reserve und der Eisenbahnlinie zu schaffen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch empfiehlt, das Rest des bestehenden Abbaugebiets in ein Grüngelände umzuwandeln, weil er seine Bewirtschaftung für wenig vereinbar mit der Erhaltung der Sandwände und der in der benachbarten Naturreserve erforderlichen Ruhe hält;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, darauf zu verzichten, den im "Bois de Fouage" gelegenen, nicht abgebauten und durch keine Genehmigung gedeckten Teil des Abbaugebiets in ein Parkgebiet mit einem Umkreis zur Erweiterung von Abbaugeländen (12,20 ha) umzuwandeln, um die Abbautätigkeiten, die bei der Revision des Sektorenplans zur Eintragung dieses Gebiets im Jahre 2003 gerechtfertigt worden sind, beizubehalten;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Freizeitgebiets "du Petit Large" in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet jede Gefahr eines mit den Freizeitaktivitäten verbundenen Drucks auf das in der Umgebung bestehende entwickelte Ökonetz, nämlich die Teiche und den Hochstaudenflur in der Nähe des Gebiets, beseitigen wird,

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die geplante Zweckbestimmung als Grüngelände für kaum zweckmäßig hält und empfiehlt, dem Gebiet die Zweckbestimmung teilweise als Agrargebiet und teilweise als Forstgebiet gemäß den vorhandenen Flächennutzungen zu geben;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung außerdem empfiehlt, das Gebiet von großem biologischem Interesse genannt "pré humide du Grand Large" (feuchte Wiese des "Grand Large"), das vom Naturpark der Schelde-Ebenen (PNPE) identifiziert wird, durch die Umwandlung des im Sektorenplan bestehenden Freizeitgebiets in ein Naturgebiet zu erhalten;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch der Ansicht ist, dass die zusätzliche alternative Ausgleichsmaßnahme zur Vergrößerung der Wasserfläche des "Grand Large" eine potentielle Störung des nördlich des "Grand Large" identifizierten Gebiets von großem biologischem Interesse genannt "pré humide du Grand Large" mit sich bringen wird, und eine lokale Anpassung des Umkreises der zukünftigen Wasserfläche empfiehlt, um diesen Lebensraum teilweise zu schützen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Verseuchung der abzutragenden Erde in Verbindung mit der Vergrößerung des "Grand Large" eingeschätzt hat; dass die verfügbare Information und die 30 Probeentnahmen keine Spur von Verseuchung zutage gebracht haben;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die alternative Ausgleichsmaßnahme, die darin besteht, eine VoE zu gründen, die mit der umweltbezogenen Verwaltung der interessanten Biotope und der Erstellung eines Bewirtschaftungsplans beauftragt ist, günstig für die Umwelt ist, insofern sich ihr räumlicher Eingriffsbereich auf das ganze Gebiet erstrecken würde und ihr Aktionsbereich die Erschließung des Freizeitentrums seit der Erstellung des kommunalen Raumordnungsplans bis zur Organisation und Planung der Baustelle decken würde;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die alternative Ausgleichsmaßnahme bezüglich der Busverbindung zwischen den Bahnhöfen und dem Zentrum im Falle der Verbindung mit einem internationalen Bahnhof wie Lille eine positive Auswirkung auf die Mobilität der internationalen Kundschaft und im Falle der Verbindung mit dem Bahnhof Tournai auf die Mobilität der Angestellten des Freizeitentrums hat;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Schlussfolgerungen der ursprünglichen Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Schaffung einer direkten Zufahrt zur N52 für den mit dem Betrieb der Sandgrube verbundenen Verkehr nuanciert, insofern er die Verkehrsströme der Lastwagen und deren Belästigungen sowohl für die nördlich des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante gelegenen Dörfer als auch für das Freizeitzentrum als annehmbar betrachtet, unter Vorbehalt, dass Maßnahmen zur Verringerung der Staubemissionen getroffen werden;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen die folgenden Empfehlungen hervorgehen:

— Erhaltung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen an den Gebäuden des "Tournai Air Club";

— Erhaltung des noch nicht erschlossenen Abbaugebiets, das bei der Revision des Sektorenplans im Jahre 2003 eingetragen wurde;

— Umwandlung des östlich der Schelde gelegenen Freizeitgebiets genannt "Petit Large", in den Begrenzungen der Sachlage, in ein Agrargebiet (3,16 ha) und in ein Forstgebiet (3,92 ha);

— Umwandlung des Teils des nördlich des "Grand Large" gelegenen Freizeitgebiets, der als Gebiet von großem biologischem Interesse genannt "pré humide du Grand Large" identifiziert worden ist, in ein Naturgebiet;

— Anpassung des Erweiterungsumkreises des "rand Large" unter Berücksichtigung der örtlichen Gegebenheiten des Naturgebiets;

— Umwandlung des Restes des Abbaugebiets genannt "sablière de Maubray" (Sandgrube Maubray) in ein Grüngelände (2,68 ha);

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung als Schlussfolgerung der Ansicht ist, dass falls seine Empfehlungen berücksichtigt werden, die Erhaltung eines gleichwertigen Niveaus der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen wie vorgeschlagen in der neuen Abgrenzungsvariante rechtfertigen würde, dass eine oder mehrere zusätzliche raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen über eine Fläche von 7,14 ha insgesamt in Erwägung gezogen wird bzw. werden;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, entweder zum Beispiel andere Freizeitgebiete zu entwiden, oder das für das Freizeitzentrum bestimmte Freizeitgebiet in gleichem Maße zu verringern, oder eine zusätzliche alternative Ausgleichsmaßnahme im Bereich der Energie, die zum Gegenstand hätte, den Prozentsatz der erneuerbaren Energie, die in der Energieversorgung des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante angewandt wird, auf eine gleichwertige Zahl wie diejenige, die sich die Europäische Union bis 2020 als Zielsetzung festgesetzt hat, festzusetzen, nämlich: 20%;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt der neuen Abgrenzungsvariante, von der die Regierung Kenntnis genommen hat, die folgenden Empfehlungen in Sachen Gebietseinteilung hervorgehen:

— Erhaltung des 2003 im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiets;

— Eintragung eines Naturgebiets im Wald "Bois de Fouage" innerhalb der durch den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmten Grenzen;

— Eintragung von Umkreisen mit ökologischen Verbindungen als Überdruck zum Freizeitgebiet zwischen dem Buchenwald mit Hyazinthen des "Bois de Fouage" und dem Natura 2000 Gebiet im Norden, via den bestehenden Wasserlauf, und dem Gebiet von großem biologischem Interesse des Teichs "étang de Fouage" im Osten;

— Erhaltung des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen des Flugplatzes an den bestehenden Gebäuden;

— Eintragung von Umkreisen von landschaftlichem Interesse als Erweiterung des nördlich des Kanals bestehenden Umkreises zur Eingliederung der Freizeitinfrastrukturen in ihren landschaftlichen Zusammenhang;

— Eintragung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse als Erweiterung des auf dem Kanal und dessen Ufer bestehenden Umkreises als Überdruck zur Wasserfläche des "Grand Large", eines Teils des südlich dessen gelegenen Grüngeländes und des nördlich des Kanals gelegenen Freizeitgebiets über eine Tiefe von 20 m und tiefer an der Spitze des "Bois de Fouage"

— Beseitigung des Umkreises von landschaftlichem Interesse, der als Überdruck zum geplanten Parkgebiet südlich der Erweiterung der Sandgrube Deviaene gelegen ist, und des mittel im Wald "Bois de Fouage" geplanten Naturgebiets;

— Eintragung einer zusätzlichen Vorschrift auf dem einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfassenden Freizeitgebiet an der Spitze des "Bois de Fouage", um die Höhe der Gebäude zu begrenzen, damit die landschaftliche Qualität des Waldrands bewahrt wird;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung Bemerkungen und Einwände betreffend den Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung am 9. Dezember 2008 (08/A. 735-AN) erörtert hat;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung Kenntnis von der Entwicklung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans und dessen Anpassung an die geäußerten Bemerkungen zufrieden nimmt;

In der Erwägung, dass sich der Regionalausschuss für Raumordnung infolge der Schlussfolgerungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung in Sachen Besucherzahl des Geländes und Konkurrenz mit dem Sektor der bestehenden Kunstskulpturen jedoch Fragen über die wirkliche wirtschaftliche Wichtigkeit des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante und die von der Regierung erwarteten gemeinnützigen Auswirkungen stellt;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung die Schlussfolgerungen der von der Gemeinde Brunehaut dem Planungsbüro STRATEC anvertrauten Mobilitätsstudie anführt;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in Sachen Gebietseinteilung der Ansicht ist, dass die Erhaltung des Abbaugeländes innerhalb des Umkreises nicht unbedingt unvereinbar mit der Anlage einer Golfpractise ist, und dass der Grund der Eintragung bestimmter Flächen als Naturgebiet in der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht ausführlich genug erklärt ist;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung der Ansicht ist, dass die Eintragung eines Umkreises zur ökologischen Schneise im Plan, so wie dies vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen worden ist, nicht zweckdienlich ist, und dass eine zusätzliche Vorschrift geeigneter wäre;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung der Ansicht ist, dass es keine ausreichende Garantie bezüglich der Auswirkungen des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante auf die Teiche besteht,

In der Erwägung, dass die Regierung der Ansicht ist, dass es keinen Anlass gibt, über die Auswirkungen des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante zu zweifeln, sofern der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung schlussfolgert, dass die Veranschlagungen der Besucherzahl zwar unter den anfänglichen Hypothesen liegen, jedoch ein hohes Besucherpotenzial bestätigen; dass dieses erlauben wird, eine neue fremde Kundschaft in die Wallonie anzuziehen, und dass die Veranschlagung der Beschäftigung auf 700 direkte Arbeitsstellen und 100 indirekte Arbeitsstellen realistisch ist;

In der Erwägung, dass die sich Regierung dem Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung für die gesamten oben angeführten Empfehlungen anschließt, mit Ausnahme der Erhaltung eines Teils des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen des Flugplatzes von Maubray, der Eintragung von Umkreisen mit ökologischen Verbindungen als Überdruck zum nördlich des Kanals eingetragenen Freizeitgebiet und der Eintragung einer zusätzlichen Vorschrift an der Spitze des "Bois de Fouage" zur Begrenzung der Höhe der Gebäude im Hinblick auf den Schutz der landschaftlichen Qualität des Waldrandes;

In der Erwägung, dass die Regierung nämlich die Option zurückgewiesen hatte, einen Flugplatz in Maubray zu erhalten, als sie den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans angenommen hatte, weil sie dort das Gleitsportzentrum vorgesehen hatte;

In der Erwägung, dass die Verlegung dieser Ausstattung südlich des Grand Large jedoch die endgültige Erhaltung des Flugplatzes in einem Gebiet, wo der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung bereits auf große Störungen der Fauna und der Flora hingewiesen hat, nicht rechtfertigen kann;

In der Erwägung, dass im Gegensatz zu den Behauptungen des Regionalausschusses für Raumordnung der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Eintragung bestimmter Flächen als Naturgebiet wegen ihres überwiegenden Interesses im Bereich der Umwelt gebilligt hat; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung nämlich auf das Folgende hinweist:

Buchenwald mit Hyazinthen der Wälder "Bois de Lanchon" und "Bois de Fouage"

Im Wald "Bois de Lanchon" wird ein Stück eines Buchenwalds des *Asperulo-Fagetum* (Lebensraum Natura 2000; Kode 9130) beobachtet. Dieser Lebensraum ist ebenfalls vorhanden im Wald "Bois de Fouage".

Der Buchenwaldteil des *Asperulo-Fagetum* wird insbesondere durch das Vorhandensein von Buche (*Fagus sylvatica*), Edelkastanie (*Castanea sativa*), Eiche (*Quercus* sp) und Birke (*Betula pubescens*) und von Pflanzenarten wie Buschwindröschen (*Anemone nemorosa*), Goldnessel (*Lamium galeabdolon*), behaarte Hainsimse (*Luzula pilosa*) und dreinervige Nabelmiere (*Moehringia trinervia*) gekennzeichnet. Die durch die Anlage VII geschützte und für eine Unterart dieses Buchenwalds, nämlich den neutrophilen atlantischen Buchenwald typische Waldhyazinthe (*Hyacinthoides non-cripta*) ist ebenfalls zu finden.

Sandige Lichtung im Wald "Bois de Péronnes"

Die Sandzone ist von ziemlich jungem Ödland (Lebensraum F4.22, potenzieller Lebensraum Natura 2000, Kode 2310) umgeben – psammophile Heiden mit *Calluna* und *Genista*). Der Rand der Lichtung ist durch das gleichzeitige Vorhandensein von unüblichen Pflanzen gekennzeichnet: Heidekraut (*Calluna vulgaris*) mit Binse (*Juncus effusus*), *Juncus conglomeratus*, *Juncus tenuis* und *Juncus bufonius*) und Schilfrohr (*Phragmites australis*)

Anhöhe Maubray

Ein Teil dieses Geländes wird in dem Verzeichnis der Gebiete von großem biologischem Interesse der Wallonischen Region aufgenommen. Nach den von dem Labor "Laboratoire d'Ecologie – FUSAGx" vorgenommenen Aufstellungen ist der ganze Sandhügel, einschließlich der ehemaligen Kartingbahn, von großem biologischen Interesse.

Mehrere Lebensräume wurden auf dem Sandhügel gezählt:

— Rasenfläche mit *Deschampsia flexuosa* (Lebensraum E1.73)

- Formationen mit *Calamagrostis epigeos* (Lebensraum E1.74), sowie
- Kieselsäurehaltige Rasenflächen mit einjährigen Pflanzenarten (E1.91) und
- Kieselsäurehaltige Rasenflächen mit mehrjährigen Pflanzenarten (E1.91).

Die beiden letzten Lebensräume sind typisch für die Innenhügel mit offenen Rasen, Lebensraum Natura 2000, aufgenommen unter Kode 2330.

Ehemalige Sandgrube Maubray

Dieses als Gebiet von großem biologischem Interesse aufgenommene Gelände bildet übrigens seit diesem Jahr ein domaniales Naturschutzgebiet (Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008).

In diesem Gebiet sind mehrere durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 (Anlage 1) geschützte Vogelarten, nämlich der Flussregenpfeifer (*Charadrius dubius*), der Baumfalke (*Falco subbuteo*), der Zwergtaucher (*Tachybaptus ruficollis*) und die Uferschwalbe (*Riparia riparia*) zu finden.

"Grand Large"

Eine aus Weidendickichten auf Hochstaudenflur zusammengesetzte geschlossene Entwicklungszone wurde durch den PNPE identifiziert. Nach den erteilten Informationen wird dieses Gelände in das Verzeichnis der Gebiete von großem biologischem Interesse (SGIB) bald aufgenommen.

Die pflanzenkundliche Aufstellungen weisen auf eine große biologische Vielfalt. Dieses SGIB ("Pré Humide du Grand Large") ist ein Mosaik von Lebensräumen wie Hochstaudenflur, Seggenriede, Röhrichte, Schwertliliengebiete usw. In dieser Zone sind verschiedene durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 geschützte Vogelarten zu finden, wie der Sperber (*Accipiter nisus*), der Feldschwirl (*Locustella naevia*), usw. Das Gebiet ist ebenfalls vom Teichfrosch oder Wasserfrosch (*Rana esculenta*) besucht, der durch Anlage IIB des Dekrets vom 6. Dezember 2001 geschützt wird.

Der PNPE verwaltet diesen Umkreis mit dem Ziel, dort die Entwicklung des natürlichen Lebensraums zu fördern;

In der Erwägung, dass sich die Regierung insbesondere dem Vorschlag anschließt, das geplante Naturgebiet im Buchenwald mit Hyazinthen des "Bois de Fouage" innerhalb der vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmten Begrenzungen einzutragen;

In der Erwägung, dass sich die Regierung dagegen dem Regionalausschuss für Raumordnung anschließt, was die Unzweckmäßigkeit betrifft, die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Umkreise mit ökologischen Verbindungen angesichts ihrer Größe anzugeben; dass sie aber der Ansicht ist, dass der später zu erstellende kommunale Raumordnungsplan eine geeignetere Überlegungsebene für deren Berücksichtigung als die Eintragung einer zusätzlichen Vorschrift im Sektorenplan bildet;

In der Erwägung, dass die Regierung außerdem der Ansicht ist, dass der Umkreis von landschaftlichem Interesse, deren Eintragung als Überdruck zur Wasserfläche des "Grand Large" der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, auf das ganze nordwestlich gelegene Freizeitgebiet zu erweitern ist, so dass die zwischen dem "Grand Large" und dem ehemaligen Kanal ausgeführten Arbeiten ebenfalls angesichts deren Beitrag zur Erhaltung, Bildung und Neugestaltung der Landschaft von dem, was den Pol der geplanten Einrichtungen bilden wird, geschätzt werden;

In der Erwägung, dass die Schlussfolgerungen des Planungsbüros STRATEC, auf welche sich der Regionalausschuss für Raumordnung bezieht, auf der Grundlage der vom Träger des Projekts des Freizeitentrums gegebenen Veranschlagungen der Besucherzahl erstellt werden, und nicht in Betracht gezogen werden, wenn der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung sie bestreitet;

In der Erwägung, dass bei gleichen Hypothesen bezüglich der Besucherzahl, die von den beiden Planungsbüros angewandten Methoden jedoch zu gleichwertigen Ergebnissen führen;

In der Erwägung, dass die auf dem Gebiet bestehenden Teiche sowohl im Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans als auch in der neuen Abgrenzungsvariante als Parkgebiet mit zusätzlichen Vorschriften "P.3." mit folgendem Wortlaut eingetragen sind: "Das " * P.3 "gekennzeichnete Parkgebiet wird den Wasserflächen vorbehalten." ; dass diese Vorschrift eindeutig zum Ziel hat, den betroffenen Wasserflächen eine Zweckbestimmung zu geben, um wegen der fehlender allgemeiner Vorschriften für Wasserflächen im Sektorenplan deren Respekt zu sichern;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung sonst keine besonderen Auswirkungen auf die Teiche anschließend an die Durchführung der neuen Abgrenzungsvariante festgestellt hat; dass die Regierung demzufolge die Vorbehalte des Regionalausschusses für Raumordnung nicht versteht;

In der Erwägung, dass die Regierung der Ansicht ist, dass die Erhaltung des landschaftlichen Interesses der Spitze des bois de Fouage durch die Eintragung des vom Urheber der Umweltverträglichkeit empfohlenen Umkreises von landschaftlichem Interesse gewährleistet wird, und dass die Kontrolle über die Höhe der Gebäude eher eine Angelegenheit ist, die von einem kommunalen Raumordnungsplan abhängt; dass die Regierung aus diesem Grund die Empfehlung des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht berücksichtigt;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante in dieser Konfiguration letztendlich die Eintragung von 90,85 ha neuer zur Verstärkung bestimmten Gebiete mit sich bringt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Begrenzung der von ihm identifizierten Auswirkungen darüber hinaus mehrere Raumordnungsmaßnahmen vorschlägt, die zum Zeitpunkt der Umsetzung des Projekts der neuen Abgrenzungsvariante zu untersuchen sind;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung Bemerkungen und Einwände betreffend die am 9. Dezember 2008 (08/A. 735-AN) vorgeschlagenen Ausgleichsvarianten erörtert hat;

In der Erwägung, dass die Regierung sofort ab der Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans zur Zweckbestimmung der Zone des Flugplatzes von Maubray als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen Stellung genommen hat;

In der Erwägung, dass ein Flugplatz in der Tat keine Flughafeninfrastruktur im Sinne von Artikel 21 des Gesetzbuches ist, und dass seine Zweckbestimmung demnach von Artikel 6, § 1, 4 des Dekrets vom 27. November 1997 abhängt; dass die Bemerkung des Regionalausschusses für Raumordnung demnach nicht zu berücksichtigen ist;

In der Erwägung, dass die Option, die restlichen Grundstücke der Sandgrube von Maubray zu bewirtschaften wegen ihrer kleinen Fläche nicht mit der Option der Erhaltung der ökologischen Merkmale des bereits bewirtschafteten Teils vereinbar ist;

In der Erwägung, dass es zudem gilt, die unlängst von der Regierung gewählte Option der Eintragung des bewirtschafteten Teils der Sandgrube als Naturschutzgebiet im Sinne des Gesetzes über die Erhaltung der Natur zu bestätigen;

In der Erwägung, dass die städtebaulichen Auflagen kraft Artikel 86, § 2 des Gesetzbuches auf die "(...) Ausführung oder Renovierung von öffentlichen Wegen oder Grünanlagen" begrenzt sind.

In der Erwägung, dass die Busverbindung zum Freizeitzentrum demnach keine städtebauliche Auflage ist, und dass die Option der Regierung, sie als alternative Ausgleichsmaßnahme vorzuschlagen völlig gerechtfertigt ist, da der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung das Interesse dieser Maßnahme bestätigt hat;

In der Erwägung, dass wenn dementsprechend erscheidet, dass die Schaffung einer direkten Zufahrt von der Sandgrube zur N52 über die Hauptstraße N503 eine städtebauliche Auflage hätte sein können, es hervorzuheben ist, dass die Regierung wegen der Befürchtung einer Überbelastung der bestehenden Straßen durch unterschiedliche Verkehrsarten die Option gewählt hat, diese Einrichtung als alternative Ausgleichsmaßnahme vorzuschlagen, sobald sie diese Maßnahme nicht mehr als städtebauliche Auflage auferlegen konnte, da dies aufgrund der aktuellen Umweltgenehmigung nicht Pflicht war;

In der Erwägung, dass die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung die Befürchtungen der Regierung nicht bestätigen, da die Umweltverträglichkeitsprüfung davon ausgeht, dass die Verkehrsbelastigungen seitens der Sandgrube sowohl für die Dörfer nördlich des Projekts als für das Freizeitzentrum annehmbar sind;

In der Erwägung, dass die Regierung demnach vorschlägt, auf diese alternative Ausgleichsmaßnahme zu verzichten, und sich die Möglichkeit vorbehält, sie zum Zeitpunkt der Ausstellung der Globalgenehmigung für die Erweiterung des Betriebs als städtebauliche Auflage aufzuerlegen, wenn die Lage es zu diesem Zeitpunkt erfordert;

In der Erwägung, dass die Regierung angesichts der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Empfehlung des Regionalausschusses für Raumordnung vorschlägt, die folgenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen anzuwenden:

- die Umwandlung der Gesamtheit des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen des Flughafens von Maubray in ein Agrargebiet;

- die Umwandlung des Freizeitgebiets östlich der Schelde in ein Agrargebiet, in Übereinstimmung mit der Empfehlung des Regionalausschusses für Raumordnung;

- die Umwandlung eines Teils des Freizeitgebiets am westlichen Ufer des Grand Large in ein Naturgebiet innerhalb der vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmten Grenzen des Gebiets von großem biologischem Interesse;

- die Umwandlung der Gesamtheit des Abbaugebiets von Maubray in ein Naturgebiet und ein Grüngelände;

- die Umwandlung der Gesamtheit des Abbaugebiets des bois de Lanchon in ein Forstgebiet, ein Grüngelände und ein Parkgebiet;

- die Umwandlung eines Teils des Freizeitgebiets nordöstlich des Grand Large in ein Forstgebiet;

In der Erwägung, dass die neue Abgrenzungsvariante unter Berücksichtigung der vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen letztendlich eine Vergrößerung (+ 21,58 ha) des zur Verstädterung bestimmten Gebiets im betroffenen Sektorenplan mit sich bringt;

In der Erwägung, dass die Regierung auf der Grundlage der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Empfehlungen des Regionalausschusses für Raumordnung der Ansicht ist, dass die alternativen Ausgleichsmaßnahmen, die sie vorgeschlagen hat, aufrechterhalten werden sollten, mit Ausnahme derjenigen, die die Schaffung einer direkten Zufahrt von der Sandgrube zur N52 über die Hauptstraße (N503) bezweckt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Regionalausschuss für Raumordnung die Relevanz der Vorschläge der Regierung in der Tat nicht in Frage stellen, sondern nur ihre Bezeichnung als Ausgleichsmaßnahmen anfechten;

In der Erwägung, dass die Regierung durch die Kombination der von ihr vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen der Ansicht ist, dass sie den vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung festgestellten umweltrelevanten Auswirkungen auf angemessene Weise Rechnung getragen hat; dass in der Tat zum Vorschein kommt, dass die von der Regierung gewählten Optionen bedeutende Verbesserungen der Umweltlage im Vergleich mit dem Vorentwurf darstellen, dass sie die Vergrößerung der zur Verstädterung bestimmten Fläche in Grenzen halten (im Vergleich mit dem Vorentwurf) und insbesondere einen besseren Schutz der bestehenden Standorte mit großem biologischem Interesse und der Landschaft in der Umgebung des Grand Large im Vergleich mit dem bestehenden Sektorenplan gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Standortwahl für die vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen wie ebenfalls die Wahl der alternativen Ausgleichsmaßnahmen auch zu einer geeigneten Verringerung der Auswirkungen des Projekts auf die Umgebung beitragen;

In der Erwägung, dass die Regierung aus diesen Gründen der Ansicht ist, dass das Projekt, dessen Verabschiedung sie beabsichtigt, den Vorschriften von Artikel 46 § 1 3° des Gesetzbuches genügt;

In der Erwägung, dass aus der oben stehenden Analyse hervorgeht, dass die beste Lösung, um die von der Wallonischen Regierung gesteckten Ziele unter Einhaltung der in Artikel 1 des CWATUP erörterten Zielsetzungen zu erreichen, darin besteht, die Eintragung eines in Übereinstimmung mit den oben angeführten Begründungen abgeänderten Plans als Projekt zur Revision des Sektorenplans festzuhalten;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet die vorläufige Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz gemäß dem beigefügten Plan. Dieser betrifft die Eintragung von:

auf dem Gebiet der Gemeinde Antoing:

- zwei Freizeitgebieten mit der zusätzlichen Vorschrift "L.1";

- einem Agrargebiet;

- fünf Forstgebieten;

- zwei Grüngeländen;

- fünf Naturgebieten;

- vier Parkgebieten mit der zusätzlichen Vorschrift "P.3";

- einem Parkgebiet;

- einem Umkreis von landschaftlichem Interesse als Überdruck eines Teils des nördlich des Kanals eingetragenen Freizeitgebiets;

- einem Umkreis von landschaftlichem Interesse als Überdruck zum Grand Large, des Grüngeländes im Süden, des Freizeitgebiets und des Naturgebiets im Westen, des Freizeitgebiets und des Forstgebiets im Norden und des Grüngeländes und des Freizeitgebiets im Osten;

- einem Umkreis von landschaftlichem Interesse als Überdruck zum nördlich des Kanals am nordwestlichen Rande des bois de Lanchon eingetragenen Naturgebiet;

auf dem Gebiet der Gemeinde Brunehaut:

- einem Forstgebiet;
 - einem Parkgebiet;
- auf dem Gebiet der Gemeinden Antoing und Péruwelz:
- einem Agrargebiet;
 - einem Naturgebiet.
- auf dem Gebiet der Gemeinden Antoing und Brunehaut:
- einem Grüngelände.

Art. 2 - Folgende, mit "L.1" gekennzeichnete Zusatzvorschrift gilt in den Freizeitgebieten, die durch vorliegenden Erlass im Plan ausgewiesen werden: "das mit "L.1." gekennzeichnete Freizeitgebiet unterliegt einer Klausel der Umkehrbarkeit der Zweckbestimmung, wenn das Projekt binnen sieben Jahren ab dem Inkrafttreten des Sektorenplans nicht durchgeführt wird".

Art. 3 - Folgende, mit "P.3" gekennzeichnete Zusatzvorschrift gilt in vier Parkgebieten, die durch vorliegenden Erlass im Plan ausgewiesen werden: "Das "P.3 " gekennzeichnete Parkgebiet wird den Wasserflächen vorbehalten." .

Art. 4 - Zur alternativen Ausgleichung wird das Folgende von der Regierung auferlegt:

- eine alternative Ausgleichsmaßnahme in Verbindung mit der Mobilität:
 - die Busverbindung zwischen den Bahnhöfen und dem Zentrum; die Finanzierung dieser Verbindung wäre ggf. nach Abzug des zu Lasten des "TEC" gehenden Teils vom Operator des Zentrums übernommen;
 - eine alternative umweltrelevante Ausgleichsmaßnahme: die Bildung einer Partnerschaft in Form einer Vereinbarung zwischen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region und einer VoE zur Aufwertung und Verwaltung der Domäne, um eine umweltbezogene Verwaltung der interessanten Biotope, die in der das Zentrum aufnehmenden Domäne vorhanden sind, zu gewährleisten, und einen Verwaltungsplan auszuarbeiten; das Freizeitzentrum für Sport und Natur wird eine jährliche Dotation der besagten VoE gewähren, deren Zusammensetzung, der räumliche Tätigkeitsbereich und die Tätigkeitsfelder, die Modalitäten für die administrative Verwaltung und die Dotation mit den Partnern zu bestimmen sein werden. Diese Vereinbarung wird spätestens am Tage der endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz der Regierung zur Genehmigung unterbreitet werden.
- eine alternative Ausgleichsmaßnahme operativer Art: die Ausgrabung des Grand Large in Ausführung des Sektorenplans.

Art. 5 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALESE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 467

[C - 2009/27028]

19 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming van het ontwerp tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz met het oog op de opneming van recreatiegebieden, landbouwgebieden, bosgebieden, groengebieden, natuurlijke gebieden en parkgebieden op het grondgebied van de gemeenten Antoing, Brunehaut en Péruwelz

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 houdende regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 september 2004, 15 april 2005 en 15 mei 2008;

Gelet op het besluit van 8 januari 2008 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium (CWATUP), inzonderheid op artikelen 22, 29, 32, 35 tot 41, en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1981, herzien bij een besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 juli 1991 (opneming van het tracé van de hogesnelheidslijn) en bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2003 (uitbreiding van de zandgroeve Deviaenne);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006 (*Belgisch Staatsblad* van 30 juni 2006) tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 44/3), tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opneming van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz en het inhoudelijk ontwerp van milieueffectonderzoek;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan ingegeven was door het project tot oprichting van een Europees centrum voor natuur- en glijdsporten door een privé-consortium;

Overwegende dat de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, afgekort CRAT) haar opmerkingen heeft medegedeeld in haar advies 06/A.542-AN wat het voorontwerp van herziening van het gewestplan en het inhoudelijk ontwerp van milieueffectonderzoek betreft;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 (*Belgisch Staatsblad* van 13 september 2006) waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 44/3) met het oog op de opneming van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz;

Overwegende dat de omvang en de graad van nauwkeurigheid van de gegevens die opgenomen moeten zijn in het milieueffectenonderzoek zijn vastgesteld na raadpleging van de CRAT, de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling, afgekort CWEDD), de Afdeling Natuur en Bossen, het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, het Natuurpark "Plaines de l'Escaut" en de betrokken grensoverschrijdende overheden en zijn opgenomen als bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006;

Overwegende dat de Waalse Regering op 29 januari 2007 het bureau PLANéco (BVBA) dat daartoe erkend is heeft aangewezen om het milieueffectenonderzoek betreffende het voorontwerp van herziening van het bovenbedoelde gewestplan uit te voeren, na een procedure van algemene offertenaanvraag in de zin van artikel 16 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de indiening van het milieueffectenonderzoek op 17 juli 2007;

Overwegende dat de CRAT haar opmerkingen betreffende de eerste fase van het onderzoek in haar advies 07/A.603-AN heeft megedeeld en dat ze haar opmerkingen en voorstellen in haar advies 07/A.609-AN heeft megedeeld na de mondelinge presentatie van de tweede fase door de auteur van het milieueffectenonderzoek;

Overwegende dat de Regering op haar vergadering van 19 juli 2007 akte heeft genomen van de resultaten van het milieueffectenonderzoek;

Overwegende dat de Regering, op basis van deze resultaten, de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling ermee belast heeft om contact op te nemen met de investeerders van het project om de conclusies van het onderzoek te bestuderen om eruit lering te trekken voor het vervolg;

Overwegende dat na dat contact een nieuwe afbakeningsvariant voorgesteld is;

Overwegende dat de principes van de nieuwe afbakeningsvariant de CRAT op 26 november 2007 zijn uiteengezet tijdens een bezichtiging van de locatie; dat ze bemerkingen heeft geopperd en voorstellen heeft gedaan in zijn advies 07/A.646-AN wat het vervolg van de procedure betreft;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2008 (*Belgisch Staatsblad* van 22 april 2008) tot aanvulling van het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006 tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz, met het oog op de bepaling van aanvullende compensaties overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat dit besluit de inhoud aanvult van het milieueffectenonderzoek dat op 13 juli 2006 is besloten, met inbegrip van het milieueffectenonderzoek van de compensaties die door de Regering worden voorgesteld overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3° van het Wetboek;

Overwegende dat de omvang en de graad van nauwkeurigheid van de gegevens die opgenomen moeten zijn in het milieueffectenonderzoek zijn vastgesteld na raadpleging van dezelfde instanties als voor de eerste inhoud;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 (*Belgisch Staatsblad* van 19 september 2008) waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 44/3), aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006 en aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2008 houdende de opnemings van recreatiegebieden, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden, natuurlijke gebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz;

Overwegende dat het eerste effectenonderzoek is aangevuld op basis van dit besluit;

Overwegende dat dit aanvullende effectenonderzoek en de geactualiseerde niet-technische samenvatting op 5 november 2008 neergelegd zijn;

Overwegende dat de resultaten van dit aanvullende effectenonderzoek op 18 november 2008 tegenover de CRAT uiteengezet zijn;

- Conclusies van het eerste effectenonderzoek.

Onderzoek van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de gewestelijke opties

Overwegende dat het voorontwerp over het geheel verenigbaar wordt geacht met de doelstellingen van de gewestelijke beleidsverklaring;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek evenwel onderstreept dat het plan voor de valorisatie en de ontwikkeling van het toerisme dat de actie van de Regering inzake het toerisme had moeten begeleiden, niet afgewerkt is voor de aanneming van het voorontwerp;

Overwegende dat het voorontwerp verenigbaar wordt geacht met de doelstellingen van het toekomstcontract voor Wallonië;

Overwegende dat het voorontwerp over het geheel verenigbaar wordt geacht met de doelstellingen van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan; dat de oprichting van een "toeristisch steunpunt" met het oog op de versterking van het "toeristische steuncentrum" van Doornik dat in de Eurocorridor Rijsel-Luik en in het gebied van suprarregionale samenwerking gelegen is, aan de structurering van de Waalse ruimte deelneemt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek evenwel onderstreept dat het voorontwerp geen bestaand toeristisch steunpunt versterkt;

Overwegende dat het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan de toeristische steuncentra omschrijft als centra die "een rol te spelen hebben op het toeristische vlak wegens hun eigen kenmerken op het culturele en patrimoniale vlak" en de toeristische steunpunten als "plaatsen (...) waarvan sommigen al wereldwijd bekend zijn";

Overwegende dat het voorontwerp beoogt een ontspanningscentrum "natuur en sport" op te richten waarvan de bedoeling niet is dit type centrum te versterken;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de commerciële component van het voorontwerp (oprichting van 23 000 m² aan winkels buiten de steden en woonkernen) niet verenigbaar is met de doelstellingen van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

Overwegende dat het voorontwerp over het geheel verenigbaar wordt geacht met de doelstellingen van het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek evenwel acht dat de doelstelling voor de bescherming van de bosoppervlakte en de versterking van de legale bescherming van sommige gebieden niet is bereikt;

Overwegende dat het voorontwerp verenigbaar wordt geacht met het beheersplan van het Natuurpark "Plaines de l'Escaut";

Overwegende dat het voorontwerp verenigbaar wordt beschouwd met het Gewestelijk Plan van Ruimtelijke Ontwikkeling van de "Nord-Pas-de-Calais";

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat het voorontwerp verenigbaar is met de vigerende regelgevingen;

Validering van de sociaal-economische behoeften die het voorontwerp verantwoorden

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de invloedgebieden heeft ingeschat voor iedere component van het voorontwerp, namelijk de huisvesting, de bezienswaardigheden (sport- en ontspanningactiviteiten) en de winkels;

Overwegende dat de invloedgebieden van de huisvestingscomponent zich op drie concentrische cirkels met een straal van 100, 200 en 300 km baseren;

Overwegende dat de invloedgebieden van de componenten "bezienswaardigheden" en "winkels" zich op isochronen van 30 en 60 minuten vanaf de locatie baseren;

Overwegende dat de invloedgebieden die door de auteur van het onderzoek zijn geschat dus verschilt van het 80 km lang invloedgebied in het voorontwerp;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de combinatie van de verschillende componenten van het voorontwerp de aantrekkelijkheid van het "voornaamste" invloedgebied van elke component uitbreidt en versterkt en dat de combinatie huisvesting – vrijetijdsbesteding – winkels het mogelijk maakt betere marktpenetraties te overwegen dan als deze activiteiten afzonderlijk uitgevoerd werden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de hypothese evenwel in twijfel trekt die in het dossier van aanvraag van de stad Antoing geformuleerd is waarin bepaald wordt dat "het project niet concurreert met infrastructuren gericht op de bestaande glijsporren (...);"

Overwegende dat de identificatie van het aanbod van de drie componenten in hun respectievelijke invloedgebieden toont dat het voorontwerp met bestaande activiteiten zal concurreren :

— voor de huisvesting : het dorp van "Plate taille" te Froidchapelle;

— voor de skipistes : "Ice mountain" te Komen, "Yeti ski" te Anderlecht, "Loisindord" te Noeux-les-Mines (Frankrijk) en het beoogde "Snow Games" te Lessen;

— voor de wateractiviteiten : "Océade" te Brussel, "Aqua Tournai" te Doornik, "Nautisport" te Enghien;

— voor de commerciële activiteiten : het stadscentrum en het shopping center "les Bastions" te Doornik, het winkelcentrum aan de rand van Froyennes.

Overwegende dat er in het sociaal-economisch onderzoek, hoewel het aantal overnachtingen, voorzien in het project van de promotor, naar beneden is bijgesteld, voor het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project dat de hypothese van het voorontwerp (800 000 tot 1 500 000 bezoekers/jaar) benadert, uitgegaan wordt van een jaarlijks bezoekerspotentieel (750 000 tot 1 126 000);

Overwegende dat het onderzoek evenwel van oordeel is dat deze bezoekers hoofdzakelijk gemotiveerd zullen zijn door het commerciële aanbod van het voorontwerp (68 % van het potentieel);

Overwegende op deze basis dat de aanbevelingen van de auteur van het onderzoek inzake de aard en de afmeting van de ruimtes die voor de verschillende activiteiten nodig zijn, de volgende zijn :

— huisvesting : hetzij een "fasering" uit te voeren voor de aanleg van de woningen om de tegenwoordige vraag nauwkeuriger in te schatten, hetzij bij voorbeeld een type huisvesting die een "camping onder tenten" kan worden, voor te stellen;

— bezienswaardigheden : zich van het bestaande aanbod onderscheiden, in het bijzonder van de toekomstige skipistes van Lessen, door het ontwikkelen van de "koude" activiteiten die met langlaufen de ijsbaan verbonden zijn;

— winkels : de thematiek van fun shopping niet uit te breiden; tenminste 50 à 60 % van de netto oppervlakten voor de sportthematiek te behouden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, hoewel het huidige aanbod aan recreatiegebieden in het gewestplan vanuit een kwantitatief standpunt ruimschoots voldoende is om in te spelen op de behoeften tegen 2015, tot de onmogelijkheid besluit om het voorontwerp, zoals bedoeld bij het besluit, uit te voeren gelet op het gebrek aan grote recreatiegebieden;

Overwegende dat de noodzaak om het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz te herzien dus bekrachtigd is;

Validering van de ligging

Overwegende dat geen van de door de auteur van het onderzoek geïdentificeerde liggingsvarianten te Doornik, Lessen, Froidchapelle (de site van "l'Eau d'Heure") en Butgenbach, gelet op de doelstellingen, het mogelijk maakt de volledige uitvoering van het op de herziening van het gewestplan steunende project te overwegen;

Validering van de afbakening en de tenuitvoerlegging van het project

Overwegende dat de auteur van het onderzoek een analyse van de feitelijke en de rechtstoestand van de onderzoeksomtrek heeft verricht en dat hij een afbakeningsvariant in verband met de bescherming van de afzetting van de zandgroeve Deviaene en de natuurlijke gebieden en een uitvoeringsvariant in verband met de bereikbaarheid van de locatie, heeft vastgesteld;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek daarna de milieueffecten van het voorontwerp van het plan en de varianten heeft onderzocht en dat hij maatregelen heeft voorgesteld om de door hem vastgestelde negatieve effecten te verminderen;

Beoordeling van de vermoedelijke niet te verwaarlozen effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten

Overwegende dat de vermoedelijke niet te verwaarlozen effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten dan weer beoordeeld worden op verschillende "leefmilieusectoren";

Lucht en klimaat

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat het ongeveer 65 meter hoge gebouw, dat in het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project overwogen is, een effect op het microklimaat zou kunnen hebben, dat dit microklimaat dus onderzocht zal moeten worden op basis van een nauwkeuriger project;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de effecten van de opties gekozen inzake energieproductie en -gebruik ten opzichte van het protocol van Kyoto heeft onderzocht;

Overwegende dat de CO₂-uitstoten van het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project zijn geëvalueerd op basis van het gebruik van een systeem met en zonder warmtekraftkoppeling en dat het systeem met warmtekraftkoppeling het goedkoopste lijkt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de uitstoten met een systeem met warmtekraftkoppeling op 9.535 t/jaar schat (18.121 t/jaar zonder warmtekraftkoppeling);

Overwegende dat het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project overwoog een trigeneratie-eenheid bevoorrad met aardgas te gebruiken;

Overwegende dat het energieverbruik dat met het door het project veroorzaakte wegverkeer verbonden is, aan deze uitstoten moet worden toegevoegd;

Grond- en oppervlaktewater

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de impact van de waterwinningen op de stand van de bestaande waterlagen en daardoor op de vochtigheidsgraad van de plaatselijke en/of gewestelijke vochtige gebieden heeft onderzocht;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek het bijkomende jaarlijkse afvloeiend hemelwater op 152 000 m³, de lozing van afvalwater op 6 000 m³ equivalent-inwoners en de lozing voor het onderhoud van het glijsportcentrum en het waterpark op ongeveer 42 000 m³ per jaar schat;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek geen impact van het afvloeiend hemelwater op de vulling van de aquifer verwacht en acht dat de impact op de waterwinningen te verwaarlozen zal zijn;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, wat specifiek de golf ten zuiden van het kanaal betreft, acht dat de impact verminderd zal worden voor zover :

- de aanwezige afwateringen bewaard worden zonder kanalisering;
- inrichtingen van het type vochtige gebieden, rietvelden,... in de inrichtingen inbegrepen worden;
- geen grootscheepse drainage overwogen wordt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de impact van de afvalwaterzuivering van het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project op de waterzuiveringsinstallatie van Hollain heeft onderzocht, zowel voor het leidingnet dat gebouwd zal moeten worden als voor zijn capaciteitsverhoging;

Overwegende dat de geloosde hoeveelheid (6 000 equivalent-inwoners) bij de eerste schatting dezelfde is als de maximale verhogingsmogelijkheid van de zuiveringscapaciteit van de installatie van Hollain en dat de effecten op de wijziging van de kwaliteit van het oppervlaktewater dan beheerst zullen kunnen worden in geval van uitvoering van haar uitbreiding en van een scheidingsriolering;

Overwegende dat het voornaamste vastgestelde gevaar voor toevallige verontreiniging met het gebruik van de bestaande vijvers voor de tweejarige lozingen van het water van de zwembaden verbonden is;

Bodem en ondergrond

Overwegende dat het voorontwerp de bestemming van twee ontginningsgebieden wijzigt : de zandgroeve "Bois du Fourage" en de vroegere zandgroeve "Bois de Péronnes";

Overwegend dat de auteur van het onderzoek onderstreept dat het voorontwerp van herziening van het gewestplan een impact zou kunnen hebben op de immobilisatie van een deel van de afzetting die in ontginningsgebied gelegen is;

Overwegende dat het deel van het ontginningsgebied van de "Bois du Fouage" gedekt is door een vergunning van 2003 en geëxploiteerd wordt en dat het noordwestelijk deel, dat in 2003 opgenomen is, nog niet geëxploiteerd wordt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de wijziging van de bestemming van de delen die al in andere ontginningsgebieden geëxploiteerd zijn niet in twijfel trekt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, wat het gevaar voor toevallige verontreiniging betreft, een laag gevaar vaststelt dat voornamelijk met het verlies aan koolwaterstof op landschapachtige parkeerterreinen verbonden is;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek niet kan uitsluiten, gelet op de aanbeveling van de Waalse Regering van 27 april 2006, "een controleput te graven die zal voorkomen in de bestaande vijvers te pompen", dat "een of verschillende afwatering(en) van karstgebieden vlakbij de waterwinningen wordt/worden uitgevoerd met hun overeenstemmende procédés die even schadelijk zijn als de ontwikkeling van natuurlijke putten;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek geen andere grote gevaren vaststelt wat de bodem en de ondergrond betreft;

Fauna en flora

Overwegende dat het voorontwerp geen enkele kandidaatlocatie Natura 2000 in recreatiegebieden indeelt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat het voorontwerp de verwoesting en de versnippering van de biotopen tweeweg zal brengen en dat hij wijst op de aanwezigheid van vier locaties die hij als biologisch zeer waardevol beschouwt (aanwezigheid op de lijst van habitats Natura 2000) in de omtrek van het voorontwerp;

Overwegende dat hij ook verschillende ecologisch waardevolle gebieden bemerkt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de bestemming als recreatiegebieden een grote menselijke aanwezigheid zal veroorzaken die effecten op de waargenomen flora zal hebben;

Overwegende dat hij acht dat "de storingsniveaus evenwel afhankelijk zullen zijn van de beheersing van het bezoekersgedrag op de locatie en het vermogen van de toekomstige beheerder om gedragingen op te leggen met het oog op de bescherming van de gevoelige locaties.";

Gezondheid

Overwegende dat de auteur van het onderzoek geen significante hinder voor de gezondheid opmerkt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek een verhoging opmerkt van de geluidshinder die met het door het voorontwerp veroorzaakte verkeer verbonden is;

Aangenaam leefklimaat

Overwegende dat de auteur van het onderzoek drie types gebouwen opmerkt die een mogelijke landschappelijke impact zouden kunnen hebben : de eengezinswoningen, het hotel-restaurant en de skipisten;

Overwegende dat hij besluit dat het bouwen van een alpineskiënpiste binnen de omtrek van het voorontwerp een nieuw visueel merk zal zijn dat in het plaatselijke landschap zichtbaar zal zijn;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat het behoud van het boskarakter de mogelijke impact van het voorontwerp op het landschap zal minimaliseren;

Overwegende dat hij evenwel een significante impact opmerkt voor :

- de "rue de Hollain" die langs het zuiden van de "Grand Large" gelegen is;
- het jaagpad dat langs de "Grand Large" en tegenover de "Bois de Fouage" gelegen is;
- de omtrek tussen de "Bois de Fouage" en de N503;

Materiële goederen en erfgoederen

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat geen enkele patrimoniaal of ecologisch waardevolle locatie door het voorontwerp zal worden getroffen;

Mobiliteit

Overwegende dat de auteur van het onderzoek een jaarlijks aantal bezoekers schat tussen 750 000 en 1 126 000;

Overwegende dat dit aantal bezoekers, volgens de hoogste schattingen, gepaard zal gaan met de aanwezigheid van gemiddeld 1 159 voertuigen per dag; dat dit aantal voertuigen tot 1 738 per dag stijgt op een gewone zaterdag in het seizoen en dat het toprisico op 3 000 voertuigen per dag geschat wordt;

Overwegende dat deze 3 000 voertuigen per dag in de loop van de dag verdeeld worden en tijdens de spitsuren stromen van 600 voertuigen per uur in hand werken;

Overwegende dat de spitsuren van dit type ontspanningscentrum zich van 9 tot 12 uur voor de aankomsten en van 16 tot 20 uur voor de vertrekken uitstrekken;

Overwegende dat het aantal voertuigen die door de werknemers en de leveranciers gebruikt worden als constant beschouwd wordt tijdens het seizoen;

Overwegende dat deze stroom op 830 equivalent-privéauto's per dag wordt geschat;

Overwegende dat drie toegangen tot de locatie in het voorontwerp worden gepland :

— een hoofdingang door de "rue de Hollain" naar een parkeerterrein van 2 000 plaatsen en de zuidingang van het ontspanningscentrum;

— een bijkomende toegang via de N503 naar een parkeerterrein van 1 200 plaatsen en de noordingang van het ontspanningscentrum;

— een bijkomende toegang tot het sportgebied via de N504 en de "rue Général de Gaulle" naar een parkeerterrein van 500 plaatsen met 300 bijkomende plaatsen voor het personeel;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat het organisatiesysteem met drie afzonderlijke parkeerterreinen, in tegenstelling tot wat er in het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006 staat, een verzadiging van de parkeerterreinen en bijkomende stromen ertussen kan veroorzaken;

Overwegende dat hij ook acht dat de bijkomende stroom voor het netwerk van de N504 en 503 en de plaatselijke straten in de dorpen van Vezoneau, Morlies, Grand Champ en le Marais (Callenelle), voor de hoogste schattingen, onaanvaardbaar en gevaarlijk is en dat het plaatselijke netwerk met zijn kleine kruispunten daardoor zal dichtslibben;

Overwegende dat hij is van mening dat het zware verkeer grote effecten voor het dorp van Vezoneau zal hebben;

Overwegende dat hij acht dat het RAVeL-net, wat de problematiek van de zachte vervoermiddelen betreft, noch afgeleid noch getroffen zal worden door de uitvoering van het voorontwerp maar dat het nodig zal zijn om verschillende lokale wegen en paden af te leiden, pad nr. 71 in het bijzonder;

Netwerken en andere infrastructuren

Overwegende dat de uitvoering van een warmtekrachtoppeling met de omvang van de overwogen eenheid een globale reflectie zal eisen over de elektrische en gasnetwerken en hun aanpassingen;

Overwegende dat de impact daarop niet te verwaarlozen is en dat hij in een volledig vooronderzoek geschat zal moeten worden;

Activiteiten

Overwegende dat de uitvoering van het voorontwerp de staking van de activiteit van het vliegveld van Maubray tot gevolg zal hebben;

Overwegende dat het gebouw van de "Tournai Yacht Club" totaal in recreatiegebieden opgenomen wordt en dat deze bestemming het mogelijk maakt synergieën tussen de verschillende activiteiten te overwegen;

Overwegende dat het voorontwerp geen impact op de activiteit van de sluis stroomopwaarts de "Grand Large" heeft;

Overwegende dat de roeiersclub en het ADEPS-centrum hun activiteiten zullen kunnen vervolgen en dat er synergieën tussen de verschillende actoren gevonden zullen kunnen worden;

Overwegende dat de ontginningsactiviteit door de uitvoering van het voorontwerp getroffen zal worden;

Overwegende dat het voorontwerp de vervolging van de ontginning tot haar einde plant maar dat de afgegeven vergunning alleen maar een deel van het ontginningsgebied dekt, de uitvoering van het voorontwerp dreigt een deel van de afzetting te immobiliseren;

Overwegende dat het voorontwerp de immobilisatie van 20 ha landbouwgronden tot gevolg zal hebben en dat één van de landbouwers bijgevolg ruim 37 % van de totale oppervlakte waarop hij werkt zal verliezen;

Compensaties

Overwegende dat artikel 46, § 1, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium voorziet dat "de opnemings van elk nieuw bebouwingsgebied dat aanzienlijke milieueffecten zou kunnen veroorzaken met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel gecompenseerd wordt door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet voor bebouwing bestemd gebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering, zowel op operationeel, ecologisch of energetisch vlak als inzake mobiliteit, rekening houdend, o.a., met de impact van het voor bebouwing bestemde gebied op de omgeving, waarbij de planologische of alternatieve compensatie in fasen uitgevoerd kan worden";

Overwegende dat de Waalse Regering in zijn besluit van 27 april 2006 heeft voorgesteld de opnemings van de 90 ha nieuwe gebieden die zij voor de bebouwing wil bestemmen te compenseren door de wijziging van 67,47 ha bestaande bebouwingsgebieden in niet voor bebouwing bestemde gebieden binnen de omtrek van het ontspanningscentrum en erbuiten voor drie van hen, en door twee andere compensaties in verband met de mobiliteit, met name :

— de aanleg van een rechtstreekse toegang naar de N52 via de grote weg voor het verkeer gebonden aan de ontginning van het zandgebied; de financiering van deze wegen zou ten laste komen van de operator van het ontspanningscentrum na aftrek, in voorkomend geval, van het gesubsidieerde gedeelte;

— de verkeersverbinding met de bus tussen de stations en het ontspanningscentrum; de financiering van deze verkeersverbindingen zou ten laste komen van de operator van het ontspanningscentrum na aftrek, in voorkomend geval, van het door de "TEC" gesubsidieerde gedeelte;

en een alternatieve compensatie voor het milieu, met name :

— de sluiting van een overeenkomst tussen de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest en een VZW belast met de valorisatie en het beheer van het domein om te zorgen voor een milieubeheer van de interessante biotopen die in het domein aanwezig zijn waarin het ontspanningscentrum opgericht moet worden, en om een beheersplan op te maken, waarbij het Europees Centrum voor natuur- en glijsporren een jaarlijkse dotatie stort aan bovengenoemde VZW, waarvan de samenstelling, de ruimte waarin geïntervenieerd wordt en de actiegebieden, de administratieve beheersmodaliteiten en de dotatie met de partners bepaald zullen moeten worden. Deze overeenkomst zal ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd uiterlijk op de datum van de definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz;

Overwegende dat het voorontwerp, in deze configuratie, tot een verhoging van het bebouwingsgebied met 22,53 ha in het betrokken gewestplan leidt;

Overwegende dat het eerste milieueffectonderzoek de voorgestelde compensaties heeft onderzocht ten opzichte van hun overeenstemming met artikel 46, § 1, van het Wetboek, overeenkomstig het bestek;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat "de planologische compensatie, in dit stadium, onvoldoende is omdat ze de niet-verstedelijkte gebieden geheel niet dekt ook al wordt de rechtsonzekerheid ongedaan gemaakt wat het ontginningsgebied (de zandgroeve Deviaene) betreft;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de andere compensaties niet optimaal zijn en zich met de stedenbouwkundige lasten kunnen vermengen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek ten slotte een afbakeningsvariant heeft vastgesteld op basis van de geïdentificeerde kwetsbaarheden die de buitenlijnen van de getroffen gebieden diepgaand wijzigt;

Overwegende dat de CRAT opmerkingen en bezwaren heeft uitgedrukt qua het milieueffectonderzoek op 12 juni 2007 (07/A. 603-AN) en 13 juli 2007 (07/A. 609-AN);

Overwegende dat de CRAT acht dat de auteur van het onderzoek zijn vragen niet beantwoordt wat de keuze van de bestemming van sommige gebieden (parkgebied, recreatiegebied) betreft, rekening houdend met de overwogen uitrustingen (boomhutten, paalwoningen, winkelcentrum);

Overwegende dat de CRAT opmerkt dat de impact van de door de auteur van het onderzoek voorgestelde afbakeningsvariant op fauna en flora groot blijft;

Overwegende dat de CRAT vragen heeft bij de haalbaarheid en de effecten van de optie die de Regering nam inzake de sanering van afvalwater (verhoging van de capaciteit van de waterzuiveringsinstallatie van Hollain);

Overwegende dat de CRAT ervan akte neemt dat de auteur van het onderzoek geen gevolg heeft gegeven aan haar aanbeveling om de toegang naar de site te beperken via het Noorden met een rechtstreekse toegang naar de E42 en constateert dat de tweede door de auteur voorgestelde toegang nieuwe vragen opwerpt, zowel op het economische als op het milieugebied;

Overwegende dat de CRAT op de noodzaak aandringt om zich te verzekeren van het voortbestaan van de activiteiten die al op de locatie aanwezig zijn, het behoud van een verspreid toerisme in de omgeving en de publieke toegang in de omgeving van de waterplas "Grand Large";

Overwegende dat de CRAT constateert dat het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project een zeer aanzienlijk energieverstopping in de hand zal werken, en belangrijke CO₂-emissies tot gevolg hebben die alleen maar zullen verergeren door de toegenomen mobiliteit;

Overwegende dat de CRAT zich afvraagt wat de impact zal zijn van de bovenbouw van de alpineskipiste, die vanuit het bos van Flines zichtbaar zal zijn, op het landschap;

Overwegende dat de CRAT acht dat, wat de door de Regering voorgestelde compensaties betreft, "de opnemingsgebied van de heden geëxploiteerde locatie (zandgroeve Deviaene) geen garantie van voortbestaan biedt aan deze ontginning in geval van hernieuwing of herziening van de milieuvergunning";

Overwegende dat de CRAT acht dat de andere compensaties niet optimaal zijn en zich met de stedenbouwkundige lasten kunnen vermengen;

Overwegende dat de Regering akte van de resultaten van het milieueffectonderzoek heeft genomen op haar vergadering van 19 juli 2007;

Overwegende dat de Regering, op basis van deze resultaten, de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling ermee belast heeft om contact op te nemen met de investeerders van het project om de conclusies van het onderzoek te bestuderen om er lessen uit te trekken voor het vervolg;

Beslissing om een nieuwe afbakeningsvariant te bepalen

Overwegende dat noch het voorontwerp noch de afbakeningsvarianten, gelet op de conclusies van het milieueffectonderzoek en het contact met de investeerders, het mogelijk maken het geheel van het programma van de investeerders te volgen;

Overwegende dat de noodzakelijke oppervlakten voor de uitvoering van het project onvoldoende zijn en dat de versnippering van de activiteiten op de locatie een optimaal beheer verhindert;

Overwegende dat een nieuwe afbakeningsvariant van het voorontwerp van herziening van het gewestplan is vastgesteld;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant ertoe strekt de bescherming van de biologisch waardevolle gebieden en de belangen van het landschap overeen te brengen en tegelijkertijd de geografische coherentie van het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project probeert te verbeteren en tegelijkertijd de geografische coherentie van het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project probeert te verbeteren;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant het mogelijk maakt de verschillende activiteiten rond de "Grand Large" te concentreren, wat het tweeledige voordeel biedt de activiteiten geleidelijk te ontwikkelen en de afstanden ertussen te verminderen;

Overwegende dat de voornaamste veranderingen in het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project die in aanmerking komen voor de bepaling van de ruimtelijke reorganisatie van de activiteiten de volgende zijn :

— de voorrang aan het verblijftoerisme ten opzichte van het dagtoerisme;

— het afzien van de alpineskipisten en de bovenbouw;

— het afzien van een voor het publiek toegankelijke grote commerciële structuur (het commerciële aanbod is erg verminderd, op de locatie verspreid en in thema's onderverdeeld naar gelang zijn lokalisatie en het is alleen maar voor de klanten van het ontspanningscentrum gereserveerd);

— de bescherming van de biologisch waardevolle gebieden en de belangen van het landschap;

Overwegende dat de voornaamste wijzigingen betrekking hebben op :

- de hercentering van de ontspanningsactiviteiten rond de "Grand Large" aan beide kanten van het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes :

- de hercentering van de ontspanningsactiviteiten rond de "Grand Large" en aan beide kanten van het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes :

ten zuiden van het kanaal : verplaatsing van het recreatiegebied van het oosten naar het westen om het biologisch waardevolle gebied te beschermen;

- de heuvel van Maubray die naast het vliegveld ligt ten oosten van de omtrek is als biologisch waardevolle locatie in het eerste milieueffectonderzoek gemarkeerd. Van het recreatiegebied dat op die plaats gepland is wordt afgezien wegens de ontwikkeling van een recreatiegebied aan de zuidelijke oever van de "Grand Large", op het enige deel van het bos- en parkgebied dat weinig of geen bijzondere biologische waarde heeft. Van de aanleg van de golf die aanvankelijk op een deel van dit bos- en parkgebied gepland is wordt afgezien;

- de heuvel van Maubray wordt als natuurlijk gebied opgenomen en het vliegveld als landbouwgebied;

ten noorden van het kanaal : vermindering van het recreatiegebied in zijn noordoostelijke deel en langs het kanaal en uitbreiding ervan ten noorden van de vijver van de "Bois du Fouage";

De nieuwe afbakeningsvariant behoudt de opneming van een bijkomend voorschrift gemerkt "*L.1" om de terugkeer naar de vorige bestemmingen mogelijk te maken als het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project binnen zeven jaar na de inwerkingtredingsdatum van de herziening van het gewestplan niet uitgevoerd is;

De totale oppervlakte van de recreatiegebieden is met ongeveer 10 ha verminderd ten opzichte van het door de Regering op 27 april 2006 goedgekeurde voorontwerp;

- De herbepaling van de toegangen tot de locatie aan beide kanten van het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes :

ten zuiden van het kanaal :

- aanleg van 1 200 parkeerplaatsen aan de westelijke ingang van het recreatiegebied om de ééndagsbezoekers te onthalen, met een mogelijke uitbreiding voor de spitsdagen;

- declassering van een openbare weg;

ten noorden van het kanaal :

- aanleg van 1 000 parkeerplaatsen in het noordoostelijke deel om de ééndagsbezoekers te onthalen;

- aanleg van een verbinding tussen de bestaande recreatiegebieden ten westen van de "Grand Large" en het geplande recreatiegebied ten oosten van de "Grand Large";

- De bescherming van een aantal locaties :

ten noorden van het kanaal :

- bescherming van de zandafzetting, die door de vorige herziening van het gewestplan in 2003 opgenomen is en door een bedrijfsvergunning geldig tot 2015 gedekt is, en opneming van een uitbreidingsomtrek van ontginningsgebieden als overdruk op het parkgebied (*P.1.) die op zijn saldo geprojecteerd is opdat de handelingen en werken in verband met de inrichting van de golf een mogelijke ontginning van de zandafzetting niet in gevaar brengen;

- bescherming van de biologisch waardevolle locaties die door het milieueffectonderzoek opgemerkt zijn door de opneming als natuurlijk gebied met overdruk van een landschappelijke omtrek van beukenbossen met hyacinten (habitat Natura 2000) in de "Bois de Fouage" en "Bois de Lanchon";

- uitbreiding van het bosgebied in het noordwesten van het recreatiegebied;

ten zuiden van het kanaal :

- opneming van de zandige open plek in de "Bois de Péronnes" als natuurlijk gebied om een bijzondere fauna en flora te beschermen;

- opneming van de heuvel van Maubray als natuurgebied in plaats van een recreatie- en groengebied; een deel van deze locatie staat in de inventaris van de biologisch zeer waardevolle locaties;

- opneming van de locatie ten noordoosten van de "Etang du prince" als bosgebied en de locatie ten zuidoosten als groengebied;

- opneming van een bosgebied in plaats van een landbouwgebied in de "Bois de Lanchon";

- opneming van een bosgebied in plaats van een landbouwgebied in de "Bois de Péronnes";

- uitbreiding van de omtrek van het voorontwerp ten zuiden van het kanaal, ten westen van de "Bois de Péronnes", door de opneming van een parkgebied in het gehucht "Le Burgot" en van een strook als bosgebied ten zuiden van dit parkgebied;

- afzien van de winkels die met de loopbrug boven het kanaal verbonden zijn die de noordelijke en zuidelijke delen van de locatie zal verbinden en die als recreatiegebied in het voorontwerp van 2006 opgenomen is;

- het saldo van de herzieningsomtrek wordt als park- of groengebieden opgenomen of het wordt als bosgebied behouden en wordt aan de activiteiten in de open lucht besteed die geen of weinig onomkeerbare inrichtingen eisen;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant, om de vragen van de CRAT wat de keuze van de zonering betreft te beantwoorden, het bouwen van boomhutten en paalwoningen in parkgebied niet meer toelaat en dat ze de handelsoppervlakten reserveert voor de toeristische klanten die een toegangsprijs hebben betaald;

Overwegende dat, om de vragen van de CRAT wat de impact van het voorontwerp op fauna en flora betreft te beantwoorden :

- de nieuwe afbakeningsvariant het afzien van de locatie van Maubray voor de ontwikkeling van de indoor activiteiten voorstelt omwille van een hercentering van deze activiteiten aan de zuidkant van de "Grand Large";

- de nieuwe afbakeningsvariant de opneming van een recreatiegebied voorstelt dat op het enige gebied ten zuiden van het kanaal gericht is dat weinig of geen bijzondere biologische waarde heeft;

- de nieuwe afbakeningsvariant de in natuurgebied zeer waardevolle gebieden treft en niet meer de in recreatiegebieden waardevolle gebieden treft;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant de waarnemingen van de CRAT volgt wat de jaarlijkse bezoekersaantallen en namelijk de commerciële aantrekkelijkheid van de locatie betreft;

Overwegende dat de oppervlakte van de handelspanden van 23 000 m² tot 8 000 m² is teruggebracht; dat ze enkel voor de toeristische klanten die een toegangsprijs hebben betaald toegankelijk zullen zijn en, voor het grootste deel van de geprojecteerde oppervlakte, uit virtuele winkels zullen bestaan die niet bestemd zijn voor de detailverkoop van sportuitrustingen die in de traditionele sportwinkels verkrijgbaar zijn maar voor de presentatie van de producten, de technologische innovaties en de topproducten van handelsmerken;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant, om de vragen van de CRAT te beantwoorden wat de mobiliteit en meer bepaald de toegankelijkheid van de locatie en het risico op verzadiging van het plaatselijke netwerk betreft, de werking van het ontspanningscentrum totaal herzielt door de voorrang te verlenen aan de verblijfsbezoekers ten opzichte van de ééndagsbezoekers, door de handelooppervlakten te verminderen en door hun toegang voor de bezoekers van het ontspanningscentrum en de toegang naar de locatie op die wijze te beperken dat slechts in twee toegangen voorzien wordt;

— een noordelijke toegang via de N503 die voor de verblijfsbezoekers en het personeel gereserveerd is (1 000 parkeerplaatsen, w.o. 200 voor het personeel);

— een zuidelijke toegang via de "rue de Hollain" die voor de ééndagsbezoekers en de werknemers gereserveerd is (1 200 parkeerplaatsen, w.o. 200 voor het personeel);

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant ook de tracéwijziging van de "rue de Hollain" plant;

Overwegende dat, om de vragen van de CRAT te beantwoorden wat betreft de impact op het landschap van de bovenbouw van de alpineskiënpiste die 65 m hoog moet worden en vanuit het bos van Flines zichtbaar zou zijn, de alpineskiënpisten zijn ingetrokken in de nieuwe afbakeningsvariant en het glijsportcentrum waarschijnlijk half ingegraven zal zijn;

Overwegende dat, om de vragen van de CRAT te beantwoorden wat betreft het noodzakelijke voortbestaan van de activiteiten die aanwezig op de locatie zijn na de uitvoering van het voorontwerp :

— de nieuwe afbakeningsvariant het vliegveld van Maubray als landbouwgebied bestemt, wat het mogelijk maakt de activiteit te behouden;

— de bestaande gebouwen, die door een vergunning gedekt zijn, behouden, verbouwd of uitgebreid kunnen worden;

— de "Tournai Yacht Club als recreatiegebied opgenomen wordt, zowel in het voorontwerp als in de nieuwe afbakeningsvariant;

— de organisatie van als Olympische disciplines erkende regatta's denkbaar is, rekening houdend met de uitbreiding van de waterplas die als bijkomende andere compensatie wordt voorgesteld;

— de nieuwe afbakeningsvariant noch aan het verkeer noch aan de oevers van het kanaal afbreuk doet;

— dat het ADEPS-centrum met zijn activiteit zal kunnen doorgaan met de uitvoering van het voorontwerp en dat stages en opleidingen van hogere kwaliteit georganiseerd zullen kunnen worden, gelet op de uitbreiding van de waterplas (officiële banen voor regatta's) en dat synergieën met het ontspanningscentrum overwogen moeten worden (zeilstages voor de bezoekers van het ontspanningscentrum,...);

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant, om de vragen van de CRAT te beantwoorden wat betreft de energieverstopping van het op het voorontwerp van herziening van het gewestplan steunende project en de omvang van zijn CO₂-emissies, voordeel wil trekken uit het afzien van de alpineskipiste, de aanzienlijke vermindering van de handelspanden, ongeveer 65 %, en de vermindering van de verplaatsingen doordat voorrang wordt verleend aan het verblijfstoerisme ten opzichte van het ééndagstoerisme;

Conclusies van het aanvullende onderzoek.

Onderzoek van de overeenstemming van de doelstellingen van het voorontwerp met de gewestelijke opties

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, het onderzoek van de overeenstemming van de doelstellingen van het voorontwerp met de gewestelijke opties uitgevoerd in het oorspronkelijke effectenonderzoek, bevestigt;

Overwegende dat door de toegang tot de winkels alleen voor te behouden aan de bezoekers van het recreatiecentrum en door hun oppervlakte tot 8 000 m² te beperken, de nieuwe afbakeningsvariant verenigbaar wordt geacht met de doelstellingen van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan omdat ze een antwoord biedt op het bezwaar betreffende de oprichting van winkels ver van de steden en woonkernen;

Validering van de sociaal-economische behoeften die het voorontwerp verantwoordt

Overwegende dat als het oorspronkelijke effectenonderzoek drie aantrekkelijkheidsfactoren in aanmerking genomen heeft om het invloedsgebied te bepalen, met name : het verblijf, de sportattracties en de winkels, ten gevolge van de vermindering van de commerciële oppervlakte van 23 000 m² tot 8 000 m² slechts twee aantrekkingsfactoren in aanmerking genomen werden voor het aanvullende effectenonderzoek, met name : het verblijf en de sportattractie;

Overwegende dat, ten gevolge van deze wijziging, de auteur van het onderzoek van mening is dat het jaarlijks bezoekpotentieel van het recreatiecentrum begrepen is tussen :

— 198 000 en 297 000 dagbezoekers voor de attracties;

— 148 000 tot 222 000 verblijvende bezoekers;

Overwegende dat de schattingen een hoog potentieel aan bezoekers bevestigen maar dat deze schattingen echter lager liggen dan eerder gedacht;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat, zelfs als het project dat wordt ondersteund door de nieuwe afbakeningsvariant enigszins ervan verschilt door het feit dat hij een glijcentrum omvat maar geen pistes voor alpineskiën als dusdanig, hij zal moeten concurreren met de bestaande en toekomstige synthetische of kunstmatige glijcentra die in de buurt liggen :

— Ice mountain in Komen;

— Loisinord in Noeux-les-Mines (Frankrijk);

— Snow Games in ontwerp in Lessen;

Overwegende dat hetzelfde risico inzake concurrentie te vrezen is wat betreft de waterparken in de nabijheid van de site :

— Aqua Tournai in Doornik;

— Nautisport in Edingen;

Overwegende dat het effect van het recreatiecentrum op de winkels van het klantengebied helemaal te verwaarlozen zal zijn, aangezien de winkels van het recreatiecentrum enkel toegankelijk zijn voor het toeristisch cliënteel dat een toegangsprijs heeft betaald;

Overwegende dat de globale schatting die het creëren van 800 jobs voorziet zoals aangeduid door de promotor van het recreatiecentrum natuur en sport, als realistisch wordt beschouwd door de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, in de huidige toestand van het gewestplan, de onmogelijkheid bevestigt om een nieuwe afbakeningsvariant uit te voeren zoals bedoeld in het aanvullende onderzoek, gelet op het ontbreken van een groot beschikbaar recreatiegebied;

Overwegende dat de noodzaak om het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz te herzien, dus door het aanvullend onderzoek wordt bevestigd;

Beoordeling van de waarschijnlijke niet-verwaarloosbare effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten.

Lucht en klimaat

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de effecten van de nieuwe afbakingsvariant op het microklimaat verwaarloosbaar zullen zijn door het afzien van het gebouw van ongeveer 65 meter hoog dat voorzien was in het project ondersteund door deze variant;

Overwegende dat, wat de CO₂-emissies betreft, de auteur van het onderzoek een positief effect verwacht op het globaal energetisch verbruik van het project ondersteund door de nieuwe afbakingsvariant door het feit dat er wordt afgezien van de pistes voor alpineskiën, door de vermindering van de oppervlakte bestemd voor winkels en de vermindering van de verplaatsingen door het feit dat er voorrang wordt gegeven aan het verblijfs-toerisme t.o.v. van het één-dagstoerisme;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek besluit dat deze wijzigingen het globaal energetisch verbruik van het project ondersteund door de nieuwe afbakingsvariant verminderen en dus de CO₂-emissies met 10 %;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek op deze basis de hoeveelheid CO₂ evalueert die jaarlijks wordt geproduceerd door het project ondersteund door de nieuwe afbakingsvariant, op 13 006 ton zonder warmtekraftkoppeling en op 12 602 ton met warmtekraftkoppeling;

Overwegende dat, ten gevolge van deze evaluatie, de auteur van het onderzoek de ecologische opportuniteit van het gebruik van de warmtekraftkoppeling in het project ondersteund door de nieuwe afbakingsvariant opnieuw in vraag stelt;

Grond- en oppervlaktewater

Overwegende dat het project ondersteund door de nieuwe afbakingsvariant de watercyclus in acht neemt door de beperking van de impregnatie van de gronden en het verbruik van drinkwater, de terugwinning van het regenwater en de aanleg van gescheiden rioleringsnetwerken voor afvloeiend hemelwater en afvalwater;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek erkent dat deze maatregelen de afwatering zullen verminderen maar dat het niet mogelijk is, in dit stadium van het project, om met nauwkeurigheid het volume van deze vermindering te bepalen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat het effectenonderzoek uitgevoerd in het kader van de vergunningsaanvragen met nauwkeurigheid de actieve oppervlakten, de volumes afvloeiend hemelwater en het afvloeiingsdebiet zal moeten bepalen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek het geloosde afvalwater op 6 000 equivalent-inwoners evalueert, hetzij lozingen die gelijk staan met de evaluatie van het oorspronkelijk onderzoek;

Overwegende dat in een eerste schatting de geloosde vracht (6 000 equivalent inwoners) dezelfde is als de mogelijkheid tot maximale verhoging van de verwerkingscapaciteit van het station van Hollain;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek echter aanbeveelt dat de oprichting van één of zelfs twee zuiveringsstations binnen de omtrek van het project ondersteund door de nieuwe afbakingsvariant kan worden overwogen in het kader van de latere vergunningsaanvragen of dat alternatieve technische oplossingen zoals de bezinkbassins kunnen worden overwogen in plaats van een aansluiting op het zuiveringsstation van Hollain;

Overwegende dat ten gevolge van de herdefiniëring van de activiteiten van het recreatiecentrum de auteur van het onderzoek de lozingen voor het glijcentrum en het waterpark op ongeveer 39 000 m³ per jaar herschat, hetzij een vermindering van 10 % ten opzichte van het project ondersteund door het voorontwerp van herziening van het oorspronkelijk gewestplan;

Overwegende dat het project ondersteund door de nieuwe afbakingsvariant een watercyclus in een gesloten circuit beoogt door de vijvers te gebruiken om het water bestemd voor de bassins te pompen en te lozen en ook voor de productie van ijs en sneeuw;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat als het effectief mogelijk is om geen additief te gebruiken voor de productie van ijs en sneeuw, er niettemin een potentieel risico bestaat van kwaliteitswijziging van het oppervlaktewater in geval van gebruik van chloor in het waterpark;

Grond en ondergrond

Overwegende dat de nieuwe afbakingsvariant de bestemming van drie ontginningsgebieden wijzigt: een deel van de zandgroeve van Bois de Fouage, de voormalige zandgroeve van Bois de Péronnes en de voormalige zandgroeve van Maubray;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat "de impact van het ontwerp op het gedeelte van de afzetting die heden uitgebaat wordt, onbestaand is" aangezien het oostelijke gedeelte van het ontginningsgebied van de "Bois de Fouage" dat door een vergunning gedekt is, niet meer het voorwerp uitmaakt van een bestemmingswijziging;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de nadruk legt op het feit dat de opneming als parkgebied met als overdruk een omtrek voor de uitbreiding van de ontginning op het nog niet uitgebate gedeelte van het ontginningsgebied van de "Bois de Fouage" de handhaving van de afzetting van dat gebied mogelijk maakt;

Overwegende dat het belang van een dergelijke verrichting om twee redenen evenwel een open vraag blijft:

— de ontginning van dat gebied zal een nieuwe herziening van het gewestplan nodig maken terwijl de vorige planherziening tot opneming van dat gebied op 26 juni 2003 beëindigd werd;

— de eventuele ophogingen bestemd voor de aanleg van een golfoefenterrein dat op die plaats gepland is door voorschrift *P1 zouden een verhoging van het volume van afgegraven aarde in geval van ontginning van deze afzetting teweegbrengen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de wijziging van de bestemming van de reeds uitgebate gedeelten van de andere ontginningsgebieden niet op de helling zet;

Overwegende dat wat betreft het risico voor toevallige verontreiniging van de gronden, de auteur van het onderzoek een laag risico vaststelt, dat voornamelijk gebonden is aan de verliezen van koolwaterstof op de landschapachtige parkeerterreinen;

Overwegende dat ten gevolge van de beoordeling van de verontreinigde aard van de weg te graven gronden gebonden aan de uitbreiding van de "Grand Large", de beschikbare gegevens en de 30 genomen monsters geen enkel spoor van verontreiniging in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 vertonen;

Overwegende dat de auteur van het volume te wijten aan deze uitbreiding op 325 500 m³ schat en dat hij in de mogelijkheid van opslag van deze gronden in de in uitbating zijnde zandgroeve Deviaene voorziet;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat baggerwerken waarschijnlijk noodzakelijk zullen zijn om de organisatie van wedstrijden op de uitgebreide "Grand Large" mogelijk te maken; dat het beheer van de uit de bedding en oevers van de waterlopen en watervlakken verwijderde stoffen geregeld wordt bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999; dat de aan die eventuele baggerwerken gebonden milieugevolgen dan ook beperkt zullen zijn;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat bij gebrek aan pompen het karstrisico bijna nietig is en dat hij geen andere grote risico's vaststelt wat betreft de grond of de ondergrond;

Fauna en flora

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de waardevolle sites ecologisch gezien beschermd worden door hun opneming als natuurgebied;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek evenwel van mening is dat de nieuwe afbakeningsvariant in de omtrek van het beukenbos met hyacinten in het natuurlijke gebied niet opgenomen wordt en dat haar opneming als recreatiegebied een belangrijke druk op het milieu en waarschijnlijk het verdwijnen op termijn van de rand van het beukenbos impliceert;

Overwegende dat hij ook vaststelt dat dat gebied volledig omringd is en verstoken is van elke verbinding met het ecologische netwerk;

Overwegende dat hij van mening is dat er een risico is voor breuk van het ecologische netwerk naar gelang van de behandeling van de perken van het ontwerp dat ten grondslag ligt aan de nieuwe afbakeningsvariant;

Overwegende dat de uitbreiding van de "Grand Large" in uitvoering van het gewestplan het biologisch zeer waardevolle gebied genoemd "pré humide du Grand Large" geïdentificeerd door het "Parc Naturel des Plaines de l'Escaut (PNPE)" en binnenkort opgenomen in de inventaris van de biologisch zeer waardevolle gebieden van het Waalse Gewest duidelijk zal verminderen;

Gezondheid

Overwegende dat in de aanvulling de auteur van het onderzoek de verhoging beoordeelt van de geluidshinder gebonden aan het verkeer, die veroorzaakt is door het ontwerp dat ten grondslag ligt aan de nieuwe afbakeningsvariant;

Overwegende dat hij van mening is dat de geluidshinder gebonden aan het verkeer, die veroorzaakt is door het ontwerp dat ten grondslag ligt van de nieuwe afbakeningsvariant, belangrijker zal zijn (+1 dB(A)) tijdens de spitsperiodes voor de dorpen Vezoncheau, Morlies en in een geringere maat, Maubray ten opzichte van de woonfunctie;

Aangename leefomgeving

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat het aantal gezichtspunten op het ontwerp dat ten grondslag ligt aan de nieuwe afbakeningsvariant, beperkt is door de aanwezigheid van talrijke bosgroeperingen en boomrijen met name langs de kanalen;

Overwegende dat de infrastructuur die langs de waterplas, in de "Bois de Fouage" gepland zijn, duidelijk zichtbaar zullen zijn als ze niet aangepast worden aan de kwaliteit van dat landschappelijk geheel;

Overwegende dat hij onderstreept dat het gebouw waarin het waterpark aangebracht is, hoger zou kunnen zijn dan het schutbos en zichtbaar zou kunnen zijn;

Overwegende dat hij van mening is dat de loopbrug die het noordelijke en het oostelijke gedeelte verbindt, een zichtbare duidelijke breuk zal zijn in het opmerkelijke landschap van het kanaal;

Overwegende dat hij ten slotte van mening is dat de uitbreiding van de waterplas in het westen de waarneming ervan zal wijzigen door een nog ruimere zichtbare opening;

Overwegende dat hij als conclusie een duidelijke impact vaststelt voor de volgende gezichtspunten :

- het watercentrum Adeps;
- de landwoningen gelegen "rue du Bois" en op de vijf woonboten langs de "Grand Large";
- de geïsoleerde woning ten noorden van de omtrek;
- de "rue de Hollain" in haar gedeelte inbegrepen in de "ois de Péronnes";
- de geïsoleerde woningen langs het oude kanaal;
- de woningen van de sluiswachters;
- de trekpaden en met name de "RAVeL";

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de afschaffing van de landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk van de recreatiegebieden aanvaardbaar is van het moment dat het ADESA-onderzoek de beboste ruimten zelfs uitsluit; dat er bovendien geen reden is om ze te behouden op het natuurlijke gebied en het parkgebied die in het hart van de "Bois de Fouage" gepland zijn gezien hun relatief beperkte oppervlakten en hun omringde aard binnen bebouwbare gebieden;

Overwegende dat hij nochtans van mening is dat de landschappelijk waardevolle omtrek die behouden wordt als overdruk van het groengebied dat langs de "Grand Large" gelegen is, uitgebreid zou moeten worden op het recreatiegebied over een diepte van 20 m langs de oevers en op een belangrijkere diepte op de scherpe hoek van het bos zodat de landschappelijke waarde van die bosrand behouden wordt;

Materiële en erfgoedgoederen

Overwegende dat geen patrimoniale of ecologisch waardevolle site getroffen zal worden door de nieuwe afbakeningsvariant;

Mobiliteit

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant de werking van het ontwerp dat ten grondslag ligt aan het voorontwerp van herziening van het gewestplan fundamenteel herziet, met name door de voorkeur te geven aan de verblijfsbezoekers boven de eendagsbezoekers, door de handeloppervlakten te verminderen door de toegang van de bezoekers tot het recreatiegebied te beperken;

Overwegende dat deze variant ook de toegankelijkheid tot de site herziet, waarbij ze enkel in twee toegangen voorziet :

— een noordelijke ingang door de N503 bestemd voor de gehuisveste bezoekers en het personeel (1 000 parkeerplaatsen waaronder 200 voor het personeel);

— een zuidelijke ingang door de "rue de Hollain" bestemd voor de eendagsbezoekers en het personeel (1 000 parkeerplaatsen waaronder 200 voor het personeel);

Overwegende dat de schattingen van het aantal bezoekers herzien zijn in het aanvullend effectonderzoek met inachtneming van deze wijzigingen;

Overwegende dat een mobiliteitsonderzoek d.d. 22 augustus 2008 verricht is op verzoek van de gemeente Brunehaut door het studiebureau SRATEC;

Overwegende dat in het aanvullende effectonderzoek de auteur van het onderzoek de analyse van het mobiliteitsonderzoek van STRATEC overweegt;

Overwegende dat uit de nieuwe schattingen blijkt dat het aantal jaarlijkse bezoekers tussen 346 000 en 519 000 bedraagt;

Overwegende dat volgens de hoogste schattingen dit aantal bezoekers gemiddeld 817 voertuigen per dag veroorzaakt; dat dat aantal voertuigen op een gemiddelde zaterdag in het seizoen 1 225 bedraagt en dat het maximale spitsrisico op 1 800 voertuigen per dag wordt geraamd;

Overwegende dat het aantal voertuigen veroorzaakt door het verkeer van de bedienden en de leveringen op 652 equivalent-privé-voertuigen per dag wordt geschat;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat in die omstandigheden de last veroorzaakt door het ontwerp dat ten grondslag ligt van de nieuwe afbakeningsvariant, opgeslorpt kan worden door het plaatselijke en hoofdwegenet en dat de capaciteiten van de wegen van het netwerk zelfs tijdens de spitsuren helemaal niet bereikt worden;

Overwegende dat om het kruispunt "rue de Péronnes/N507" veilig te maken, de auteur van het onderzoek de aanleg van een rotonde op dit kruispunt aanbeveelt, zoals voorgesteld in het onderzoek van STRATEC;

Overwegende dat de stroom van het zware verkeer voor de zandgroeve en het ontwerp dat ten grondslag ligt aan de nieuwe afbakeningsvariant relatief gering is;

Overwegende dat wat betreft de alternatieve compensatie die voorziet in de mogelijke oprichting van een rechtstreekse toegang tot de N52 via de "Grand Route (N503) voor het verkeer gebonden aan de ontginning van de zandgroeve, de auteur van het onderzoek van mening is dat in geval van handhaving van de huidige toegang, de geluidshinder betreffende het verkeer aanvaardbaar zal zijn zowel voor de dorpen gelegen ten noorden van het ontwerp als voor het recreatiegebied;

Overwegende dat de voornamelijke hinder gebonden is aan opwaaiend stof en dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt dat de vrachtwagens bij het verlaten van de zandgroeve door een waterbak rijden om die hinder te verminderen;

Netwerken en andere infrastructuren

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de effecten op de netwerken en infrastructuren bevestigt die hij bij het eerste onderzoek had aangeduid;

Activiteiten

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de bestemming van het vliegveld als landbouwgebied niet de stopzetting betekent van de activiteit van het vliegveld van Maubray;

Overwegende dat de uitvoering van de nieuwe afbakeningsvariant en meer bepaald de uitdieping van de Grand Large naast de samenwerkingsverbanden die overwogen kunnen worden de Tournay Yacht Club in staat zal stellen als Olympische disciplines erkende regatta's te organiseren;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant noch aan het verkeer noch aan de oevers van het kanaal afbreuk doet;

Overwegende dat het op de nieuwe afbakeningsvariant steunende voorontwerp geen impact op de activiteit van de sluis stroomopwaarts de "Grand Large" heeft;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek evenwel erop wijst dat de binnenvaart verstoord zou kunnen worden mocht de loopbrug die in het vooruitzicht gesteld wordt stroomopwaarts de sluit om het noordelijke en het zuidelijke deel van het ontspanningscentrum te verbinden, de doorvaarthoogte van 7 m, opgelegd door de beheerders van de waterwegen, niet in acht nemen;

Overwegende dat de roeiersclub en het ADEPS-centrum hun activiteiten zullen kunnen verderzetten;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek tot slot van geen enkel bijzonder toegangsprobleem gewag heeft gemaakt en besluit dat er samenwerkingen tot stand zouden moeten komen tussen de verschillende activiteiten op de locatie;

Overwegende dat het ontginningsgebied getroffen wordt door de immobilisatie van het het nog niet uitgebate noordelijke deel van het ontginningsgebied van het "bois de Fouage";

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant de schrapping van 15,84 ha landbouwgebied en de immobilisatie van 24,34 ha land gewijd aan de landbouw als gevolg zal hebben en dat één van de landbouwbedrijven daardoor één derde van de totale oppervlakte die als veehouderij dienst doet zal verliezen;

Compensaties

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant waarvan de Regering akte heeft genomen op 21 maart 2008 gedeeltelijk tegemoetkomt aan de bezwaren van de auteur van het onderzoek en de CRAT daar de optie genomen wordt om het deel van de zandgroeve Deviaene dat onder de vergunning voor ontginningsgebieden valt, in stand te houden;

Overwegende dat de Regering daarnaast voorstelt om de opneming te compenseren van 92,35 ha nieuwe gebieden die door de nieuwe afbakeningsvariant bestemd worden voor bebouwing via de aanvulling van de aanvankelijke regeling, met de omvorming van een ontginningsgebied gelegen in de noordelijke rand van de locatie van het ontspanningscentrum tot een natuurgebied en een groengebied en door een aanvullende operationele alternatieve compensatie met het oog op de uitbreiding van de waterplas "Grand Large" ter uitvoering van het gewestplan om er watersportcompetities te kunnen houden;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant in deze configuratie het bebouwingsgebied in het betrokken gewestplan een met 15,42 ha verhoogd saldo vertoont;

Overwegende dat het aanvullende effectenonderzoek de compensaties, voorgesteld ten opzichte van hun overeenstemming met artikel 46, § 1, van het Wetboek en ten opzichte van hun effecten op het leefmilieu, overeenkomstig het nieuwe bestek aangevuld ter uitvoering van het decreet van 20 september 2007 onderzocht heeft;

Overwegende dat de milieueffecten van de omvorming van het recreatiegebied van de heuvel van Maubray, gelegen bezuiden het vliegveld, waarvan een gedeelte gemarkeerd staat als biologisch zeer waardevolle locatie, genaamd "Butte sableuse de l'aérodrome de Maubray", tot natuurgebied (10,58 ha) en van het ontginningsgebied van de voormalige zandgroeve van het bos van Lanchon tot bosgebied (3,97 ha), tot groengebied (1,18 ha) en tot parkgebied met overdruk *P3 (0,06 ha) reeds bestudeerd zijn in het aanvankelijke effectenonderzoek daar ze zich binnen de onderzochte omtrek bevinden, en positief zijn bevonden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de omvorming van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van het vliegveld tot landbouwgebied (14,27 ha), voor het deel ingenomen door de "start- en landingsbaan", en tot natuurgebied, voor het deel dat in het aanvankelijke effectenonderzoek bekend staat als een Natura 2000-habitat tegelijk de bebouwing ervan voorkomt en toelaat dat de ontspanningsactiviteiten in de open lucht zoals ze nu bestaan verder plaats blijven vinden zonder nadeel te berokkenen aan de landbouwactiviteit gelet op de geringe landbouwwaarde van de betrokken gronden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek daarentegen aanbeveelt dat het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen in stand gehouden wordt recht tegenover de gebouwen van "Tournai Air Club";

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de omvorming van het ontginningsgebied Maubray tot natuurgebied die biologisch hoogst waardevolle locatie van een bijzondere bescherming zal voorzien en dat de omvorming van het zuidelijk deel ervan tot een groengebied voor een overgang zal zorgen tussen de reserve en de spoorlijn;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek evenwel aanbeveelt het saldo van het ontginningsgebied om te vormen tot grondgebied daar hij de inbedrijfname ervan weinig verenigbaar acht met de instandhouding van de zandwanden en de rust die in het naburige natuurreservaat vereist is;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt af te zien van de omvorming van het niet-uitgebate deel dat niet onder de vergunning voor ontginningsgebieden valt, gelegen in het bos van Fouage, tot parkgebied met een uitbreidingsomtrek voor ontginningsgebieden (12,20 ha) om de ontginningsactiviteiten ingegeven tijdens de herziening van het gewestplan waarbij dat gebied in 2003 opgenomen werd, in stand te houden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de omvorming van het recreatiegebied genoemd "Le Petit Large" tot niet-bebouwingsgebied elk risico op druk uitgeoefend door de ontspanningsactiviteiten op het ecologisch netwerk dat in het omliggende gebied tot ontwikkeling is gekomen, opheft (o.a. de vijvers en de megaphorbiae in de nabijheid van de locatie);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de vooropgestelde bestemming als groengebied niet bijzonder oordeelkundig is en aanbeveelt om het gebied gedeeltelijk om te vormen tot landbouwgebied en anderdeels tot bosgebied, overeenkomstig de aangetroffen grondinnemingen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek daarnaast aanbeveelt om de biologisch zeer waardevolle locatie, "pré humide du Grand Large" genoemd, aangeduid door het "Parc Naturel des Plaines de l'Escaut" in stand te houden door de omvorming van het bestaande recreatiegebied tot natuurgebied;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek evenwel van mening is dat de bijkomende alternatieve compensatie die ertoe strekt de waterplas, "Grand Large" genoemd, uit te breiden, een potentiële verstoring teweegbrengt van de biologisch zeer waardevolle locatie, "pré humide du Grand Large" genoemd, aangeduid benoorden de "Grand Large" aanbeveelt om de omtrek van de toekomstige waterplas plaatselijk aan te passen om dat milieu gedeeltelijk in stand te houden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek het verontreinigd karakter van de af te graven aarde in verband met de uitbreiding van de "Grand Large" beoordeeld heeft; dat de beschikbare informatie en de 30 monsters genomen op de locatie geen enkel spoor van verontreiniging vertonen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de alternatieve compensatie met het oog op de oprichting van een VZW belast met het ecologisch beheer van de interessante biotopen en de uitwerking van een beheersplan gunstig is voor het milieu voor zover het ruimtelijk interventiegebied uitgebreid wordt naar de gehele locatie en zijn actiegebied de uitvoering van het ontspanningscentrum zou dekken vanaf de uitwerking van het gemeentelijk plan van aanleg tot aan de organisatie en de planificatie van de werf;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek van mening is dat de alternatieve compensatie met het oog op het inleggen van een bus tussen de stations en het ontspanningscentrum een positief effect heeft op de mobiliteit van de internationale klanten, in het geval een internationaal station als Rijsel wordt aangedaan, en van de werknemers van het ontspanningscentrum, ingeval het station van Doornik wordt aangedaan;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de conclusies van het aanvankelijke effectenonderzoek nuanceert wat betreft de aanleg van een rechtstreekse toegangsweg naar de N52 voor het verkeer in verband met de uitbating van de zandgroeve voor zover hij acht dat de verkeersstroom van het vrachtvervoer beperkt is en hun hinder aanvaardbaar is zowel voor de dorpen gelegen benoorden het op de nieuwe afbakeningsvariant steunende ontwerp als voor het ontspanningscentrum met het voorbehoud dat er maatregelen worden getroffen voor de inperking van opwaaierend stof;

Overwegende dat uit de analyse van de voorgestelde planologische compensaties volgende aanbevelingen worden gemaakt :

— instandhouding van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen recht tegenover de gebouwen van Tournai Air Club;

— instandhouding van het nog niet uitgebate ontginningsgebied opgenomen bij de herziening van het gewestplan uit 2003;

— omvorming van het recreatiegebied genoemd "Le Petit Large", gelegen ten oosten van de Schelde, binnen de perken van de feitelijke toestand, tot landbouwgebied (3,16 ha) en bosgebied (3,92 ha);

— omvorming van het gedeelte van het recreatiegebied gelegen benoorden de "Grand Large", aangeduid als biologisch zeer waardevolle locatie genoemd "pré humide du Grand Large" tot natuurgebied (1,79 ha);

— aanpassing van de uitbreidingsomtrek van de "Grand Large" in functie van de configuratie van het voorgaande natuurgebied;

— omvorming van het saldo van het ontginningsgebied genoemd "sablère de Maubray" tot groengebied (2,68 ha);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek tot slot van mening is dat, mocht rekening gehouden worden met zijn aanbevelingen, de instandhouding van een niveau van planologische compensaties gelijk aan dat voorgesteld voor de nieuwe afbakeningsvariant het zou verantwoorden om één of meerdere bijkomende planologische compensatie(s) in het vooruitzicht te stellen beantwoordend aan een totale oppervlakte van 7,14 ha;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt om bijvoorbeeld andere recreatiegebieden hun statuut te ontnemen of het ontspanningsgebied voorzien voor het ontspanningscentrum dienovereenkomstig te beperken ofwel een alternatieve compensatie van energetische aard te overwegen die als doel zou hebben het percentage vast te stellen van de hernieuwbare energieën die optreden in de energiebevoorrading van het op de nieuwe afbakeningsvariant steunende ontwerp tot een cijfer dat gelijk is aan het percentage vastgesteld door de Europese Unie tegen 2020, namelijk : 20 %;

Overwegende dat uit de analyse van de effecten van de nieuwe afbakeningsvariant, waarvan akte genomen werd door de Regering, op het leefmilieu volgende aanbevelingen worden getrokken voor de zonerings :

- instandhouding van het ontginningsgebied opgenomen op het gewestplan in 2003;
- opneming van een natuurgebied in het "bois de Fouage" binnen de perken vastgesteld door de auteur van het onderzoek;
- opneming van ecologische doorgangsomtrekken als overdruk op het ontspanningsgebied tussen het beukenbos met boshyacinten van het "bois du Fouage" en het Natura 2000-gebied in het noorden, via de bestaande waterloop, en het biologisch zeer waardevolle gebied van de vijver van Fouage in het oosten;
- instandhouding van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van het vliegveld recht tegenover de bestaande gebouwen;
- opneming van landschappelijk waardevolle omtrekken als uitbreiding van de bestaande omtrek benoorden het kanaal om de ontspanningsinfrastructuren in hun landschappelijke context op te nemen;
- opneming van een landschappelijk waardevolle omtrek als uitbreiding van de bestaande omtrek op het kanaal en de oever als overdruk van de waterplas van de "Grand Large" gelegen is, met een deel van het groengeboed gelegen bezuiden laatstgenoemde en van het ontspanningsgebied opgenomen benoorden het kanaal over een diepte van 20 meter en over een grotere diepte in de punt van het "bois de Fouage"; -
- schrapping van de landschappelijk waardevolle omtrek opgenomen als overdruk van het parkgebied overwogen bezuiden de uitbreiding van de zandgroeve Deviaene en het natuurgebied overwogen midden in het "bois de Fouage";
- opneming van een bijkomend voorschrift op het ontspanningsgebied dat een landschappelijk waardevolle omtrek bevat gelegen in de punt van het "bois de Fouage" zodat de hoogte van de gebouwen beperkt wordt en zo de landschappelijke kwaliteit van de bosrand te handhaven;

Overwegende dat de CRAT opmerkingen en bezwaren heeft uitgedrukt over het aanvullend milieueffectonderzoek op 9 december 2008 (08/A. 735-AN);

Overwegende dat de CRAT met tevredenheid akte neemt van de evolutie van het voorontwerp van herziening van het gewestplan en de aanpassing ervan aan de voorafgaandelijke geopperde bemerkingen;

Overwegende dat de CRAT evenwel vragen heeft bij het werkelijk economisch belang van het op de nieuwe afbakeningsvariant steunende project en bij de effecten die de Regering ervan verwacht voor het algemeen belang wegens de conclusies van de auteur van het onderzoek wat betreft de bezoekersaantallen en de concurrentie met de sector van de bestaande kunstmatige skipistes;

Overwegende dat de CRAT de conclusies aanhaalt van het mobiliteitsonderzoek besteld door de gemeente Brunehaut bij het ingenieursbureau STRATEC;

Overwegende dat de CRAT wat de zonerings betreft van mening is dat de instandhouding van het ontginningsgebied in het hart van de omtrek niet noodzakelijkerwijs onverenigbaar is met de aanleg van een golfpractise en dat de reden voor de bestemming van sommige gebieden als natuurgebied niet omstandig genoeg uitgewerkt is in het effectenonderzoek;

Overwegende dat de CRAT van mening is dat de opneming van een ecologisch doorganggebied op het plan, zoals aanbevolen door de auteur van het onderzoek, onoordeelkundig is en dat een bijkomend voorschrift beter aangepast zou zijn;

Overwegende dat de CRAT van mening is dat er geen voldoende waarborg bestaat wat betreft de gevolgen van het op de nieuwe afbakeningsvariant steunende project op de vijvers;

Overwegende dat de Regering van mening is dat niet getwijfeld moet worden aan de gevolgen van het op de nieuwe afbakeningsvariant steunende project daar de auteur van het onderzoek besluit dat de ramingen van de bezoekersaantallen, hoewel die lager liggen dan de aanvankelijke hypothesen, een hoog bezoekerspotentieel bevestigen, dat dat potentieel voor een buitenlandse klantenbestand zal zorgen in Wallonië en dat de raming van 700 rechstreekse banen en 100 onrechstreekse realistisch is;

Overwegende dat de Regering de auteur van het onderzoek bijtreedt over het geheel van de aanbevelingen die hierover zijn geopperd behalve de instandhouding van een deel van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van het vliegveld van Maubray, de opneming van ecologische doorganggebieden als overdruk van het recreatiegebied opgenomen benoorden het kanaal en de opneming van een bijkomend voorschrift in de punt van het "bois de Fouage" om de hoogte van de gebouwen te beperken en zo de landschappelijke kwaliteit van de bosrand te handhaven;

Overwegende dat de Regering immers de optie had afgewezen die erin bestond een vliegveld in stand te houden te Maubray toen zij het voorontwerp van herziening van het gewestplan heeft aangenomen daar zij op die plaats het glij- en sportcentrum voorzag;

Overwegende dat de hercentrerings van die infrastructuur bezuiden de "Grand Large" evenwel het feit niet verantwoordt dat de instandhouding van het vliegveld definitief is op een locatie waar de hinder voor fauna en flora reeds zwaar wordt genoemd door de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat in tegenstelling tot wat de CRAT beweert, de auteur van het onderzoek de bestemming van sommige gebieden als natuurgebied heeft bekrachtigd wegens het hogere belang ervan voor de ecologie; dat de studie immers het volgende vaststelt :

Bos met boshyacinten in het "bois de Lanchon" en het "bois de Fouage"

In het bos van Lanchon wordt een stuk beukenbos waargenomen van de *Asperulo-Fagetum* (Natura 2000 habitat, code 9130). Dat habitat is eveneens aanwezig in het bos van Fouage.

Het deel van het beukenbos *Asperulo-Fagetum* genoemd wordt gekenmerkt door de aanwezigheid van de beuk (*Fagus sylvatica*), de kastanjelaar (*Castanea sativa*), de eik (*Quercus* sp.) en de berk (*Betula pubescens*) en van de soorten zoals de bosanemoon (*Anemone nemorosa*), de gele dovenetel (*Lamium galeabdominatum*), de ruige veldbies (*Luzula pilosa*) en de drienerfmuur (*Moehringia trinervia*). Er worden eveneens boshyacinten waargenomen (*Hyacinthoides non-cripta*), beschermd bij bijlage VII en typisch voor het onderhoud van dat soort beukebos, het Atlantische neutrofiële beukenbos.

Zanderige open plek van het bos van Péronnes

Het zanderig gebied wordt omringd door tamelijk jonge heide (habitat F4.22, potentieel Natura 2000-habitat, code 2310 psammofiele heide met *Calluna* en *Genista*). De rand van de open plek wordt gekenmerkt door een samengaan van weinig gangbare planten : struikheide (*Calluna vulgaris*) met bies (*Juncus effusus*, *Juncus conglomeratus*, *Juncus tenuis* et *Juncus bufonius*) en riet (*Phragmites australis*).

De heuvel van Maubray

Een deel van die locatie werd opgenomen in de inventaris van de biologisch zeer waardevolle locaties van het Waalse Gewest. Volgens de vaststellingen gemaakt door het ecologisch lab van de FUSAGx vormt de gehele zandheuvel, met de voormalige kartbaan, een biologisch zeer waardevolle locatie.

Op de zandheuvel werden meerdere habitats waargenomen :

- grasvelden met *Deschampsia flexuosa* (habitat E1.73)
- vormingen met *Calamagrostis epigeos* (habitat E1.74), evenals
- silicicole grasvelden met eenjarige planten (E1.19) en
- silicicole grasvelden met overblijvende planten (E1.19).

Beide laatste habitats zijn kenmerkend voor de inlandse duinen met open grasvelden, habitat Natura 2000, opgenomen onder code 2330.

Voormalige zandgroeve van Maubray

Die locatie is ook biologisch zeer waardevol en vormt overigens sinds dit jaar een domaniaal natuurreservaat (regeringsbesluit van 14 februari 2008).

In dat gebied worden verschillende vogelsoorten aangetroffen, beschermd bij decreet van 6 december 2001 (bijlage I), zoals de kleine plevier (*Charadrius dubius*), de boomvalk (*Falco subbuteo*), de dodaars (*Tachybaptus ruficollis*) en de oeverzwaluw (*Riparia riparia*).

Grand Large

Het "Parc Naturel des Plaines de l'Ecaut" heeft er een gesloten ontwikkelingsgebied aangeduid, bestaande uit wilgenbosjes op megaphorbiae. Volgens de verstrekte informatie wordt die locatie binnenkort opgenomen in de inventaris van de biologisch zeer waardevolle locaties.

Floristisch onderzoek heeft aangetoond dat de locatie een belangrijke biodiversiteit bezit. Deze biologisch zeer waardevolle locatie, "pré humide du Grand Large" genoemd, is een mozaïek van natuurmilieus zoals megaphorbiae, carex, rietvelden, irisvelden etc. In dat gebied worden verschillende vogelsoorten aangetroffen, beschermd bij het decreet van 6 december 2001 zoals de sperwer (*Accipiter nisus*), de sprinkhaanzanger (*Locustella naevia*), etc. De locatie is tevens een verblijfplaats van de groene kikker (*Rana esculenta*), beschermd bij bijlage IIB van het decreet van 6 december 2001.

Het genoemde natuurpark beheert die omtrek om de ontwikkeling van het natuurlijk milieu te begunstigen;

Overwegende dat de Regering in het bijzonder het voorstel tegemoet is gekomen om het overwogen natuurgebied op te nemen in het gebied van het beukenbos met boshyacinten "Bois de Fouage" genoemd, binnen de perken vastgesteld door de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat de Regering daarentegen de CRAT bijtreedt en bevestigt dat het niet passend is de ecologische doorganggebieden zoals voorgesteld door de auteur van het onderzoek op te nemen wegens hun omvang, maar van mening is dat het gemeentelijk plan van aanleg dat later uitgewerkt wordt een meer geschikt reflectieniveau biedt voor de inoverwegingname ervan dan de opneming van een bijkomend voorschrift op het gewestplan;

Overwegende dat de Regering daarnaast van mening is dat de landschappelijke waardevolle omtrek die de auteur van het onderzoek aanbeveelt op te nemen als overdruk van de waterplas "Grand Large" genoemd, uitgebreid moet worden naar het gehele ontspanningscentrum gelegen in het noordwesten zodat de handelingen en werken die uitgevoerd zullen worden tussen het "Grand Large" en het voormalige kanaal eveneens beoordeeld worden vanuit hun bijdrage tot de handhaving, de vorming of de heropbouw van het landschap dat de kern van de overwogen inrichtingen zal vormen;

Overwegende dat de conclusies van het ingenieursbureau STRATEC waarnaar de CRAT verwijst, vastgesteld worden met de ramingen van de bezoekersaantallen van de operator van het project van het ontspanningscentrum en niet in aanmerking genomen mogen worden daar ze door de auteur van het onderzoek betwist worden;

Overwegende dat met hypothesen voor gelijkwaardige bezoekersaantallen, de door beide ingenieursbureaus gebruikte methodes tot gelijkwaardige resultaten leiden;

Overwegende dat de op de locatie bestaande vijvers in het voorontwerp van herziening van het gewestplan zoals in de nieuwe afbakeningsvariant bestemd worden als parkgebied gepaard gaand met het bijkomend voorschrift "P3" luidend als volgt : "het parkgebied met merk "P3" wordt bestemd voor de waterplassen"; dat dat voorschrift duidelijk ertoe strekt een bestemming vast te stellen voor de betrokken waterplassen en de naleving ervan te waarborgen, bij ontstentenis van een algemeen voorschrift in verband met de waterplassen opgenomen in het gewestplan;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek nergens een bijzonder effect heeft vastgesteld op de vijvers wegens de uitvoering van de nieuwe afbakeningsvariant; dat de Regering derhalve niet begrijpt waarom de CRAT terughoudendheid aan de dag legt;

Overwegende dat de Regering van mening is dat de instandhouding van het landschappelijk belang van de punt van het "bois de Fouage" gegarandeerd wordt door de opnemings van de omtrek van landschappelijk belang aanbevolen door de auteur van het onderzoek en dat de normen voor de hoogte van de gebouwen onder een gemeentelijk plan van aanleg valt; dat om die reden de aanbeveling van de auteur van het onderzoek niet in aanmerking komt;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant in deze configuratie resulteert in de opnemings van 90,85 ha nieuw bebouwingsgebied;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, om de door hem vastgestelde effecten te verminderen, overigens meerde inrichtingsmaatregelen voorstelt die onderzocht zullen moeten worden bij de uitvoering van het op de nieuwe afbakeningsvariant;

Overwegende dat de CRAT opmerkingen en bezwaren heeft geopperd over de compensaties voorgesteld op 9 december 2008 (08/A. 735-AN);

Overwegende dat de Regering zich ernaar geschikt heeft vanaf de aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan met de bestemming van het gebied van het vliegveld van Maubray als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

Overwegende dat een vliegveld immers niet onder de luchthaveninfrastructuur vallen in de zin van artikel 21 van het Wetboek en dat de bestemming ervan bijgevolg vaststaat bij artikel 6, § 1, 4°, van het decreet van 27 november 1997; dat met de bemerking van de CRAT over die aangelegenheid geen rekening moet worden gehouden;

Overwegende dat de optie om het overblijfsel van de zandgroeve van Maubray uit te baten niet verenigbaar is, daar het een kleine oppervlakte betreft, met de optie om de ecologische kenmerken van het reeds uitgebate deel te beschermen;

Overwegende dat daarnaast de optie bevestigd moet worden die recentelijk door de Regering is genomen om het uitgebate deel van de zandgroeve te bestemmen als natuurgebied in de zin van de wet op het natuurbehoud;

Overwegende dat artikel 86, § 2, van het Wetboek de stedenbouwkundige lasten beperkt "tot de aanleg of de hernieuwing (...) van wegen of openbare groengebieden";

Overwegende dat de bediening van het ontspanningscentrum door een buslijn niet onder een stedenbouwkundige last valt en dat de optie van de Regering om die lijn in te voeren als alternatieve compensatie ten volle verantwoord wordt door het feit dat de auteur van het onderzoek het belang ervan volledig heeft bevestigd;

Overwegende dat hoewel daarentegen blijkt dat de aanleg van een rechtstreekse toegangsweg tot de uitbating van de zandgroeve naar de N52 via de Grand-Route (N503) onder een stedenbouwkundige last had kunnen vallen, aangegeven dient te worden dat de Regering, vreemd dat de bestaande wegen overbelast zouden raken door verkeersstromen van verschillende aard, de optie heeft genomen om die aanleg voor te stellen als alternatieve compensatie daar zij die inrichting niet meer kon opleggen als stedenbouwkundige last daar de huidige milieuvergunning die last niet oplegt;

Overwegende dat de conclusies van het effectenonderzoek de vrees van de Regering niet bevestigt daar het onderzoek ervan uitgaat dat de verkeershinder door de zandgroeve aanvaardbaar is, zowel voor de dorpen gelegen benoorden het ontwerp als voor het ontspanningscentrum;

Overwegende dat de Regering derhalve voorstelt om af te zien van die alternatieve compensatie, en zich de mogelijkheid voorbehoudt om haar als stedenbouwkundige last op te leggen bij het afleveren van de eenmalige vergunning voor de uitbreiding van de uitbating als de toestand dat op dat ogenblik vereist;

Overwegende dat de Regering ten opzichte van de conclusies van het effectenonderzoek en de aanbevelingen van de CRAT volgende planologische compensaties voorstelt :

— de omvorming van het gehele gebied van openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van het vliegveld van Maubray tot landbouwgebied;

— de omvorming van het recreatiegebied gelegen ten oosten van de Schelde als landbouwgebied, overeenkomstig de aanbeveling van de CRAT;

— omvorming van het gedeelte van het recreatiegebied gelegen op de westelijke oever van de "Grand Large", binnen de door de auteur vastgestelde perken van de biologisch zeer waardevolle locatie genoemd "pré humide du Grand Large", tot natuurgebied;

— de omvorming van het gehele ontginningsgebied van Maubray tot natuurgebied en groengebied;

— de omvorming van het gehele ontginningsgebied van het bois de Lanchon tot bos-, groen- en parkgebied;

— de omvorming van een deel van het recreatiegebied gelegen in het noordoosten van de Grand Large tot bosgebied;

Overwegende dat de nieuwe afbakeningsvariant, rekening houdend met de voorgestelde compensaties, resulteert in een verhoging van het bebouwingsgebied in het betrokken gewestplan met 21,58 ha;

Overwegende dat de Regering rekening houdend met de conclusies van het effectenonderzoek en de aanbevelingen van de CRAT van mening is dat de alternatieve compensaties die zij voorstelde in aanmerking moeten worden genomen, uitgezonderd de compensatie met het oog op de aanleg van een rechtstreekse toegangsweg tot de uitbating van de zandgroeve naar de N52 via de Grand-Route (N503);

Overwegende dat de auteur van het onderzoek en de CRAT de relevantie van de voorstellen van de Regering inderdaad niet in twijfel trekken maar hun kwalificatie als alternatieve compensatie betwisten;

Overwegende dat de Regering door de combinatie van de door haar voorgestelde compensaties van mening is dat zij verhoudingsgewijs ingegaan is op de leefmilieueffecten vastgesteld door de auteur van het onderzoek; dat immers blijkt dat de opties in aanmerking genomen door de Regering significante verbeteringen vormen van de milieutoestand van de locatie die voortgevloeid zou zijn uit de uitvoering van het voorontwerp, de verhoging van de oppervlakte voor bebouwing in het gewestplan verminderen in vergelijking met het voorontwerp en in het bijzonder garant zijn voor een betere bescherming van de bestaande biologisch zeer waardevolle locaties en van het landschap op het niveau van het watergebied van de Grand Large ten opzichte van het bestaande gewestplan;

Overwegende dat de ligging van de planologische compensaties voorgesteld als keuze voor de alternatieve compensaties eveneens bijdragen tot de aangepaste vermindering van de impact van het project op de buurt;

Overwegende, om die redenen, dat de Regering ervan uitgaat dat het project die zij voornemens is aan te nemen voldoet aan het bepaalde van artikel 46, § 1, 3^o, van het Wetboek;

Overwegende dat uit de analyse van hetgeen voorafgaat blijkt dat de beste oplossing om tegemoet te komen aan de doelstellingen van de Waalse Regering met inachtneming van de doelstellingen verwoord in artikel 1 van het Wetboek erin bestaat om de opneming van een gewijzigd plan overeenkomstig de hierboven besproken redenen als ontwerp-herziening van het gewestplan in aanmerking te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering neemt de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz voorlopig aan, overeenkomstig bijgevoegd plan, waarop de volgende gebieden opgenomen zijn :

Op het grondgebied van de gemeente Antoing :

— twee recreatiegebieden, gepaard gaand met het bijkomend voorschrift gemerkt *"*L.1"*;

— een landbouwgebied;

— vijf bosgebieden;

— twee groengebieden;

— vijf natuurgebieden;

— vier parkgebieden gepaard gaand met het bijkomend voorschrift gemerkt *"*P.3"*;

— een parkgebied;

— een landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk op een deel van het recreatiegebied dat ten noorden van het kanaal opgenomen is;

— een landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk op de "Grand Large", op het groengebied ten zuiden, op het recreatiegebied en het natuurgebied ten westen, op het recreatiegebied en het bosgebied ten noorden en het groen- en recreatiegebied ten oosten;

— een landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk op het natuurgebied dat ten noorden van het kanaal opgenomen is aan de noord-westrand van de "Bois de Lanchon";

Op het grondgebied van de gemeente Brunehaut :

— een bosgebied;

— een parkgebied;

Op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Péruwelz :

— een landbouwgebied;

— een natuurgebied;

Op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Péruwelz :

— een groengebied.

Art. 2. Het volgende bijkomende voorschrift voorzien van het merk *"*L.1"* is van toepassing in de recreatiegebieden die bij dit besluit in het plan opgenomen zijn : "het van het merkteken "L 1" voorziene recreatiegebied is onderworpen aan clause inzake de omkeerbaarheid van de bestemming in geval van niet-uitvoering van het project binnen zeven jaar na de inwerkingtredingsdatum van het gewestplan".

Art. 3. Het volgende bijkomende voorschrift voorzien van het merk *"*P.3"* is van toepassing in vier parkgebieden die bij dit besluit in het plan opgenomen zijn : "het van het merkteken "P 3" voorziene parkgebied is bestemd voor watervlakken".

Art. 4. Bij wijze van alternatieve compensatie legt de Regering hetgeen volgt op :

— een alternatieve compensatie gebonden aan de mobiliteit :

de verkeersverbinding met de bus tussen de stations en het recreatiecentrum; de financiering van deze verkeersverbindingen zou ten laste komen van de operator van het recreatiecentrum na aftrek, in voorkomend geval, van het door de "TEC" gesubsidieerde gedeelte;

— een alternatieve milieucompensatie : de sluiting van een overeenkomst tussen de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest en een VZW belast met de valorisatie en het beheer van het domein om te zorgen voor een milieubeheer van de interessante biotopen die in het domein aanwezig zijn waarin het recreatiecentrum opgericht moet worden, en om een beheersplan op te maken, waarbij het recreatie- en sportcentrum een jaarlijkse dotatie stort aan bovengenoemde VZW, waarvan de samenstelling, de ruimte waarin geïntervenieerd wordt en de actiegebieden, de administratieve beheersmodaliteiten en de dotatie met de partners bepaald zullen moeten worden. Deze overeenkomst zal ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd uiterlijk op de datum van de definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz;

— een alternatieve operationele compensatie : het graven van de "Grand Large" ter uitvoering van het gewestplan.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE